



Government of Canada Gouvernement du Canada



 Canadian Heritage Patrimoine canadien
62B 8122-3-1-00

VOL 1 UNC

INTERGOVERNMENTAL COOPERATION -
MANITOBA
SCHOOL GOVERNANCE; GENERAL

COOPÉRATION INTERGOUVERNEMENTALE -
MANITOBA
GESTION SCOLAIRE; GÉNÉRALITÉS

SPECIAL AGREEMENT - FRANCOPHONE
SCHOOL GOVERNANCE

ENTENTE SPÉCIALE - GESTION DES
ÉCOLES FRANÇAISES



7540-CH-502-0870

[illegible]

GC 39.1 (91/10)

7540-21-904-5775

62B 8122-3-1-00
VOL 1

000725



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

CLOSED VOLUME VOLUME COMPLET

DATED FROM
À COMPTER DU

21 février 2000

TO
JUSQU'AU

21 février 2001

AFFIX TO TOP OF FILE - À METTRE SUR LE DOSSIER

DO NOT ADD ANY MORE PAPERS - NE PAS AJOUTER DE DOCUMENTS

FOR SUBSEQUENT CORRESPONDENCE SEE - POUR CORRESPONDANCE ULTÉRIEURE VOIR

FILE NO. - DOSSIER N°

8122-3-1-00

VOLUME

2



Diane Leclercq
02/21/2001 04:02 PM

Envoyé par : Diane Leclercq

Pour : Micheline Guilbeault/HullOttawa/PCH/CA@PCH

cc : Diane Dorge/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Louis Chagnon/West-Ouest/PCH/CA@PCH

Objet : Plan d'action révisé de la DSFM

Pour donner suite à ma note ci-bas, est-ce que vous avez revu la dernière version du plan d'action de la DSFM (envoyée par télécopieur au début du mois) et est-ce que vous avez communiqué avec Henri Grimard pour discuter des changements? J'ai vu que des changements supplémentaires au texte de l'entente spéciale ont été envoyés à la Province.

----- Forwarded by Diane Leclercq/West-Ouest/PCH/CA on 2001-02-21 03:00 PM -----



Diane Leclercq
2001-02-12 04:09 PM

Sent by: Diane Leclercq

To: Micheline Guilbeault/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH

cc: Louis Chagnon/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Diane Dorge/West-Ouest/PCH/CA@PCH

Subject: Indemnisation

Est-ce qu'une rencontre a été fixée avec Henri Grimard pour parler du plan d'action et est-ce que vous avez eu l'occasion de revoir le plan d'action de la DSFM en comité? À bientôt!

----- Forwarded by Diane Leclercq/West-Ouest/PCH/CA on 2001-02-12 05:07 PM -----

Micheline Guilbeault

2001-02-08 09:41 AM

To: Diane Leclercq/West-Ouest/PCH/CA@PCH

cc: Louis Chagnon/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Diane Dorge/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH

Subject: Indemnisation

Après discussion avec M. Grimard, voici les quelques changements que nous avons apportés au texte de l'entente :

Ministre de l'Éducation, de la Formation professionnelle **et de la Jeunesse**

Dans le 8e paragraphe des Attendu Que, changé la gestion scolaire francophone pour **gestion des écoles françaises**

1.1 **enlever consolider l'enseignement postsecondaire en français**

2.1 **enlever et au développement de l'enseignement postsecondaire dans la langue de la minorité**

6.3 mentionnés au paragraphe **6.2 et non 5.2**

Dans la clause transferts de l'Annexe 1 : **ajouter après avec l'autorisation écrite du Canada, (à l'exception des projets d'immobilisation).**

M. Grimard aurait aimé enlever la clause INDEMNISATION (voir note qui suit).

Les corrections ont aussi été apportées au texte anglais. Nous vous informerons de tout nouveau développement dans ce dossier.

----- Envoyée par Micheline Guilbeault/HullOttawa/PCH/CA le 02/08/2001 10:19 AM -----

Micheline Guilbeault	02/06/2001 04:03 PM
----------------------	---------------------

Pour : hgrimard@edu.gov.mb.ca
cc : Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH

Objet : Indemnisation

Nous avons reçu cette réponse de nos services juridiques pour la clause indemnisation.

C'est une clause qui fait partie des nouvelles politiques du Conseil du Trésor et qui devra être incluse dans toutes les nouvelles ententes provinciales et territoriales. Nous n'avons malheureusement pas plus d'explication.

Micheline Guilbeault

02/20/2001 09:39 AM

Pour : hgrimard@edu.gov.mb.ca

cc : Louis Chagnon/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Diane Leclercq/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Diane Dorge/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH

Objet : Entente spéciale

Je te fais parvenir une autre version dans laquelle il y a des changements mineurs. (voir ce qui est coloré).



entspec-11-man.doc



specagreem-11-man.do



*Patrimoine canadien
Programmes d'appui
aux langues officielles*

*Canadian Heritage
Official Languages
Support Programs*

15, Eddy
Hull (Québec)
(819) 994-4060

télécopie/Fax : le 19 février 2001

1 + 7 pages

À/TO	DE/FROM
HENRI GRIMARD Directeur Bureau de l'Éducation française	MICHELINE GUILBEAULT Agente principale de programmes Opérations et coordination régionale
tél./tel. : (204) 945-6939 téléc./fax : (204) 945-1625	tél./tel. : (819) 994-4060 téléc./fax : (819) 953-6580

Tel que discuté, je vous fais parvenir copie du Plan d'action de la DSFM, qui contient quelques commentaires ou changements proposés tant par la Province que par le Patrimoine canadien.

Au besoin, nous pourrions organiser un appel conférence avec les représentants de la DSFM, du Ministère de l'Éducation, du Patrimoine canadien (bureau régional et administration centrale) pour en discuter.

J'aimerais aussi vous rappeler que la demande de la DSFM devra être déposée par la Province, préférablement en même temps que la demande LOE. Une demande formelle devra être présentée à Patrimoine canadien par le Ministère de l'Éducation, accompagnée des plans d'action et préambules bilingues.

Entre temps, si vous avez des questions, n'hésitez pas à communiquer avec moi.

c.c. Louis Chagnon - (204) 984-5348
Diane Leclercq - (204) 983-5365
Lise Toupin



Division scolaire franco-manitobaine n° 49
« Apprendre et grandir ensemble »

PLAN D'ACTION - 2000-2004

DECEMBRE 2000

PRÉAMBULE

Le mandat de la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) trouve ses racines dans l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés de 1982. Des jugements de la Cour suprême du Canada, les jugements Mahé, le Renvoi manitobain et l'arrêté Arsenault-Cameron en ont précisé les dimensions et formulé la vision. La responsabilité provinciale s'articule dans l'article 21 de la loi manitobaine de 1993.

En vertu de l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés et de la jurisprudence, les enfants francophones du Canada ont droit à l'égalité des résultats en éducation. ~~Cette égalité exige :~~ *Ne sont pas des exigences de la Charte. Exclure 1 à 6 ou reprendre le libellé de la Charte*

1. d'assurer à la minorité linguistique officielle un accès égal à un enseignement de grande qualité dans sa propre langue dans des circonstances favorisant le développement de la communauté;
2. des établissements distincts de ceux de la majorité;
3. une programmation scolaire établie par la minorité;
4. le contrôle et la gestion de ses établissements et de la programmation par les parents;
5. la réparation des torts du passé par des moyens créatifs et appropriés;
6. un financement adéquat assurant le plein exercice de ces droits.

L'école est l'institution la plus importante pour la survie de la minorité linguistique officielle, qui elle-même est un véritable bénéficiaire en vertu de l'article 23.

La Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) regroupe présentement vingt-deux (22) écoles qui accueillent 4 480 élèves. Ces écoles sont éparpillées sur un large territoire géographique à partir de La Broquerie au sud-est à Saint-Lazare au nord-ouest et de Notre-Dame-de-Lourdes au sud-ouest à Saint-Georges au nord-est. La clientèle scolaire desservie par ces écoles est elle-même dispersée sur un large territoire. La seule concentration importante de clientèle francophone se trouve dans la région urbaine où la DSFM a établi cinq (5) écoles élémentaires et une (1) école secondaire, toutes situées à Saint-Boniface/Saint-Vital pour desservir toute la population francophone de Winnipeg. ~~Les élèves de certaines des écoles de la DSFM n'ont pas accès à certains locaux nécessaires à la programmation (i.e. gymnase, bibliothèque, laboratoire de sciences, etc.). Trois de nos écoles sont présentement situées dans des espaces appartenant à des divisions scolaires anglophones qui louent des espaces à la DSFM. Une de ces écoles aménagera sous peu de nouveaux locaux présentement en construction et des pourparlers sont en marche pour construire de nouveaux locaux pour une deuxième école qui est présentement hébergée dans une école appartenant à la majorité.~~

Depuis les six dernières années, la DSFM a établi de nouveaux programmes pour mieux répondre aux besoins de ses élèves. L'entente viendra défrayer les coûts supplémentaires reliés à la structure et au mandat de la DSFM qui ne sont pas rencontrés par des programmes actuellement en place (i.e. PLOE).

Non admissible. Plutôt parler de coûts reliés au développement et à l'avancement de l'éducation en français.

on 4472 ? (Voir préambule L.O.E.)
Plan d'action sur 3 ans. Pourrait être appliqué dans rapport d'activités

OBJECTIFS

- ▶ Assurer une formation de qualité à sa population estudiantine francophone du Manitoba en promouvant le développement de personnes autonomes, épanouies, compétentes, sûres de leur identité, fières de leur langue et de leur culture.
- ✓ —▶ Établir un projet éducatif communautaire, géré par les parents francophones du Manitoba, ~~qui~~ qui reflète les intérêts et les valeurs du milieu franco-manitobain.
- ✓ ▶ Établir et assurer un accès à un programme français dans un plus grand nombre de communautés ~~qui rencontrent les critères de la Charte canadienne des droits et libertés.~~

d'après droit selon

Repartition fédérale / provinciale
révisée par
année

01/31/2001 12:31 FAX



DIVISION SCOLAIRE FRANCO-MANITOBAINE N° 49

ajouter:
Augmentation
des résultats

OBJECTIF

Assurer une formation de qualité à sa population estudiantine francophone du Manitoba en promouvant le développement de personnes autonomes, épanouies, compétentes, sûres de leur identité, fières de leur langue et de leur culture.

1. DÉVELOPPEMENT DE PROGRAMMES ET SERVICES D'APPUI

ACTIONS		RESULTATS VISES	INDICATEURS DE RENDEMENT	RESSOURCES FINANCIERES 2000-2004		F	P
1,1	Assurer le développement et la mise en œuvre d'une programmation qui répond mieux aux besoins des élèves dans le domaine culturel, dans le domaine académique, de l'adaptation personnelle et scolaire et des services complémentaires en français afin d'assurer une meilleure équivalence au niveau des résultats et du choix de programmes (exemples : rassemblements culturels, cours à distance, classe modulaire, programme alternatif, phase d'accueil, etc.)	a) les élèves ont accès à une programmation plus variée et de qualité	a) taux de réussite plus élevé chez les élèves	2000-2001	2 866 300 \$		
		b) les résultats obtenus par les élèves sont en conformité avec les attentes établies par le ministère et par la Division scolaire franco-manitobaine	b) augmentation dans le nombre de programmes et de services offerts en français	2001-2002	2 881 700 \$		
1,2	Établir le programme de maternelle à temps plein dans chacune des écoles de la DSFM	c) accroissement des inscriptions d'élèves à la DSFM	c) accroissement dans le nombre d'activités et de services culturels disponibles aux élèves	2002-2003	2 937 000 \$		
		d) taux d'élèves obtenant le diplôme d'études secondaires	d) nombre accroissement d'élèves inscrits dans la phase d'accueil	2003-2004	2 967 000 \$		
		e) les élèves ont accès à une phase d'accueil de qualité	e) augmentation du nombre d'élèves inscrits à la DSFM				
		f) augmentation du montant de matériel pédagogique et didactique disponible en français	f) augmentation du nombre d'élèves diplômés de la DSFM <i>Utilisation du matériel</i> <i>Satisfaction des élèves</i>				
		a) le développement langagier et de la <u>littéracie</u> de nos élèves en jeune enfance est accru	a) meilleur rendement aux niveaux langagiers et de la <u>littéracie</u>	2000-2001	547 100 \$		
		b) meilleure intégration dans le système scolaire dès la première année	b) plus grande satisfaction des parents vis-à-vis le progrès de leurs enfants	2001-2002	627 000 \$		
		c) réduction du montant de temps qu'un élève doit passer en phase d'accueil	c) réduction du temps moyen passé en phase d'accueil	2002-2003	670 000 \$		
		d) plus de communautés auront accès à la maternelle à temps plein	d) augmentation du nombre de classes offrant une maternelle à temps plein	2003-2004	750 000 \$		

Expliquer:
Intégration plus
rapide?

francisation ou alphabétisation?

006/009

01/31/2004 12:31 FAX

ACTIONS		RÉSULTATS VISÉS	INDICATEURS DE RENDEMENT	RESSOURCES FINANCIÈRES 2000-2004	
1,3	Assurer le développement et la mise en œuvre des cours et programmes dans le domaine des études professionnelles et technologiques	a) les élèves ont accès à plus de cours et de programmes dans le domaine des études professionnelles et technologiques b) diminution du nombre d'élèves qui quittent la DSFM pour suivre ailleurs des cours dans ce domaine c) transition avec succès des élèves à l'éducation post-secondaire ou au marché du travail	a) augmentation du nombre d'élèves qui choisissent ces cours	2000-2001	244 300 \$
			b) augmentation dans le nombre de cours vocationnels et technologiques disponibles	2001-2002	265 300 \$
			c) augmentation dans le nombre d'élèves diplômés qui poursuivent leurs études post-secondaires en français	2002-2003	290 000 \$
				2003-2004	300 000 \$

*Est-ce nouveau?
Expliquer en quoi.*

*Total objectif 1: 2000-2001 365 77 00
2001-2002 377 40 00
2002-2003 389 70 00
2003-2004 401 70 00
15 345 700*

0007/009

01/31/2001 12:32 FAX

Y a-t-il des programmes de francisation ?

OBJECTIF

Établir un projet éducatif communautaire, géré par les parents francophones du Manitoba, qui reflète les intérêts et les valeurs du milieu franco-manitobain.

2. COMMUNAUTAIRE

			RESSOURCES FINANCIÈRES 2000-2004		F	P
ACTIONS	RÉSULTATS VISÉS	INDICATEURS DE RENDEMENT				
2,1 Offrir à nos communautés des services, des programmes et des lieux de rassemblement où s'entremêlent l'éducation, la langue, la culture et l'identité de la communauté (i.e. programmes de pré-maternelles, tournées d'information, formations pour parents, services de garderies, cours d'éducation permanente, etc.)	a) l'enfant peut arriver à mieux intégrer l'école avec les bases langagières et cognitives requises pour réussir b) les les parents sont en mesure d'appuyer le vécu préscolaire et scolaire de leurs enfants c) la compréhension du français chez les parents est améliorée	a) augmentation du nombre d'événements communautaires qui se passent dans nos écoles b) augmentation du nombre de programmes et services communautaires offerts ainsi que du nombre de participants c) augmentation du nombre de partenariats établis avec d'autres groupes et/ou organismes	2000-2001 2001-2002 2002-2003 2003-2004	95 000 \$ 120 000 \$ 144 000 \$ 170 000 \$		
2,2 Assurer une structure de gestion qui permet un fonctionnement structurel, politique et administratif qui répond à la mission de la DSFM	a) révision de la structure de gestion présentement en place b) les élu.e.s ont accès à une formation qui répond aux besoins de la commission scolaire c) un meilleur système de communication et de consultation est établi d) les rôles de tous les intervenants sont clarifiés et harmonisés	a) satisfaction avec des élu.e.s et des parents b) nombre d'outils de communication et de consultations développés et utilisés c) augmentation du montant de matériel de formation développé et utilisé	2000-2001 2001-2002 2002-2003 2003-2004	407 600 \$ 420 000 \$ 420 000 \$ 420 000 \$		

Non admissible sous Mesures spéciales

Desire exemples de mesures prises pour développer ou faire avancer l'éducation en français.

Total objectif 2:

2000-2001	502 600
2001-2002	540 000
2002-2003	564 000
2003-2004	590 000
	<u>2 196 600</u>

01/31/2001 12:32 FAX

OBJECTIF

Établir et assurer un accès à un programme français dans un plus grand nombre de communautés *d'agents droit selon*
~~critères de la Charte canadienne des droits et libertés.~~

salle de classe

3. ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES		RESSOURCES FINANCIÈRES 2000-2004	
ACTIONS	RÉSULTATS VISÉS	INDICATEURS DE RENDEMENT	
3,1 Fournir des installations scolaires requises et assurer l'aménagement des écoles en ce qui a trait à des fonctions et programmes d'une école (gymnase, bibliothèque, laboratoires, etc.)	a) les élèves et les enseignant.e.s ont accès à des installations leur permettant d'accéder et de livrer les programmes offerts par la DSFM b) les administrations des écoles ont la liberté d'action et de planification dans la gérance et l'utilisation des espaces physiques	a) plus d'élèves ont accès à des gymnases, des bibliothèques, des laboratoires, etc. b) réduction du montant d'espaces scolaires loués de d'autres divisions scolaires <i>→ expliquer *</i>	2000-2001 500 000 \$ 2001-2002 1 200 000 \$ 2002-2003 1 800 000 \$ 2003-2004 2 500 000 \$
3,2 Assurer un plus grand accès à un système de transport de qualité permettant aux élèves un va et vient d'une durée raisonnable et où ils peuvent communiquer dans leur langue maternelle	a) un plus grand nombre d'élèves inscrits ou désirant s'inscrire à la DSFM ont accès au transport par autobus scolaire avec des parcours qui minimisent le montant de temps passé <i>dans</i> l'autobus b) établissement de nouveaux parcours en milieu rural et urbain c) établissement d'un système de transport scolaire indépendant d'une division scolaire cédante	a) nombre de nouveaux élèves transportés par autobus scolaire b) diminution du nombre de parents qui transportent leurs enfants à l'école c) nombre de nouveaux trajets d'autobus créés d) établissement d'un système de transport scolaire indépendant d'une division scolaire cédante e) réduction dans la durée moyenne d'un parcours d'autobus	2000-2001 432 700 \$ 2001-2002 450 000 \$ 2002-2003 475 000 \$ 2003-2004 500 000 \$
<i>Total objectif 3:</i> 2000-2001 9 32 700 2001-2002 16 50 000 2002-2003 2 275 000 2003-2004 3 000 000 <u>7 857 700</u>		TOTAUX : 2000-2001 5 093 000 \$ 2001-2002 5 964 000 \$ 2001-2003 6 736 000 \$ 2003-2004 7 607 000 \$ <u>25 400 000 \$</u>	

Grand total: 4

Micheline Guilbeault

02/16/2001 08:54 AM

Pour : Élise Hockman/HullOttawa/PCH/CA@PCH
cc :

Objet : Réf. : Re: Réf. : Re: Plan d'action DSFM 

Aucune objection.

Élise Hockman

Élise Hockman

02/14/2001 04:40 PM

Pour : Micheline Guilbeault/HullOttawa/PCH/CA@PCH
cc :

Objet : Re: Réf. : Re: Plan d'action DSFM 

Est-ce que cela te va, Micheline? On en discuterait ensemble, avec Nicole également, et Sylvie pourrait se joindre à nous?

Sylvie Rochette

► Sylvie Rochette

2001-02-14 15:32

.....


To: Élise Hockman/HullOttawa/PCH/CA@PCH
cc: Micheline Guilbeault/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Nicole Frenette/HullOttawa/PCH/CA@PCH
Subject: Réf. : Re: Plan d'action DSFM 

Je peux vous joindre vers 14 h 30. Est-ce que ça irait?
Élise Hockman

Élise Hockman

2001-02-12 16:49

Pour : Micheline Guilbeault/HullOttawa/PCH/CA@PCH
cc : Nicole Frenette/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Sylvie Rochette/HullOttawa/PCH/CA@PCH

Objet : Re: Plan d'action DSFM 

Cela me va également. La nouvelle adjointe, Sylvie Désormeaux, vient de réserver la salle 175 pour cette rencontre. Nicole, on compte sur toi!
Micheline Guilbeault

Micheline Guilbeault

2001-02-12 14:43

To: Élise Hockman/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Nicole Frenette/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Sylvie Rochette/HullOttawa/PCH/CA@PCH
cc: Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH
Subject: Plan d'action DSFM

Seriez-vous libre le vendredi 16 février de 2 h 00 à 3 h 00 pour voir la première version du plan d'action de

la Division scolaire franco-manitobaine? Je vous en remets copie dans votre pigeonier.

Micheline Guilbeault

02/06/2001 04:03 PM

Pour : hgrimard@edu.gov.mb.ca

cc : Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH

Objet : Indemnisation

Nous avons reçu cette réponse de nos services juridiques pour la clause indemnisation.

C'est une clause qui fait partie des nouvelles politiques du Conseil du Trésor et qui devra être incluse dans toutes les nouvelles ententes provinciales et territoriales. Nous n'avons malheureusement pas plus d'explication.

Micheline Guilbeault

02/06/2001 02:41 PM

Pour : "Grimard, Henri E (EDU)" <HGrimard@edu.gov.mb.ca>
cc :

Objet : Réf. : RE: Entente spciale

Je pense... J'espère que cela va fonctionner. J'ai sauvegardé le texte dans Word. Laissez-moi savoir si ça marche.



specfr-10-man.doc

"Grimard, Henri E (EDU)" <HGrimard@edu.gov.mb.ca> le 02/06/2001 02:36:51 PM



"Grimard, Henri E (EDU)" <HGrimard@edu.gov.mb.ca> le 02/06/2001 02:36:51 PM

Pour : Micheline Guilbeault/HullOttawa/PCH/CA@PCH
cc :

Objet : RE: Entente spciale

Rebonjour!

Tel que discuté. Clause faisant partie de l'annexe sur les modalités et conditions administratives, en date du 27 décembre, 2000.

2. TRANSFERTS

2.1 Le Manitoba pourra transférer des fonds entre les objectifs du Plan d'action avec l'autorisation écrite du Canada, à l'exception de l'immobilisation. Le Manitoba devra présenter une demande en ce sens avant le 1er mars de l'exercice financier visé.

> -----Original Message-----

> From: Micheline_Guilbeault@pch.gc.ca [SMTP:Micheline_Guilbeault@pch.gc.ca]

> Sent: 2001-févr.-06 13:04

> To: hgrimard@edu.gov.mb.ca

> Subject: Entente spciale

>

> Les textes en annexe ont été corrigés tel que discuté hier.

BEST AVAILABLE COPY



"Grimard, Henri E (EDU)" <HGrimard@edu.gov.mb.ca> le 02/06/2001 02:36:51 PM

Pour : Micheline Guilbeault/HullOttawa/PCH/CA@PCH
cc :
Objet : RE: Entente speciale

Rebonjour!

Tel que discuté. Clause faisant partie de l'annexe sur les modalités et conditions administratives, en date du 27 décembre, 2000.

2. TRANSFERTS

2.1 Le Manitoba pourra transférer des fonds entre les objectifs du Plan d'action avec l'autorisation écrite du Canada, à l'exception de l'immobilisation. Le Manitoba devra présenter une demande en ce sens avant le 1er mars de l'exercice financier visé.

> -----Original Message-----
> From: Micheline_Guilbeault@pch.gc.ca [SMTP:Micheline_Guilbeault@pch.gc.ca]
> Sent: 2001-févr.-06 13:04
> To: hgrimard@edu.gov.mb.ca
> Subject: Entente speciale
>
> Les textes en annexe ont été corrigés tel que discuté hier.
>
> J'attends de votre part, une proposition de clause pour les transferts
> reliés
> aux projets d'immobilisation.
>
> Dès que nous aurons une réponse de nos services juridiques quant à la
> clause
> Indemnisation, je recommuniquerais avec vous.
>
> Entre temps, n'hésitez pas à me joindre si vous avez des questions.
>
> (See attached file: entspec-10-man.wpd) (See attached
> file:
> specagreem-10-man.wpd) << File: entspec-10-man.wpd >> << File:
> specagreem-10-man.wpd >>

Micheline Guilbeault

02/06/2001 02:04 PM

Pour : hgrimard@edu.gov.mb.ca
cc :

Objet : Entente spéciale

Les textes en annexe ont été corrigés tel que discuté hier.

J'attends de votre part, une proposition de clause pour les transferts reliés aux projets d'immobilisation.

Dès que nous aurons une réponse de nos services juridiques quant à la clause Indemnisation, je recommuniquerai avec vous.

Entre temps, n'hésitez pas à me joindre si vous avez des questions.



entspec-10-man.wpd



specagreem-10-man.wpd

275, avenue Portage
2^e étage
Winnipeg (Manitoba)
R3B 2B3

275 Portage Avenue
2nd Floor
Winnipeg, Manitoba
R3B 2B3

Télécopieur (204) 983-5365

Fax.: (204) 983-5365

TÉLÉCOPIE / FAX TRANSMISSION

PATRIMOINE CANADIEN / CANADIAN HERITAGE

BUREAU PROVINCIAL DU MANITOBA / MANITOBA PROVINCIAL OFFICE

DATE: Le 31 janvier 2001

À/TO: Lise Toupin et Micheline Guilbeault
DGPALO télécopieur : 953-6580

DE/FROM: Diane Leclercq (204) 983-7908
Gestionnaire des opérations (p.i.) - MB/TNO

PAGES: 1 + 8 pages

OBJET/SUBJECT: PLAN D'ACTION RÉVISÉ DE LA DSFM

COMMENTAIRES/COMMENTS: Voici le plan d'action révisé qui nous ait parvenu de la DSFM avec une copie conforme à la Province.

J'ai parlé à Henri Grimard de la Province aujourd'hui qui a des préoccupations par rapport au préambule et certaines actions du plan ainsi qu'avec les montants. Je leur ai dit que nous aurions aussi des commentaires par rapport aux plans par contre je vous le transmettais pour être revu dans sa forme actuelle par votre comité national. Il faudra aussi clarifié avec la DSFM que le plan d'action doit nous parvenir de la Province et être acceptable à celle-ci. Aussi, à noter que la DSFM n'a pas faite la répartition fédérale/provinciale tel que discuté à la rencontre du 15 décembre et que certaines actions non-admissibles (appui à la structure de gestion) sont demeurés.

J'ai expliqué à Henri Grimard de la Province que vous seriez maintenant en contact direct avec eux pour fixer une conférence téléphonique une fois votre révision faite. Étant donné que Raymond Genest sera en vacances du 2 au 9 février, il va peut-être falloir la fixer pour la semaine suivante. De mon côté, j'aimerais participé en tant qu'observatrice mais je ne suis pas disponible la semaine prochaine. Cette conférence téléphonique permettrait à la Province d'inclure nos changements avec leurs changements dans une rencontre future avec la DSFM. Henri m'a aussi mentionné qu'il apprécierait recevoir vos commentaires avant la conférence téléphonique (comme vous avez fait avec Raymond Genest pour le plan d'action LOE).

Il faut souligner aussi que Henri Grimard a des problèmes avec les nouvelles clauses de l'entente spéciale qu'il aura à vérifier avec ses services juridiques. Il a aussi certaines préoccupations par rapport à la référence à l'enseignement post-secondaire qui pour lui ne fait pas de sens dans une entente avec la DSFM - (sous objet de l'entente et objet de la contribution). Je crois qu'il a raison sur ce point. Je lui ai dit qu'il pourrait transmettre toutes ses préoccupations directement à vous lors d'une téléconférence et que je ne serais plus l'intervenant pour le ministère quant à la négociation finale du texte. Il ne comprend pas pourquoi on ait passé de 2 paiements à 4 paiements et maintenant retourné à 2 paiements (et moi non plus je ne comprends pas).

Pour votre gouverne.

Plan d'action révisé DSFM

**DIVISION SCOLAIRE FRANCO-MANITOBAINE N°49**

Case postale 204 485 chemin Dawson
Lorette MB R0A 0Y0
Tél. : (204) 878-9399 Téléc. : (204) 878-9407
1-800-699-3736
<http://www.dsfm.mb.ca>

cc/D
Diane
01/23/01
A.

Directeur général : Léo Robert**Secrétaire-trésorier : André Chaput**

Le 17 janvier 2001

sentir
liste
taille?

Monsieur Louis Chagnon
Patrimoine canadien
2^e étage
275, avenue Portage
Winnipeg MB R3C 3R5

Monsieur,

Veuillez trouver ci-inclus le « Plan d'action 2000-2004 » de la Division scolaire franco-manitobaine. Ce plan fut révisé suite à notre rencontre du 15 décembre dernier et approuvé par la Commission scolaire franco-manitobaine lors de sa réunion régulière du 20 décembre dernier.

N'hésitez pas à communiquer avec moi si vous avez des questions et/ou commentaires à ce sujet.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le directeur général,

Léo Robert

LR/nf

pièce jointe

cc M. Henri Grimard, M. André Chaput



Division scolaire franco-manitobaine n° 49
« Apprendre et grandir ensemble »

PLAN D'ACTION - 2000-2004

DÉCEMBRE 2000

PRÉAMBULE

Le mandat de la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) trouve ses racines dans l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés de 1982. Des jugements de la Cour suprême du Canada, les jugements Mahé, le Renvoi manitobain et l'arrêté Arsenault-Cameron en ont précisé les dimensions et formulé la vision. La responsabilité provinciale s'articule dans l'article 21 de la loi manitobaine de 1993.

En vertu de l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés et de la jurisprudence, les enfants francophones du Canada ont droit à l'égalité des résultats en éducation. Cette égalité exige :

1. d'assurer à la minorité linguistique officielle un accès égal à un enseignement de grande qualité dans sa propre langue dans des circonstances favorisant le développement de la communauté;
2. des établissements distincts de ceux de la majorité;
3. une programmation scolaire ~~établie par la minorité~~ *en fonction de la minorité (H.M.)*;
4. le contrôle et la gestion de ses établissements et de la programmation par les parents;
5. la réparation des torts du passé par des moyens créatifs et appropriés;
6. un financement adéquat assurant le plein exercice de ces droits.

L'école est l'institution la plus importante pour la survie de la minorité linguistique officielle, qui elle-même est un véritable bénéficiaire en vertu de l'article 23.

La Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) regroupe présentement vingt-deux (22) écoles qui accueillent 4 480 élèves. Ces écoles sont éparpillées sur un large territoire géographique à partir de La Broquerie au sud-est à Saint-Lazare au nord-ouest et de Notre-Dame-de-Lourdes au sud-ouest à Saint-Georges au nord-est. La clientèle scolaire desservie par ces écoles est elle-même dispersée sur un large territoire. La seule concentration importante de clientèle francophone se trouve dans la région urbaine où la DSFM a établi cinq (5) écoles élémentaires et une (1) école secondaire, toutes situées à Saint-Boniface/Saint-Vital pour desservir toute la population francophone de Winnipeg. (Les élèves de certaines des écoles de la DSFM n'ont pas accès à certains locaux nécessaires à la programmation (i.e. gymnase, bibliothèque, laboratoire de sciences, etc.). Trois de nos écoles sont présentement situées dans des espaces appartenant à des divisions scolaires anglophones qui louent des espaces à la DSFM. Une de ces écoles aménagera sous peu de nouveaux locaux présentement en construction et des pourparlers sont en marche pour construire de nouveaux locaux pour une deuxième école qui est présentement hébergée dans une école appartenant à la majorité.)

Depuis les six dernières années, la DSFM a établi de nouveaux programmes pour mieux répondre aux besoins de ses élèves. L'entente viendra défrayer les coûts supplémentaires liés à la structure et au mandat de la DSFM qui ne sont pas rencontrés par des programmes actuellement en place (i.e. PLOE).

*Manitoba
mais sans
hobbying?
sera ds
rapport
d'activité*

OBJECTIFS

- Assurer une formation de qualité à sa population estudiantine francophone du Manitoba en promouvant le développement de personnes autonomes, épanouies, compétentes, sûres de leur identité, fières de leur langue et de leur culture.
- Établir un projet éducatif communautaire, géré par les parents francophones du Manitoba, ~~qui~~ qui reflète les intérêts et les valeurs du milieu franco-manitobain.
- Établir et assurer un accès à un programme français dans un plus grand nombre de communautés ~~qui rencontrent les critères de la Charte~~ canadienne des droits et libertés.

il ayant droit selon



DIVISION SCOLAIRE FRANCO-MANITOBAINE N° 49

OBJECTIF

Assurer une formation de qualité à sa population estudiantine francophone du Manitoba en promouvant le développement de personnes autonomes, épanouies, compétentes, sûres de leur identité, fières de leur langue et de leur culture.

1. DÉVELOPPEMENT DE PROGRAMMES ET SERVICES D'APPUI

ACTIONS	RÉSULTATS VISÉS	INDICATEURS DE RENDEMENT	RESSOURCES FINANCIÈRES 2000-2004		Répartition	
			2000-2001	2001-2002	F	P
1,1 Assurer le développement et la mise en œuvre d'une programmation qui répond mieux aux besoins des élèves dans le domaine culturel, dans le domaine académique, de l'adaptation personnelle et scolaire et des services complémentaires en français afin d'assurer une meilleure équivalence au niveau des résultats et du choix de programmes (exemples : rassemblements culturels, cours à distance, classe modulaire, programme alternatif, phase d'accueil, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> a) les élèves ont accès à une programmation plus variée et de qualité b) les résultats obtenus par les élèves sont en conformité avec les attentes établies par le ministère et par la Division scolaire franco-manitobaine c) accroissement des inscriptions d'élèves à la DSFM d) taux d'élèves obtenant le diplôme d'études secondaires e) les élèves ont accès à une phase d'accueil de qualité f) augmentation du montant de matériel pédagogique et didactique disponible en français 	<ul style="list-style-type: none"> a) taux de réussite plus élevé chez les élèves b) augmentation dans le nombre de programmes et de services offerts en français c) accroissement dans le nombre d'activités et de services culturels disponibles aux élèves d) nombre accru d'élèves inscrits dans la phase d'accueil e) augmentation du nombre d'élèves inscrits à la DSFM f) augmentation du nombre d'élèves diplômés de la DSFM <p><i>Utilisation du matériel</i> <i>Satisfaction des élèves</i></p>	2000-2001 2001-2002 2002-2003 2003-2004	2 866 300 \$ 2 881 700 \$ 2 937 000 \$ 2 967 000 \$	<div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 100px; position: relative;"> <div style="position: absolute; top: 0; left: 0; width: 50%; height: 50%; border: 1px solid black;"></div> </div>	
1,2 Établir le programme de maternelle à temps plein dans chacune des écoles de la DSFM	<ul style="list-style-type: none"> a) le développement langagier et de la littéracie de nos élèves en jeune enfance est accru b) meilleure intégration dans le système scolaire dès la première année c) réduction du montant de temps qu'un élève doit passer en phase d'accueil d) plus de communautés auront accès à la maternelle à temps plein 	<ul style="list-style-type: none"> a) meilleur rendement aux niveaux langagiers et de la littéracie b) plus grande satisfaction des parents vis-à-vis le progrès de leurs enfants c) réduction du temps moyen passé en phase d'accueil d) augmentation du nombre de classes offrant une maternelle à temps plein 	2000-2001 2001-2002 2002-2003 2003-2004	547 100 \$ 627 000 \$ 670 000 \$ 750 000 \$	<div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 100px; position: relative;"> <div style="position: absolute; top: 0; left: 0; width: 50%; height: 50%; border: 1px solid black;"></div> </div>	

francisation ou alphabétisation

*plus, francisation
intégration plus vite*

ACTIONS	RÉSULTATS VISÉS	INDICATEURS DE RENDEMENT	RESSOURCES FINANCIÈRES	
			2000-2004	
1,3 Assurer le développement et la mise en œuvre des cours et programmes dans le domaine des études professionnelles et technologiques <i>Est-ce nouveau? Préciser</i>	a) les élèves ont accès à plus de cours et de programmes dans le domaine des études professionnelles et technologiques b) diminution du nombre d'élèves qui quittent la DSFM pour suivre ailleurs des cours dans ce domaine c) transition avec succès des élèves à l'éducation post-secondaire ou au marché du travail	a) augmentation du nombre d'élèves qui choisissent ces cours b) augmentation dans le nombre de cours vocationnels et technologiques disponibles c) augmentation dans le nombre d'élèves diplômés qui poursuivent leurs études post-secondaires en français	2000-2001	244 300 \$
			2001-2002	265 300 \$
			2002-2003	290 000 \$
			2003-2004	300 000 \$

Total objectif 1

<i>2000-2001</i>	<i>3 657 700</i>
<i>2001-2002</i>	<i>3 774 000</i>
<i>2002-2003</i>	<i>3 891 000</i>
<i>2003-2004</i>	<i>4 017 000</i>
	<i>15 345 700</i>

01/31/2001 12:32 FAX

OBJECTIF

Établir un projet éducatif communautaire, géré par les parents francophones du Manitoba, et qui reflète les intérêts et les valeurs du milieu franco-manitobain.

2. COMMUNAUTAIRE

ACTIONS		RÉSULTATS VISÉS	INDICATEURS DE RENDEMENT	RESSOURCES FINANCIÈRES 2000-2004	
2,1	Offrir à nos communautés des services, des programmes et des lieux de rassemblement où s'entremêlent l'éducation, la langue, la culture et l'identité de la communauté (i.e. programmes de pré-maternelles, tournées d'information, formations pour parents, services de garderies, cours d'éducation permanente, etc.)	a) l'enfant peut arriver à mieux intégrer l'école avec les bases langagières et cognitives requises pour réussir b) tous les parents sont en mesure d'appuyer le vécu préscolaire et scolaire de leurs enfants c) la compréhension du français chez les parents est améliorée	a) augmentation du nombre d'événements communautaires qui se passent dans nos écoles b) augmentation du nombre de programmes et services communautaires offerts ainsi que du nombre de participants c) augmentation du nombre de partenariats établis avec d'autres groupes et/ou organismes	2000-2001 2001-2002 2002-2003 2003-2004	95 000 \$ 120 000 \$ 144 000 \$ 170 000 \$
2,2	Assurer une structure de gestion qui permet un fonctionnement structurel, politique et administratif qui répond à la mission de la DSFM	a) révision de la structure de gestion présentement en place b) les élu.e.s ont accès à une formation qui répond aux besoins de la commission scolaire c) un meilleur système de communication et de consultation est établi d) les rôles de tous les intervenants sont clarifiés et harmonisés	a) satisfaction des élu.e.s et des parents b) nombre d'outils de communication et de consultations développés et utilisés c) augmentation du montant de matériel de formation développé et utilisé	2000-2001 2001-2002 2002-2003 2003-2004	407 600 \$ 420 000 \$ 420 000 \$ 420 000 \$

Provenir du LOE

Développement
et
évaluation
de l'éducation
en fran.)

Recevable et subventionner
par fed.
50/50

Total objectif 2: 2000-2001 502 600
2001-2002 540 000
2002-2003 504 000
2003-2004 590 000
2196 600

0008/009

01/31/2001 12:32 FAX

OBJECTIF

Établir et assurer un accès à un programme français dans un plus grand nombre de communautés qui rencontrent les critères de la Charte canadienne des droits et libertés.

d'après droit selon

nt.
d'établissements
visés en
2000-2001
non


3. ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES		salle de classe	
ACTIONS	RÉSULTATS VISÉS	INDICATEURS DE RENDEMENT	RESSOURCES FINANCIÈRES 2000-2004
3,1 Fournir des installations scolaires requises et assurer l'aménagement des écoles en ce qui a trait à des fonctions et programmes d'une école (gymnase, bibliothèque, laboratoires, etc.)	a) les élèves et les enseignant.e.s ont accès à des installations leur permettant d'accéder et de livrer les programmes offerts par la DSFM b) les administrations des écoles ont la liberté d'action et de planification dans la gérance et l'utilisation des espaces physiques	a) plus d'élèves ont accès à des gymnases, des bibliothèques, des laboratoires, etc. b) réduction du montant d'espaces scolaires loués de d'autres divisions scolaires	2000-2001 500 000 \$ 2001-2002 1 200 000 \$ 2002-2003 1 800 000 \$ 2003-2004 2 500 000 \$
3,2 Assurer un plus grand accès à un système de transport de qualité permettant aux élèves un va et vient d'une durée raisonnable et où ils peuvent communiquer dans leur langue maternelle	a) un plus grand nombre d'élèves inscrits ou désirant s'inscrire à la DSFM ont accès au transport par autobus scolaire avec des parcours qui minimisent le montant de temps passé sur l'autobus dans b) établissement de nouveaux parcours en milieu rural et urbain c) établissement d'un système de transport scolaire indépendant d'une division scolaire cédante	a) nombre de nouveaux élèves transportés par autobus scolaire b) diminution du nombre de parents qui transportent leurs enfants à l'école c) nombre de nouveaux trajets d'autobus créés d) établissement d'un système de transport scolaire indépendant d'une division scolaire cédante e) réduction dans la durée moyenne d'un parcours d'autobus	2000-2001 432 700 \$ 2001-2002 450 000 \$ 2002-2003 475 000 \$ 2003-2004 500 000 \$

Total objectif 3: 2000-2001 932 700
2001-2002 1 650 000
2002-2003 2 275 000
2003-2004 3 000 000
1857700

TOTAUX :	
2000-2001	5 093 000 \$
2001-2002	5 964 000 \$
2001-2003	6 736 000 \$
2003-2004	7 607 000 \$
	25 400 000 \$

Donner
en 1999-2000

009/009

 Diane Leclercq
01/25/2001 11:53 PM

Envoyé par : Diane Leclercq

Pour : Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH
cc : Yvan Déry/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Micheline Guilbeault/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Louis Chagnon/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Diane Dorge/West-Ouest/PCH/CA@PCH

Objet : Réf. : Entente spéciale LOE - Procès-verbal - Réunion du 15 décembre

On s'en reparle à mon retour lundi.

Là je sais pourquoi Henri Grimard essaie de me rejoindre depuis hier. J'ai vu la note de Micheline Guilbeault à Raymond Genest et Henri Grimard. Soyez assuré que j'ai toujours laissé entendre à la Province que le national avait le dernier mot dans les textes (DGPALO ainsi que nos services juridiques et financiers inclus) et les plans d'action (votre comité national). J'ai même dit à Henri Grimard qu'il y aurait possiblement de nouvelles clauses à cause de la vigilance accrue à l'échelle du ministère.

Entre-temps, voici mes notes du 15 décembre sur le plan d'action DSFM



note-dec15-planDSFM2000.w Maintenant, il faut attendre le nouveau plan pour voir si la DSFM a bien compris. Il était très réceptif aux révisions.

On s'en reparle. Et surtout, prompt rétablissement!!! Si tu restes à la maison trop longtemps, tu risques de manquer tout ce qui est relié à la vigilance accrue!

----- Forwarded by Diane Leclercq/West-Ouest/PCH/CA on 01/25/2001 09:33 PM -----

 Lise Toupin
01/22/2001 11:57 AM

To: Diane Leclercq/West-Ouest/PCH/CA@PCH
cc: Yvan Déry/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Micheline Guilbeault/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Louis Chagnon/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Diane Dorge/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Hilaire Lemoine/HullOttawa/PCH/CA@PCH

Subject: Réf. : Entente spéciale LOE - Procès-verbal - Réunion du 15 décembre 

Bon lundi Diane.

Merci pour cette information. Je me permettrai toutefois, du doux confort de mon bureau à la maison (oui encore retenue ici pour quelques jours -je n'ose penser à semaines- pour me rétablir de ma fracture à la cheville), quelques commentaires et clarifications. Je répondrai aussi par le biais de cette note à ton message envoyé à Henri Grimard et dont Micheline et moi (et peut-être d'autres) avons reçu **une ccc** relativement à la version 9 du texte d'entente spéciale.

Procès verbal du 15 décembre - aucune note quant aux commentaires faits lors de cette rencontre par la province ou PCH sur le plan (pourtant utiles pour le dossier et nous tous). **SVP me faire part à l'avance de la prochaine rencontre et souhaitons que je sois sur pieds (les deux) afin que je puisse me joindre à vous.**

Ententes LOE

Bien que je ne veuille pas brouiller ou compliquer les procédures (loin de là - nous avons tous beaucoup à faire), j'aimerais rappeler quelques points qui s'appuient sur le fait que contrairement à la livraison des ententes PLO qui se fait en région avec l'appui du national (on en a la preuve actuellement), les ententes LOE relèvent des Opérations de la DGPAO avec l'appui des régions (déjà discuté lors d'un appel conférence tenu en novembre dernier et à laquelle Louis, toi, Diane Dorge et Micheline participaient).

Dans le cadre de cette responsabilité qui nous incombe, une démarche très suivie a été mise en place au sein de la directions des Opérations afin que tous les messages et les démarches auprès des provinces /territoires, les textes d'entente et les plans d'action soient les plus cohérents possibles tout en respectant les particularités. Voici quelques exemples de mesures prises à l'échelle du pays et qui ont du succès :

- tous les agents des Opérations responsables pour LOE se sont réunis pour revoir scrupuleusement tous les textes d'entente en vue d'assurer l'intégrité du programme et une certaine cohérence (cohérence certaine) entre les diverses ententes (spéciales ou bilatérales) à l'échelle du pays; veuille aussi au respect des normes du Conseil du trésor (vigilance raisonnable) en tenant compte des derniers commentaires de Thérèse et de Jean Carrier;

- suite à cette révision, Micheline a apporté au cours des derniers jours les dernières corrections et s'apprêtaient comme tous les autres agents des Opérations à envoyer copie à ses homologues Raymond Genest et Henri Grimard pour les Mesures spéciales (et cc à vous). **Ce sont, comme tu vois, les agents des Opérations qui tiennent la plume et qui ont le lead sur tous les textes LOE. Comment faire le lien avec ton envoi de ce matin à Henri?**

- autre décision prise dans le cadre de ces rencontres et transmise à tous les coordonnateurs LOE de toutes les provinces et territoires (Raymond a déjà reçu un tel message je crois) : **ils/elles sont responsables de la traduction des documents (plans d'action et ententes).**

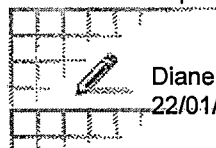
- tel qu'indiqué dans ta note ci-dessous, la révision des plans d'action est faite dans les meilleurs délais dès réception. Comme nous recevons directement des provinces et territoires tous les plans d'action LOE (à l'exception de ceux du Manitoba), les agents portent immédiatement à l'attention du comité aviseur (dont Micheline fait partie) l'urgence d'une rencontre. **Ne serait-il pas plus facile qu'Henri nous envoie - à Micheline par exemple- (ou continue à le faire comme il le faisait auprès de moi directement pendant un certain temps) toute documentation relative aux plans d'action et aux textes d'entente. Immédiatement après la rencontre, l'agent envoie directement à la province les commentaires (service rapide non?) en ayant soin de mettre la région en cc.**

- de plus, suite à ces rencontres entre agents des Opérations, **nous sommes à préparer les ébauches de recommandation à la ministre (dont l'entrée dans le CGIMS - 2 projets: entente bilatérale et entente spéciale).** Micheline est donc au cœur de tout ce dossier tant pour le Manitoba, le Nunavut et la Colombie-Britannique.

Je demeure disponible pour discuter plus en détails de notre approche dans ce dossier ayant comme seul but de peaufiner notre collaboration qui demeure exemplaire sur plusieurs points de vue.

Bonne journée.

Diane Leclercq



Diane Leclercq
22/01/2001 08:22

Envoyé par : Diane Leclercq

Pour : Yvan Déry/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Micheline Guilbeault/HullOttawa/PCH/CA@PCH
cc : Louis Chagnon/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Diane Dorge/West-Ouest/PCH/CA@PCH

Objet : Entente spéciale LOE - Procès-verbal - Réunion du 15 décembre

Vous trouverez ci-joint le procès verbal de la rencontre avec la DSFM et la Province du 15 décembre dernier. Suite à mes discussions avec Henri Grimard de la Province de jeudi le 18 janvier, aucun plan révisé n'a encore été soumis à la Province par la DSFM mais il prévoit avoir le tout d'ici peu.

À la rencontre, j'ai clairement indiqué qu'une fois le plan d'action révisé serait soumis, celui-ci aurait à être revu par un comité national qui s'assure que les plans d'action LOE (mesures spéciales incluses) sont conséquents à l'échelle du pays et clairement rédigés étant donné que ce sont des documents public une fois approuvée.

Henri Grimard de la Province est inquiet que cette revue retardera le processus par contre j'ai expliqué que nous procéderions à revoir le tout avec le bureau national aussitôt que nous aurions le plan d'action révisé. De plus, est-ce qu'il faudra que le plan soit bilingue? Qui s'occupe de la traduction, la Province ou PCH?

Henri Grimard m'a demandé de lui fournir la dernière version du texte de l'entente spéciale tel que discutée en novembre dernier. Je lui transmettrai une copie de la dernière version et je vous en enverrai une copie conforme. Est-ce que Micheline peut s'occuper de la traduction du texte ou est-ce que vous voulez qu'on s'en occupe en région. De plus, est-ce qu'il y a de nouvelles clauses à ajouter au texte découlant de la vigilance accrue depuis sa révision par nos services financiers et juridiques?

Quant à la lettre de la DSFM à la Ministre en date du 31 octobre 2000, il faudra y répondre en encourageant la DSFM à poursuivre ses discussions avec la Province pour arriver à finaliser le plan d'action et conclure une entente dans les plus brefs délais -- d'ici la fin de l'année financière?

----- Forwarded by Diane Leclercq/West-Ouest/PCH/CA on 2001-01-15 10:14 AM -----



"Trudel, Huguette (EDU)" <HTrudel@edu.gov.mb.ca> on 2001-01-12 03:10:29 PM

To: "lrobert@atrium.ca" <lrobert@atrium.ca>, "achaput@atrium.ca" <achaput@atrium.ca>, Louis Chagnon/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Diane Leclercq/West-Ouest/PCH/CA@PCH, "Genest, Raymond (EDU)" <RGenest@edu.gov.mb.ca>, "Grimard, Henri E (EDU)" <HGrimard@edu.gov.mb.ca>

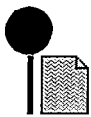
cc:

Subject Procès-verbal - Réunion du 15 décembre

:

Bonjour,
Je vous transmets ci-joint le procès-verbal de la réunion tenue le 15 décembre dernier. Si vous avez des questions, n'hésitez pas de communiquer avec Henri Grimard ou moi-même.
Monsieur Robert, s.v.p. remettre copie à Yolande Dupuis et Claude Lemoine.
Merci.

<<procèsverbal.dsfm.déc2000.doc>>



- procèsverbal.dsfm.déc2000.doc

Procès-verbal de la réunion des représentants du Canada, du Manitoba et de la
Division scolaire franco-manitobaine du vendredi 15 décembre 2000 au Bureau
divisionnaire de la DSFM - Lorette

Présences: Léo Robert, Yolande Dupuis, Claude Lemoine, André Chaput, Louis Chagnon, Diane
Leclercq, Henri Grimard, Raymond Genest, Huguette Trudel (Secrétaire).

Item	Discussion	Action
1. Mots de bienvenue	Henri souhaite la bienvenue. Il félicite Yolande de sa ré-élection à la présidence - 3 ^e année ainsi que la nomination de Claude à la vice-présidence.	
2. Objectifs de la réunion	Suite à la dernière réunion le 25 mai 2000, Henri souligne que plusieurs points de discussion ont été soulevés. La réunion du 15 décembre se divise en deux temps : <ul style="list-style-type: none">- plénière : repasser le Plan d'action et voir aux prochaines étapes- sous-groupe : faire la mise en page finale du Plan d'action.	
3. Projets d'immobilisation	Henri clarifie comme point de départ que le volet de projets d'immobilisation dans l'Entente n'est pas en sus des projets d'immobilisation déjà soumis ou en cours avec la Commission des finances des écoles publiques (CFEP).	

Item	Discussion	Action
	<p>Discussion générale.</p> <p>Question soulevée : Est-ce possible à l'intérieur de l'Entente de faire des transferts de fonds? Oui, à l'exception de l'enveloppe pour les projets d'immobilisation.</p> <p>La DSFM soulève quelques points :</p> <ul style="list-style-type: none">- critères de la CFEP - seront-ils changés pour respecter la décision de la Cour suprême?- 6M \$ pour projets d'immobilisation - lorsqu'épuisés, est-ce qu'une autre demande peut se faire? <p>Henri indique que la Commission scolaire franco-manitobaine a nul doute soulevé ces points lors de sa rencontre avec CFEP et informe la DSFM qu'elle peut certainement faire d'autres demandes auprès de la CFEP au-delà des 6M \$ prévus dans l'Entente.</p> <p>Il ajoute que dans la lettre du ministre à la CFEP, le ministre fait mention que les critères pour soumission de projets d'immobilisation sont les mêmes pour toute division scolaire, mais en sus, les particularités de la DSFM doivent être</p>	<p>Henri réitère l'engagement du BEF/Ministère pour modifier les critères et indique qu'il fera un suivi au Ministère.</p>

Item	Discussion	Action
	<p>considérées.</p> <p>La DSFM demande que la CFEP modifie ses critères, par écrit.</p>	
<p>4. Plan d'action - Ventilation des fonds</p>	<p>Henri mentionne qu'il y a un léger écart dans la ventilation des fonds du Plan d'action de la DSFM et dans l'Entente Canada-Manitoba.</p> <p>Le Manitoba exprime son souhait que la ventilation des fonds se conforme à la ventilation qui avait déjà été arrêtée au lieu d'avoir à retourner au Conseil du Trésor.</p>	<p>La DSFM accepte d'ajuster cette ventilation.</p>
<p>5. Texte du Plan d'action</p>	<p>Henri indique que le but de la deuxième partie de la réunion est d'élaborer certains éléments du Plan d'action :</p> <ul style="list-style-type: none"> - colonne Ressources financières : il faudra identifier les argents provenant du Canada et les argents provenant du Manitoba - objectifs : il doit y avoir des liens directs avec les actions - important d'avoir des indicateurs de réussite/rendement pour chaque action/objectif - mots clés à changer : p. ex. : tous les élèves à 	

Item	Discussion	Action
	<p>nombre accru d'élèves; offrir gamme complète de programmes à une bonne partie des programmes tels que.</p> <p>Henri nous fait part que la province ne pourrait pas appuyer les initiatives suivantes : pré-scolaire; maternelle à temps plein; francisation des parents.</p> <p>Il ajoute toutefois que ces projets pourraient être subventionnés par le Canada.</p>	
6. Échéances possibles	<p>Plan d'action révisé : fin décembre 2000</p> <p>Textes de l'Entente renouvelée: presque prêts - signature prévue fin janvier/début février</p> <p>Compte tenu du calendrier auquel nous faisons face, nous envisageons cette année, une situation encore extraordinaire quant aux paiements/versements. Louis indique que sur le niveau administratif, deux paiements seront faits au maximum au lieu de quatre.</p>	
7. Clôture	Henri remercie tous les participants et participantes de leur bonne collaboration.	

Item	Discussion	Action
	Yolande remercie les gens de s'être déplacés.	

Micheline Guilbeault

01/24/2001 03:36 PM

Pour : rgenest@edu.gov.mb.ca, hgrimard@edu.gov.mb.ca
cc : Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Yvan Déry/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Louis Chagnon/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Diane Leclercq/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Diane Dorge/West-Ouest/PCH/CA@PCH

Objet : LOE - Gestion scolaire

Bonjour,

À la suite de ma conversation téléphonique avec Raymond Genest, vous trouverez en annexe, copie des ébauches de textes pour les ententes LOE et des Mesures spéciales, dans les deux langues.

Comme je l'indiquais à Raymond, depuis juin 2000, la nouvelle politique du Conseil du Trésor recommande d'inclure dans les ententes fédérales-provinciales une série de dispositions générales en matière de responsabilité de la Couronne. Ces clauses ont été insérées dans les textes d'ententes ci-joints.

J'ai aussi mis en annexe le préambule qui a été revu par le comité aviseur qui se penche sur les plans d'action provinciaux et territoriaux. J'ai incorporé les commentaires du comité à même le texte du préambule (voir commentaires en gras).

Veuillez noter que les plans d'action et préambule finaux, devront nous être remis en français et en anglais.

Si vous avez des questions, n'hésitez pas à communiquer avec moi au (819) 994-4060 - télécopieur : (819) 953-6580.



Bilatman.fra



Bilatman.ang



preambule-comments.do



entspec-10-man.wpd



specagreem-10-man.wpd

*Ebauche
Entente*

PRÉAMBULE - MANITOBA (13 décembre 2000)

ÉTAT DE LA SITUATION

Français langue première

La *Loi sur les écoles publiques* a été modifiée en 1993 de façon à créer une commission scolaire de langue française connue sous le nom de Division scolaire franco-manitobaine n° 49. Cette division accueillait des élèves ayants droits pour la première fois lors de la rentrée scolaire de septembre 1994. La Division scolaire franco-manitobaine n° 49 comptait 5 162 élèves équivalent temps plein en septembre 1999, répartis sur l'ensemble du territoire de la province.

RAJOUTER NOMBRE D'ÉCOLES. PROGRAMME DE LA MATERNELLE À LA 12^e ANNÉE? EXPLIQUER COMME AU PARAGRAPHE SUR LE CUSB.

Au niveau postsecondaire, l'enseignement en français est dispensé par le Collège universitaire de Saint-Boniface (CUSB). Accessible à toute personne apte à suivre des études en français, le Collège universitaire de Saint-Boniface offre à tous et à toutes une éducation universitaire générale et spécialisée ainsi qu'une formation professionnelle et technique dans des domaines essentiels au développement communautaire. Le CUSB dénombrait 472 étudiants équivalent temps plein en 1999-2000 au niveau universitaire et 167 à temps plein aux divers programmes dispensés par l'École technique et professionnelle. En outre, le CUSB, par le biais de sa division de l'éducation permanente, dispensait en 1999-2000 des cours de perfectionnement linguistique visant le service à la clientèle et le développement professionnel à 729 adultes francophones.

Français langue seconde

Quant à l'enseignement du français langue seconde, le réseau d'écoles publiques offre le programme d'immersion selon trois différents modèles : l'école d'immersion, le centre d'immersion et l'école à double voies. L'élève désireux d'apprendre le français comme deuxième langue peut accéder au programme d'immersion à trois points d'entrée, c'est à dire à la maternelle ou la première année, en quatrième année et en septième année. Le réseau d'écoles publiques comptait 16 488 élèves équivalent temps plein inscrits au programme d'immersion en 1999-2000.

COURS DE BASE COMMENCE À QUEL NIVEAU? / EST-CE QUE LE SECONDAIRE 4 EST LE DERNIER NIVEAU? / RAJOUTER UNE PHRASE À CET EFFET.

Le réseau d'écoles publiques ainsi que celui des écoles indépendantes dispense aussi des cours de français de base dont le but est de donner aux élèves une appréciation de la langue française en les amenant à un niveau élémentaire de compétence dans la langue française par la fin du secondaire 4. On dénombrait environ 71 250 élèves équivalent

temps plein inscrits aux cours de français de base en 1999-2000 au Manitoba. En 1999-2000, le Collège universitaire de Saint-Boniface dispensait des cours de perfectionnement du français à environ 2 152 adultes anglophones, ciblant en particulier les enseignants et enseignantes de cours de français de base. D'autre part, certaines institutions postsecondaires de la province, notamment les universités du Manitoba, de Winnipeg et de Brandon offrirent **OFFRAIENT** des cours à l'intention des enseignants œuvrant ou se dirigeant vers une carrière dans l'enseignement des cours de français de base.

Comme ailleurs au Canada SUR QUOI VOUS BASEZ-VOUS? , les inscriptions au programme d'immersion et aux cours de français de base ont diminué depuis près de 10 ans au Manitoba en raison de plusieurs facteurs dont la baisse générale des inscriptions au Manitoba. Des mesures d'intervention vouées à contrecarrer cette tendance sont présentement à l'étude. **Présentement à l'étude : EXPLIQUER.**

Coûts supplémentaires

Les programmes d'enseignement du *Français langue première* et du *Français langue seconde*, occasionnent des coûts additionnels pour le Manitoba. Ces coûts additionnels sont reliés en partie au soutien des programmes d'enseignement. Ceux-ci comprennent, dans le contexte manitobain, les coûts reliés au développement et à l'implantation des programmes d'études, au fonctionnement d'un centre de ressources éducatives françaises ainsi qu'aux divers services de soutien à l'enseignement fournis par le Ministère. En outre, le Manitoba appuie toute une gamme d'activités visant à renforcer l'enseignement du *Français langue première* et du *Français langue seconde* par l'entremise d'établissements indépendants. Cela comprend la prestation de plusieurs programmes scolaires, culturels et linguistiques par divers organismes communautaires.

La prestation de programmes d'enseignement de *Français langue première* et de *Français langue seconde* entraîne également un coût différentiel, étant la différence entre le coût par élève des programmes d'enseignement de *Français langue première* et de *Français langue seconde* et celui des programmes d'enseignement comparables dans la langue de la majorité. Ce coût différentiel comprend, sans s'y limiter, le coût relié au matériel pédagogique, aux programmes culturels, au transport des élèves ainsi qu'aux petites classes.

EXPLIQUER LA DIFFÉRENCE ENTRE FL1 ET FL2. / . COMMENT CALCULEZ-VOUS LES COÛTS SUPPLÉMENTAIRES ENTRE LES DEUX?

EST-CE QUE LE FRANÇAIS DE BASE EST OBLIGATOIRE OU NON? EN FAIRE MENTION.

DANS LA LETTRE À LA MINISTRE QUI ACCOMPAGNERA LE PLAN D'ACTION ET LE PRÉAMBULE, INDIQUER COMMENT LES CONSULTATIONS ONT ÉTÉ FAITES.

BEST AVAILABLE COPY

ÉBAUCHE
(VERSION RÉVISÉE LE 22 JANVIER 2001)

*Corrections
faites
attends
classes
transfert
de la province
+ Indemnisation
(T. Trise)*

ENTENTE SPÉCIALE ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA
ET LE GOUVERNEMENT DU MANITOBA
SUR DES MESURES D'INVESTISSEMENT RELATIVES À
LA QUALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT DANS LA LANGUE DE LA MINORITÉ

A l'Éducation *↳ compétence prov.*
↳ Enss. des langues

(2000-2001 à 2003-2004)

Hequette Trudel

des écoles
ATTENDU QUE le Canada et le Manitoba ont antérieurement mis en oeuvre une entente spéciale qui a mené à l'établissement de la gestion scolaire francophone au Manitoba;
Saisis

ATTENDU QUE le Canada a approuvé une série de mesures spéciales destinées à investir davantage dans la qualité des programmes d'enseignement dans la langue de la minorité, à consolider le réseau d'établissements postsecondaires de langue française et à promouvoir l'apprentissage de la langue seconde;

ATTENDU QUE le Manitoba a approuvé une série de mesures spéciales destinées à améliorer la qualité des programmes d'enseignement dans la langue de la minorité;

EN CONSÉQUENCE, la présente entente atteste que les parties aux présentes conviennent des modalités ci-après.

1. OBJET DE L'ENTENTE

- 1.1 La présente entente a pour objet d'établir un cadre de collaboration entre le Canada et le Manitoba en vue d'améliorer la qualité des programmes d'enseignement dans la langue de la minorité ~~et de consolider l'enseignement postsecondaire en français~~, conformément au plan d'action de la Division scolaire franco-manitobaine n° 49 (DSFM) figurant à l'Annexe 2 de la présente entente.

2. OBJET DE LA CONTRIBUTION

- dans*
2.1 Sous réserve des dispositions du paragraphe 3.1 de la présente entente, le Canada s'engage à contribuer aux dépenses supplémentaires faites par le Manitoba pour réaliser les activités décrites le plan d'action de la DSFM (Annexe 2) relativement à un enseignement de qualité dans la langue de la minorité et au développement ~~de l'enseignement postsecondaire dans la langue de la minorité~~, c'est-à-dire:

- a) ;
- b) ;
- c) ;
- d) .

- 2.2 Le plan d'action de la DSFM qui figure à l'Annexe 2 de la présente entente comprend la description des activités à entreprendre, des résultats visés et des indicateurs de rendement ainsi que la ventilation proposée de la contribution du Canada et de celle du Manitoba.

3. MONTANT MAXIMAL DE LA CONTRIBUTION

- 3.1 Sous réserve de l'affectation des crédits par le Parlement, du maintien des niveaux budgétaires courants et prévus du Programme des langues officielles dans l'enseignement et des modalités et conditions de la présente entente, le Canada s'engage à contribuer aux dépenses admissibles faites par le Manitoba à travers la DSFM pour mettre en oeuvre le plan d'action de la DSFM (Annexe 2) aux fins décrites à l'article 2 de la présente entente, le moindre de quinze millions de dollars (15 000 000 \$ sur cinq ans, soit du mois d'avril 1999 au mois de mars 2004, et dont 3 600 000 \$ ont été versés en 1999-2000) ou 50 p. cent du total des dépenses admissibles engagées par le Manitoba à travers la DSFM, selon la répartition ci-après.

2000-2001 :	3 300 000 \$
2001-2002 :	3 000 000 \$
2002-2003 :	2 700 000 \$
2003-2004 :	2 400 000 \$

- 3.2 Le Canada et le Manitoba reconnaissent que la contribution du Canada offerte au cours d'un exercice financier donné sera versée à l'appui des activités qui seront réalisées au cours de l'année scolaire provinciale.

- 3.3 Sous réserve de l'affectation des crédits par l'Assemblée législative du Manitoba et du maintien des niveaux budgétaires courants et prévus du ministère de l'Éducation et de la Formation professionnelle, le Manitoba s'engage à contribuer aux dépenses admissibles faites aux termes du plan d'action approuvé de la DSFM (Annexe 2), selon la répartition ci-après (le Manitoba a déjà versé un montant de 1 000 000 \$ à la DSEM en 1999-2000).

2000-2001 :	1 900 000 \$
2001-2002 :	3 000 000 \$
2002-2003 :	4 000 000 \$
2003-2004 :	5 100 000 \$

- 3.4 L'aide financière prévue par le Manitoba, aux termes du paragraphe 3.3, est en sus des fonds normalement octroyés dans le cadre du Programme de financement des écoles et en sus des augmentations régulières s'y rattachant.

- 3.5 La contribution prévue du Manitoba doit également être en sus des contributions du Canada et du Manitoba dans le cadre de l'*Entente entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Manitoba relative à l'enseignement dans la langue de la minorité et à l'enseignement de la langue seconde* et de toute autre entente semblable entre le Canada et le Manitoba dans le domaine de l'enseignement en français.
- 3.6 Les modalités administratives régissant le paiement de la contribution du Canada aux termes de la présente entente figurent à l'Annexe 1 de la présente entente.

4. DÉPENSES ADMISSIBLES

- 4.1 Aux fins de la présente entente, les dépenses admissibles pour chacune des activités énumérées au paragraphe 2.1 pourront comprendre, entre autres, les salaires et avantages sociaux, les honoraires professionnels, les frais d'administration, les dépenses liées à l'achat ou à la location de matériel et d'équipement essentiels, à l'acquisition et à la production de matériel pédagogique ainsi qu'à la formation.

5. BUDGET ET ACTIVITÉS APPROUVÉS

- 5.1 Le Canada et le Manitoba conviennent que les contributions mentionnées à l'article 3 s'appliquent uniquement aux activités décrites dans le plan d'action de la DSFM (Annexe 2), selon la ventilation budgétaire fédérale et provinciale (Annexe 3) prévue dans la présente entente.

6. INFORMATION DU PUBLIC

- 6.1 Le Canada et le Manitoba conviennent que la présente entente et ses annexes seront mis à la disposition de tous les gouvernements provinciaux et territoriaux et du public canadien.
- 6.2 Le Manitoba rendra public chaque année un rapport sur les activités réalisées et les résultats atteints dans le cadre du plan d'action de la DSFM (Annexe 2). Ce rapport sera publié conjointement avec le rapport annuel prévu au paragraphe 1.3 de l'Annexe A de l'*Entente entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Manitoba relative à l'enseignement dans la langue de la minorité et à l'enseignement de la langue seconde*.
- 6.3 Le Manitoba présentera les renseignements mentionnés au paragraphe 6.2 de la présente entente de la façon qu'il juge comme étant la plus conforme à sa situation propre. Si, de l'avis du Canada ou du Manitoba, il y a lieu de clarifier l'information présentée, le Canada et le Manitoba tiendront des discussions dans ce but et aussi dans le but de déterminer la pertinence des éclaircissements demandés par rapport aux besoins du Canada.

- 6.4 Le Manitoba accepte de mentionner les contributions du Canada dans toute la publicité qu'il fera sur les programmes et activités pour lesquels le Canada aura fourni une contribution financière dans le cadre de la présente entente. Aux fins de la présente entente, la publicité comprend notamment, sans toutefois s'y limiter : les communiqués; les rapports de ministères ou d'organismes provinciaux; et la correspondance adressée à des établissements d'enseignement. Le Manitoba accepte de fournir chaque année au Canada des échantillons de ces divers types de publicité.

7. DURÉE

- 7.1 La présente entente lie le Manitoba et le Canada pour la période commençant le 1^{er} avril 2000 et se terminant le 31 mars 2004, et toutes les contributions devant être versées par le Canada en conformité avec les dispositions de la présente entente ne visent que les activités réalisées et les dépenses faites par le Manitoba au cours de ladite période dans l'exécution du plan d'action de la DSFM (Annexe 2).

8. MODIFICATION OU CESSATION

- 8.1 Les parties peuvent, d'un commun accord écrit, modifier la présente entente ou y mettre fin pendant la durée de celle-ci.
- 8.2 L'une ou l'autre des parties peut mettre fin à la présente entente au terme de n'importe quel exercice financier, en donnant avis écrit à l'autre partie au moins un exercice financier complet à l'avance.
- 8.3 Sur réception de l'avis décrit au paragraphe 8.2 :
- a) aucune nouvelle activité ne doit être entreprise;
 - b) les activités existantes doivent se terminer à la date prévue dans l'avis et aucune dépense ne doit être faite après la date d'expiration de l'entente.

9. ÉVALUATION

- 9.1 Chaque année, les parties se rencontreront pour faire le point sur la présente entente et pour discuter des résultats des activités menées dans le cadre de celle-ci. Elles pourront convenir d'inviter les représentants de la DSFM à participer à cette rencontre.
- 9.2 Le Manitoba convient de fournir au Canada un rapport sur l'évaluation des activités réalisées avec l'appui financier du Canada, dans les six mois suivant l'expiration de la présente entente.

10. CONSULTATIONS

- 10.1 Le Manitoba continuera de consulter en particulier la Commission scolaire francophone, dont les membres sont élus, et les groupes et associations intéressés relativement aux activités prévues dans la présente entente. Le Canada, dans son champ de compétence, se propose de consulter les associations et les groupes intéressés quant aux activités mises en place dans le cadre de la présente entente.

11. PARTENARIAT

- 11.1 Les parties reconnaissent que la présente entente ne constitue pas une association en vue de former une société ou une co-entreprise, ni ne crée de relation de mandataires entre le Canada et le Manitoba.

12. MEMBRES DE LA CHAMBRE DES COMMUNES, DU SÉNAT ET DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DU MANITOBA

- 12.1 Aucun membre de la Chambre des communes, du Sénat et de l'Assemblée législative du Manitoba ne peut prendre part à la présente entente ou en tirer quelque avantage que ce soit.

13. FONCTIONNAIRES ET EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT

- 13.1 Aucun fonctionnaire ou employé du Canada n'est admis à être partie à la présente entente ni à participer à aucun des bénéfices qui en proviennent sans le consentement écrit du ministre de qui relève le fonctionnaire ou l'employé.

14. RESPONSABILITÉ DU CANADA

- 14.1 Le Canada ne répond ni des blessures, même mortelles, ni des dommages matériels subis par le Manitoba ou qui que ce soit d'autre, à l'occasion de l'exécution de la présente entente par le Manitoba, à moins que ces blessures ou dommages ne soient imputables à une faute commise par un employé ou agent du Canada dans l'exercice de ses fonctions.

15. INDEMNISATION

- 15.1 Le Manitoba devra indemniser le Canada et la ministre du Patrimoine canadien ainsi que leurs employés ou mandataires et les dégager de toute responsabilité pour les réclamations, pertes, dommages, frais et dépenses découlant d'une blessure ou d'un décès ou encore pour les pertes ou dommages à la propriété attribuables ou présumés attribuables au Manitoba ou à ses employés ou mandataires dans l'exercice des activités décrites dans la présente entente.

16. COMMUNICATIONS

- 16.1 Toute communication destinée au Canada concernant la présente entente doit être envoyée par courrier à l'adresse suivante :

Ministre du Patrimoine canadien
Ottawa (Ontario)
K1A 0M5

- 16.2 Toute communication destinée au Manitoba concernant la présente entente doit être envoyée par courrier à l'adresse suivante :

Ministre de l'Éducation et de la Formation professionnelle
Gouvernement du Manitoba
450, rue Broadway
Bureau 168, Édifice législatif
Winnipeg (Manitoba)
R3C 0V8

- 16.3 Toute communication ainsi envoyée sera réputée avoir été reçue après le délai nécessaire à une lettre pour parvenir, dans des circonstances normales, à destination.

17. ANNEXES

- 17.1 Les annexes ci-jointes font partie intégrante de la présente entente :

Annexe 1 - Modalités administratives;
Annexe 2 - Plan d'action de la DSFM; et
Annexe 3 - Contributions fédérales et provinciales.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé la présente entente spéciale à la date inscrite à la première page.

AU NOM DU CANADA

AU NOM DU MANITOBA

Ministre du Patrimoine canadien

Ministre de l'Éducation et de la Formation
professionnelle

EN PRÉSENCE DE :

EN PRÉSENCE DE :

Témoin

Témoin

ANNEXE 1

MODALITÉS ADMINISTRATIVES

1. MODALITÉS DE PAIEMENT

- 1.1 Pour chacun des exercices financiers, le Canada s'engage à verser au Manitoba la contribution mentionnée à l'article 3 de la présente entente spéciale de la façon suivante :
- a) pour le premier exercice financier, un premier paiement représentant environ la moitié (50 p. 100) de la contribution du Canada sera versé après la signature de la présente entente;
 - b) pour chaque exercice subséquent, le premier paiement représentant environ la moitié (50 p. 100) de la contribution du Canada pour cet exercice sera versé sous réserve de la réception et de l'acceptation du plan d'action de la DSFM (Annexe 2) mis à jour, le cas échéant, et à condition que les exigences pour les versements précédents aient été remplies;
 - c) pour chaque exercice de la présente entente, le second paiement, n'excédant pas le solde de la contribution du Canada pour cet exercice financier, sera versé après la réception et l'acceptation :
 - (i) d'un état financier final certifié relatif à la contribution du Canada au Manitoba, pour l'exercice précédent, sauf la première année de l'entente;
 - (ii) d'un état financier provisoire certifié démontrant les dépenses réelles faites par le Manitoba durant la période se terminant le 31 janvier de l'exercice courant et les dépenses prévues jusqu'à la fin de l'année scolaire;
 - (iii) d'un rapport détaillé sur les activités réalisées l'année précédente dans le cadre du plan d'action de la DSFM (Annexe 2), sauf la première année de l'entente.
- 1.2 En plus du rapport annuel détaillé visé au sous-alinéa 1.1 c) (iii) de la présente annexe, le Manitoba devra soumettre au Canada, au plus tard le 31 décembre 2004, un rapport final détaillé sur les activités réalisées dans le cadre du plan d'action de la DSFM (Annexe 2).

ANNEXE 1

- 1.3 En plus des états financiers visés au paragraphe 1.1 de la présente annexe, un état financier final certifié démontrant les dépenses réelles faites par le Manitoba durant l'exercice financier se terminant le 31 mars 2004 devra être présenté au Canada au plus tard neuf mois après la fin de cet exercice financier, c'est-à-dire le 31 décembre 2004.
- 1.4 Les montants à payer par le Canada au Manitoba conformément à la présente entente seront effectués dans un délai approximatif de trente (30) jours ouvrables suivant la réception des documents visés au paragraphe 1.1 de la présente annexe, à condition que les renseignements présentés dans lesdits documents soient conformes aux modalités de la présente entente et que le Manitoba ait donné suite aux questions soulevées par le Canada, le cas échéant.

2. TRANSFERTS

- 2.1 Le Manitoba pourra transférer des fonds entre les activités du plan d'action de la DSFM (Annexe 2) avec l'autorisation écrite du Canada, dans la mesure où ces transferts ne remettent pas en question l'atteinte des résultats prévus dans le plan d'action de la DSFM. Le Manitoba devra présenter une demande pour tout transfert au Patrimoine canadien avant le 15 février de l'exercice financier visé.

3. ÉTATS FINANCIERS CERTIFIÉS ET RAPPORTS D'ACTIVITÉS

- 3.1 Aux fins de la présente entente, le Manitoba présentera au Canada des états financiers certifiés par un agent principal de programme et par un agent principal des finances. Ces derniers auront été dûment autorisés par le Manitoba et agréés par le Canada.
- 3.2 Aux fins de la présente entente, les états financiers visés à l'article 1 de la présente annexe sont des états détaillés de toutes les dépenses faites par le Manitoba à l'égard des activités financées dans le cadre de la présente entente. Ces états financiers seront présentés de façon conforme au budget du plan d'action de la DSFM (Annexe 2).
- 3.3 Les rapports visés à l'article 1 de la présente annexe doivent contenir une description détaillée des activités réalisées et des résultats atteints dans le cadre du plan d'action de la DSFM (Annexe 2).

ANNEXE 1

4. EXCÉDENT

- 4.1 Si les paiements versés au Manitoba conformément à la présente entente dépassent les montants auxquels le Manitoba a droit, la somme excédentaire devra être remise au Canada. Si la somme excédentaire n'a pas été remise, le Canada pourra déduire d'un montant équivalent ses contributions ultérieures au Manitoba.

5. VÉRIFICATION FINANCIÈRE

- 5.1 Le Canada se réserve le droit de vérifier ou de faire vérifier les comptes et registres du Manitoba relatifs aux dispositions de la présente entente afin de s'assurer du respect de ces dispositions, et le Manitoba accepte de mettre à la disposition des vérificateurs tout registre, document ou renseignement dont ceux-ci pourraient avoir besoin. La portée et l'étendue des vérifications financières, et le moment choisi pour les entreprendre, seront fixés par le Canada et, le cas échéant, ces vérifications pourront être menées par des fonctionnaires du ministère du Patrimoine canadien ou par leurs agents.
- 5.2 Le Canada accepte d'informer le Manitoba des résultats de toute vérification financière et de verser au Manitoba, le plus tôt possible après la vérification financière, toute somme d'argent qui pourrait, selon la vérification, s'avérer due par lui au Manitoba. Le Manitoba accepte de verser au Canada, sur la foi des résultats de la vérification financière, toute somme d'argent qui pourrait s'avérer due par lui au Canada.

ANNEXE 2

**PLAN D'ACTION DE LA
DIVISION SCOLAIRE FRANCO-MANITOBAINE N° 49**

ANNEXE 3

**CONTRIBUTIONS
FÉDÉRALES ET PROVINCIALES**

DRAFT
(VERSION RÉVISÉE LE 22 JANVIER 2001)

**SPECIAL AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA
AND THE GOVERNMENT OF MANITOBA ON INVESTMENT MEASURES
FOR THE QUALITY OF MINORITY-LANGUAGE EDUCATION**

(2000-01 to 2003-04)

**SPECIAL AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA
AND THE GOVERNMENT OF MANITOBA ON INVESTMENT MEASURES
FOR THE QUALITY OF MINORITY-LANGUAGE EDUCATION**

THIS SPECIAL AGREEMENT has been concluded in English and in French on this ____ day of _____, 2001

BETWEEN: **HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF CANADA**, hereinafter referred to as "Canada", represented by the Minister of Canadian Heritage,

AND: **HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF MANITOBA**, hereinafter referred to as "Manitoba", represented by the Minister of Education and Training, *and Youth*

WHEREAS the *Canadian Constitution*, and more particularly the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*, as well as the *Official Languages Act*, recognize that English and French are the official languages of Canada and Canada recognizes its responsibilities and undertakings with respect to those languages;

WHEREAS education is a provincial jurisdiction and it is the responsibility of Manitoba to determine the objectives, define the contents, set the priorities and make the evaluation of its minority-language educational programs;

WHEREAS section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* recognizes the right of Canadians belonging to the French-language or English-language minority in a province or territory to have their children educated in their own language where numbers warrant;

WHEREAS the Supreme Court of Canada has ruled that Section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* confers upon minority-language parents a right of management and control over the educational facilities in which their children are taught, where numbers warrant;

WHEREAS Manitoba, following extensive public consultations, has established a comprehensive policy for the governance of Francophone schools in the province;

WHEREAS the Legislative Assembly of Manitoba has passed the *Public Schools Amendment (Francophone Schools Governance) Act* to give effect to Manitoba's policy for the governance of Francophone schools;

WHEREAS the Minister of Canadian Heritage is instructed, in accordance with the *Official Languages Act*, to encourage and assist provincial and territorial governments to offer members of the official-language minority communities education in their own language;

anaphore
WHEREAS Canada and Manitoba have previously implemented a Special Agreement that led to the establishment of French School Governance in Manitoba;

WHEREAS Canada has approved a series of special measures designed to further investment in the quality of the educational programs in the language of the minority, to consolidate the network of French-language post-secondary institutions and to promote the learning of the second language;

WHEREAS Manitoba has approved a series of special measures designed to improve the quality of the educational programs in the language of the minority;

NOW THEREFORE, this Agreement witnesses that the parties hereto agree as follows.

1. PURPOSE OF THE SPECIAL AGREEMENT

- 1.1 The purpose of this Agreement is to establish a framework for cooperation between Canada and Manitoba for the purpose of enhancing the quality of the minority-language education programs ~~and consolidate French-language post-secondary education~~, pursuant to the Action Plan submitted by the "Division scolaire franco-manitobaine no 49 (DSFM)" which appears in Schedule 2 to this Agreement.

2. PURPOSE OF THE CONTRIBUTION

- 2.1 Subject to the provisions of Clause 3.1 of this Agreement, Canada agrees to contribute to the additional expenses incurred by Manitoba in order to carry out the activities described in the DSFM's Action Plan (Schedule 2) related to the provision of quality French minority-language education ~~to the development of French minority-language post-secondary education~~, namely:

- a) ;
- b) ;
- c) ;
- d) .

- 2.2 The DSFM's Action Plan appearing in Schedule 2 to this Agreement includes a description of the activities to be undertaken, the desired outcomes and the performance indicators, as well as a proposed breakdown of Canada's and Manitoba's respective contributions.

3. MAXIMUM AMOUNT OF CONTRIBUTION

- 3.1 Subject to the appropriation of funds by Parliament, the maintenance of current and forecasted budgetary levels for the Official Languages in Education Program and the terms and conditions of this Agreement, Canada agrees to contribute to the eligible expenditures made by Manitoba for the implementation of the DSFM's Action Plan (Schedule 2) for the purposes described in Clause 2 of this Agreement, the lesser of fifteen million dollars (\$15,000,000 over five years from April 1999 to March 2004, of which \$3,600,000 was provided in 1999-2000) or 50% of the eligible expenditures made by Manitoba through the DSFM, according to the following schedule:

2000-2001 :	\$3,300,000
2001-2002 :	\$3,000,000
2002-2003 :	\$2,700,000
2003-2004 :	\$2,400,000

- 3.2 Canada and Manitoba recognize that Canada's contribution provided in a particular fiscal year shall be paid to support measures that are implemented during the provincial school year.

- 3.3 Subject to the appropriation of funds by the Legislative Assembly of Manitoba and the maintenance of the current and forecasted budgetary levels of the Department of Education and Training, Manitoba agrees to contribute to the eligible expenditures incurred under the approved Action Plan (Schedule 2) submitted by the DSFM, in accordance with the following schedule (Manitoba has already provided the DSFM an amount of \$1,000,000 in 1999-2000):

2000-2001 :	\$1,900,000
2001-2002 :	\$3,000,000
2002-2003 :	\$4,000,000
2003-2004 :	\$5,100,000

- 3.4 Manitoba's financial assistance, as per clause 3.3, shall be in addition to the funds normally granted in the context of the Schools Funding Program and to the regular increases pertaining thereto.
- 3.5 The budgeted contribution from Manitoba shall also be in addition to Canada's and Manitoba's contributions under the *Agreement between the Government of Canada and the Government of Manitoba for Minority-Language Education and Second-Language Instruction* or any other similar agreement between Canada and Manitoba regarding French-language education.
- 3.6 The administrative terms and conditions governing the payment of Canada's contribution under this Agreement appear in Schedule 1 to this Agreement.

4. ELIGIBLE EXPENDITURES

- 4.1 For the purposes of this Agreement, the eligible expenditures for each activity listed in Clause 2.1 may include, among others, salaries and benefits, professional fees, administrative fees, costs associated with purchasing or renting essential material and equipment, with producing and acquiring pedagogical materials and with training.

5. BUDGET AND APPROVED ACTIVITIES

- 5.1 Canada and Manitoba agree that the contributions referred to in Clause 3 apply only to the activities described in the DSFM's Action Plan (Schedule 2), in accordance with the federal and provincial budgetary breakdowns (Schedule 3) provided for in this Agreement.

6. PUBLIC INFORMATION

- 6.1 Canada and Manitoba agree that this Agreement and the Schedules thereto shall be made available to all provincial and territorial governments and to the Canadian public.
- 6.2 Manitoba shall make public an annual report on the activities carried out and the results achieved as part of the DSFM's Action Plan (Schedule 2). This report shall be made public in conjunction with the annual report referred to in Clause 1.3 of Schedule A to the *Agreement between the Government of Canada and the Government of Manitoba for minority-language education and second-language instruction*.
- 6.3 Manitoba shall provide the information referred to in Clause ~~1.2~~⁶ of this Agreement in the manner it considers to be most appropriate to its particular circumstances. If there is a need, in the opinion of Canada or Manitoba, to clarify the information provided, Canada and Manitoba will hold discussions to do so and to review the pertinence of such information to the needs of Canada.
- 6.4 Manitoba agrees to give recognition of Canada's participation when conducting publicity for all programs and activities for which financial assistance was provided by Canada. For the purpose of this Agreement, publicity includes, without being limited to, news releases, reports of provincial government departments or agencies; and correspondence with educational institutions. Manitoba agrees to provide Canada with samples of these different kinds of publicity annually.

7. **DURATION**

- 7.1 This Agreement between Manitoba and Canada is valid for the period beginning April 1, 2000 and ending March 31, 2004, and all of the contributions to be paid by Canada pursuant to the provisions of this Agreement shall cover only the activities conducted and the expenditures made by Manitoba during the said period in the carrying out of the DSFM's Action Plan (Schedule 2).

8. **AMENDMENT AND TERMINATION**

- 8.1 The parties may, by mutual agreement in writing, amend this Agreement or terminate it during the term of the Agreement.
- 8.2 Either party may terminate this Agreement at the end of any fiscal year by giving notice in writing to the other party at least one full fiscal year in advance.
- 8.3 Upon receipt of such a notice as described in Clause 8.2:
- a) no new measure shall be undertaken; and
 - b) the existing measures shall terminate as of the date provided for in this notice and no expenditure shall be made after the date of expiration of the Agreement.

9. **EVALUATION**

- 9.1 The parties shall meet annually to review progress made under this Agreement and to discuss the results of the activities conducted within its framework. They may agree to invite the representatives of the DSFM to participate in this meeting.
- 9.2 Manitoba agrees to provide a report to Canada, within the six months following the expiration of this Agreement, on the evaluation of the activities carried out with Canada's financial support.

10. **CONSULTATIONS**

- 10.1 Manitoba will continue to consult in particular the *Commission scolaire francophone*, whose members are elected, and the interested groups and associations in relation to the educational programs contemplated under this Agreement. Canada, within its field of jurisdiction, proposes to consult the interested associations and groups concerning the programs established under this Agreement.

11. PARTNERSHIP

10.1 The parties acknowledge that this Agreement does not constitute an association for the purpose of forming a partnership or joint venture, nor does it create any agency relationship between Canada and Manitoba.

12. MEMBERS OF THE HOUSE OF COMMONS, THE SENATE AND THE LEGISLATIVE ASSEMBLY OF MANITOBA

12.1 No member of the House of Commons, the Senate or the Legislative Assembly of Manitoba may be admitted to any share or part of this Agreement or to any benefit arising therefrom.

13. OFFICIALS AND EMPLOYEES OF THE GOVERNMENT

13.1 No official or employee of Canada may be admitted to any share or part of this Agreement or to any benefit arising therefrom without the consent in writing of the Minister to whom the official or employee reports.

14. LIABILITY OF CANADA

14.1 Canada is not liable for any injury, including fatal injury, or material damage suffered by Manitoba or anyone else as a result of the implementation of this Agreement by Manitoba unless such injuries or damages are attributable to the fault of an employee or agent of Canada in the course of his or her duties.

15. INDEMNIFICATION

*- Problème avec cette clause.
Est-elle obligatoire ? 15m/15m*

15.1 Manitoba shall indemnify and save harmless Canada and the Minister of Canadian Heritage and their servants or agents from and against all claims, losses, damages, costs and expenses related to any injury or death of a person, or loss or damage to property caused or alleged to be caused by Manitoba or its servants or agents in carrying out the activities described in this Agreement.

16. COMMUNICATIONS

16.1 Any notice concerning this Agreement intended for Canada shall be sent by mail to the following address:

The Minister of Canadian Heritage
Ottawa, Ontario
K1A 0M5

- 16.2 Any notice concerning this Agreement intended for Manitoba shall be sent by mail to the following address:

The Minister Education and Training
Government of Manitoba
450 Broadway street
Room 168, Legislative Building
Winnipeg, Manitoba
R3C 0V8

and Youth

- 16.3 Any notice sent in this way shall be deemed to have been received after the time required for a letter to reach its destination under normal circumstances.

17. SCHEDULES

- 17.1 The Schedules attached hereto are an integral part of this Agreement:

Schedule 1 - Administrative Terms and Conditions;
Schedule 2 - DSFM's Action Plan; and
Schedule 3 - Federal and Provincial Contributions.

IN WITNESS WHEREOF, the parties have executed this Special Agreement on the date inscribed on the first page.

ON BEHALF OF CANADA

ON BEHALF OF MANITOBA

Minister of Canadian Heritage

Minister of Education and Training

IN THE PRESENCE OF:

IN THE PRESENCE OF:

Witness

Witness

SCHEDULE 1

ADMINISTRATIVE TERMS AND CONDITIONS

1. PAYMENT

1.1 In each fiscal year, Canada agrees to pay to Manitoba the contribution referred to in Clause 3 of this Special Agreement, as follows:

- Probleme
4 payments*
- (a) in the first fiscal year, an initial payment representing about one half (50 per cent) of Canada's contribution, following the signing of this Agreement;
 - (b) in each subsequent year, the first payment, representing approximately one-half (50%) of Canada's contribution for that year, will be paid subject to the receipt and acceptance of the updated DSFM's Action Plan (Schedule 2), where necessary, and on the condition that the requirements for the previous payments have been met;
 - (c) in each fiscal year of this Agreement, the second payment, which shall not exceed the balance of Canada's contribution for that year, shall be paid following receipt and acceptance:
 - (i) of a final certified financial statement in relation to Canada's contribution to Manitoba for the preceding year, except for the first year of the Agreement;
 - (ii) of an interim certified financial statement demonstrating the actual expenditures made by Manitoba during the period ending January 31 of the current year and the anticipated expenditures to the end of the school year;
 - (iii) of a detailed report on the activities conducted under the DSFM's Action Plan (Schedule 2) in the preceding year, except for the first year of the Agreement.

1.2 In addition to the annual reports referred to in Clause 1.1 c) (iii) of this Schedule, Manitoba shall submit to Canada, by December 31, 2004, a final detailed report on the accomplishments made within the framework of the DSFM's Action Plan (Schedule 2).

SCHEDULE 1

- 1.3 In addition to the financial statements referred to in Clause 1.1 of this Schedule, a final certified financial statement demonstrating the actual expenditures made by Manitoba during the fiscal year ending March 31, 2004 shall be submitted to Canada no later than nine months following the end of that fiscal year, i.e. December 31, 2004.
- 1.4 The amounts payable by Canada to Manitoba pursuant to this Agreement shall be paid within a period of approximately thirty (30) business days following the receipt of the documents referred to in Clause 1.1 of this Schedule, provided that the information submitted in the said documents is consistent with the terms and conditions of this Agreement and that Manitoba has responded to any questions raised by Canada, where applicable.

TRANSFERS

- 2.1 Manitoba may transfer funds among the activities of the DSFM's Action Plan (Schedule 2) with the authorization in writing of Canada, provided that these transfers do not call into question the achievement of the results set out in the DSFM's Action Plan. Manitoba shall submit the appropriate request to Canada before February 15 of the fiscal year in question.

3. CERTIFIED FINANCIAL STATEMENTS AND ACTIVITY REPORTS

- 3.1 For the purposes of this Agreement, Manitoba will submit financial statements to Canada, certified by a senior program officer and a senior financial officer, who shall be duly authorized by Manitoba and agreed to by Canada.
- 3.2 For the purposes of this Agreement, the financial statements referred to in Clause 1 of this Schedule are detailed statements of all expenditures made by Manitoba in regard to the activities funded within the framework of this Agreement. These financial statements shall be presented in a way that is consistent with the budget of the DSFM's Action Plan (Schedule 2).
- 3.3 The activity reports referred to in Clause 1 of this Schedule shall contain a detailed description of the activities carried out within the framework of the DSFM's Action Plan (Schedule 2) and of the ensuing outcomes.

4. OVERPAYMENT

- 4.1 Should the payments made to Manitoba pursuant to this Agreement exceed the amounts to which Manitoba is entitled, the excess amount shall be returned to Canada. Should the excess amount not be returned, Canada may deduct an equivalent amount from its subsequent contributions to Manitoba.

except for capital projects.

SCHEDULE 1

5. FINANCIAL AUDIT

- 5.1 Canada reserves the right to undertake, or cause to have undertaken, a financial audit of the accounts and records of Manitoba concerning the provisions of this Special Agreement to ensure compliance with the provisions of the Agreement, and Manitoba shall make available to such auditors any records, documents and information that the auditors may require. The scope, coverage and timing of such financial audits shall be determined by Canada and if conducted may be carried out by officials of the Department of Canadian Heritage or their agent(s).
- 5.2 Canada agrees to inform Manitoba of the results of any financial audit and to pay Manitoba, as soon as possible after the audit, any monies that the audit may show to be then due and owing to Manitoba. Manitoba agrees to pay to Canada, on being informed of the results of such financial audit, any monies that the audit may show to be due and owing to Canada.

SCHEDULE 2

DIVISION SCOLAIRE FRANCO-MANITOBAINE N° 49

ACTION PLAN

SCHEDULE 3

FEDERAL AND PROVINCIAL

CONTRIBUTIONS

RECOMMANDATION FICHE / FICHE DE

17 novembre 2000

COPIE

NAME OF THE EVENT / NOM DE L'ÉVÉNEMENT : La Division scolaire franco-manitobaine No 49 (DSFM) demande une rencontre pour discuter de tout le dossier de la gestion scolaire et du renouvellement de l'entente spéciale Canada-Manitoba relative au développement de l'éducation de la minorité francophone.					
DATE OF THE EVENT / DATE DE L'ÉVÉNEMENT	TIME (start-finish) HEURE (début-fin)	LOCATION / LIEU (city/ville, province, country/pays)	DEPARTMENTAL CONTACT / PERSONNE RESSOURCE	PRIORITY / PRIORITÉ	INVITATION NO. / NO. D'INVITATION
À déterminer	À déterminer	Hull (Québec)	Micheline Guilbeault (994-4060)	4	IN2000- 02986 (S. Capps)
DESCRIPTION OF THE ORGANIZATION / DESCRIPTION DE L'ORGANISME La DSFM vise à assurer une formation de qualité à la population estudiantine francophone du Manitoba en promouvant le développement de personnes autonomes, épanouies, compétentes, sûres de leur identité, fières de leur langue et de leur culture. La DSFM gère les écoles francophones de la maternelle à la 12e année sur tout le territoire de la province.					
EVENT FORMAT AND DESCRIPTION / GENRE D'ÉVÉNEMENT ET DESCRIPTION (Dinner/Dîner, Conference/Conférence, Ceremony/Cérémonie, Meeting/Rencontre) Rencontre pour discuter des dossiers d'éducation française au Manitoba.					
JUSTIFICATION FOR ATTENDING / JUSTIFICATION DE LA PARTICIPATION La DSFM a présenté son plan d'action 2000-2004 au fédéral et à la province. Cette demande se doit d'être entérinée par la province et présentée au fédéral par la province. Nous attendons les réactions de la province sur ce document. Sur demande de la DSFM, la Direction générale des programmes d'appui aux langues officielles pourrait rencontrer les dirigeants tout en s'assurant de la présence d'un représentant du gouvernement provincial.					
ROLE / RÔLE s/o					
KEY MESSAGES / MESSAGES CLÉS s/o					
OTHER SPEAKERS / CONFÉRENCIERS Aucun			KEY PARTICIPANTS / PARTICIPANTS CLÉS		
AUDIENCE / AUDITOIRE s/o			LENGTH OF SPEECH / LONGUEUR DU DISCOURS _____ minutes _____ %english/anglais _____ %french/français		
CONTRIBUTIONS (ministerial or other / ministérielles ou autres)					

DEC 01 2000

Canadian Identity / Identité canadienne
Bureau of Ministerial Events / Bureau des événements ministériels

Education and Training



BORDEREAU DE TRANSMISSION PAR TÉLÉCOPIEUR / FACSIMILE TRANSMISSION COVER SHEET

DATE: le 30 nov. 2000

DESTINATAIRE/TO :

Nom/Name : Louis Chagnon
Bureau/Office : Patrimoine canadien

N° de téléphone/Phone N° : 983-0261

N° de télécopieur/Fax N° : 984-5348

EXPÉDITEUR/FROM :

Nom/Name : Guy Roy
Bureau/Office : Bureau de l'éducation française
Local 509, 1181 avenue Portage
Winnipeg MB R3G 0T3

N° de téléphone/Phone N° : (204) 945-6928

N° de télécopieur/Fax N° : (204) 948-2994

OMBRE TOTAL DE PAGES (Y COMPRIS CELLE-CI)/TOTAL NUMBER OF PAGES (INCLUDING THIS ONE)..... 3

'ORIGINAL À SUIVRE/ORIGINAL TO FOLLOW..... NON/NO ☒ OUI/YES ☐

COMMENTAIRES/REMARKS :

Pour ton information.

La présente communication est destinée à la personne ou au bureau ci-haut mentionné et pourrait contenir des renseignements confidentiels qui font, en vertu de la loi, l'objet d'une dispense en matière de communication. Si vous recevez cette communication par erreur, veuillez téléphoner l'expéditeur ou l'opérateur immédiatement.

This fax transmission is intended for the use of the individual or office noted above, and may contain information that is private, confidential, and exempt from disclosure under law. If you received this transmission in error, please notify the sender or operator immediately by telephone.

POUR TOUTE DIFFICULTÉ DE TRANSMISSION, VEUILLEZ APPELER L'OPÉRATEUR : Cécile La Rocque
IF THERE ARE ANY TRANSMISSION PROBLEMS, PLEASE CALL OPERATOR:

N° de téléphone : (204) 945-6928

000794

ManitobaSous-ministre de l'Éducation
et de la Formation professionnelleBureau 162
Palais législatif
Winnipeg (Manitoba) CANADA
R3C 0V8Bureau de Guy L. Roy
Sous-ministre adjoint
Bureau de l'éducation françaiseDate
reçue NOV 23 2000

HT. ✓

GLS

NOV 22 2000

Remis à

HG

Suivi

RG

Madame Yolande Dupuis
Présidente
Division scolaire franco-manitobaine n° 49
Case postale 204
485, chemin Dawson
Lorette (Manitoba) R0A 0Y0

Madame,

Date de retour

Cécile

Au nom du ministre, je vous remercie pour votre lettre récente au sujet du Plan d'action 2000-2004 de la Division scolaire franco-manitobaine n° 49 (DSFM) que vous avez inclus sous pli. La réception du Plan d'action révisé nous permettra de poursuivre les démarches nécessaires dans le but de finaliser, dans les meilleurs délais, une Entente spéciale Canada-Manitoba sur le développement de la gestion scolaire.

Permettez-moi de faire commentaire sur le souhait de la DSFM d'être elle-même responsable d'identifier et d'établir les priorités pour les projets d'immobilisation à inclure dans l'entente proposée, sous le volet des immobilisations d'une valeur de six millions de dollars. Je dois souligner de nouveau que les projets retenus à cette fin ont tous reçus l'approbation de la Commission des finances des écoles publiques (CFÉP) selon les priorités déjà établies par la DSFM dans son plan de cinq ans sur les immobilisations et selon les critères utilisés par cette commission pour évaluer de tels projets. De plus, deux récentes décisions de la CFÉP pour l'école Jours de Plaine à Laurier et l'école communautaire Gilbert-Rosset à Saint-Claude, soulignent bien toute la considération accordée aux priorités de la DSFM, mais selon un protocole provincial d'évaluation et d'approbation relevant de la Commission en question.

De nouveau, j'apporte à votre attention le fait que le volet des immobilisations dans l'entente proposée n'est pas en sus des projets soit déjà en cours ou déjà approuvés pour la DSFM par la CFÉP. J'ajouterais que l'Entente Canada-Manitoba proposée n'est pas un instrument d'approbation de projets en immobilisation distinct du processus d'évaluation et d'approbation de projets de la CFÉP, mais que cette entente reconnaîtra les contributions consenties à ce chapitre par le Manitoba par le truchement de la CFÉP. Autrement dit, la seule instance autorisée en la matière d'immobilisation est la CFÉP, et l'Entente proposée ne soustrait en aucune façon à cette autorité.

.../2

Our Past. Our Future. Our Celebration.
Notre passé. Notre avenir. Notre fête.

Nov 30 2000 10:20
BUREAU DE L'ED. FRANÇAISE
Madame Yolande Dupuis

Page 2

En termes de la flexibilité demandée de pouvoir transférer des fonds d'une catégorie à l'autre dans le cadre d'une entente renouvelée, je peux vous indiquer qu'à ce stade des discussions entourant la préparation de l'Entente, de telles mesures sont considérées activement, excluant néanmoins les six millions de dollars pour fins d'immobilisation qui ne sont pas transférables. Il reste bien entendu à préciser l'envergure des transferts possibles.

Quant à votre préoccupation que nous devrions porter regard à plus long terme en matière d'appui financier pour la DSFM, j'exprime le souhait que soit initiée une réflexion sur toute cette question dans un avenir non trop éloigné.

Dans les jours à venir, les représentants de la DSFM, du Manitoba et du Canada seront invités à poursuivre la discussion entourant la soumission du Plan d'action révisé de votre juridiction scolaire. J'ai confiance que ces délibérations permettront de conclure le plus efficacement possible les travaux préparatifs à la signature éventuelle de l'Entente en question.

Je vous prie d'agréer, Madame, mes meilleures salutations.

Le Sous-ministre,

ORIGINAL SIGNED BY

Ben Levin
Éducation et Formation professionnelle

tc: Ministre/filière
Sous-ministre/filière
Guy L. Roy/filière

du document: 248656

Micheline Guilbeault

11/24/2000 11:00 AM

Pour : Diane Leclercq/West-Ouest/PCH/CA@PCH
cc : Louis Chagnon/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Diane Dorge/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Lise
Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Cyntia Plouffe/HullOttawa/PCH/CA@PCH

Objet : DSFM

Bonjour,

Comme tu le sais déjà, la DSFM a envoyé une copie de son plan d'action à la Ministre lui demandant de la rencontrer pour discuter du dossier éducation. Nous sommes à préparer une fiche d'invitation dont nous vous ferons parvenir copie.

Lise et moi aimerions tenir une conférence téléphonique avec toi pour discuter du dossier éducation. Serais-tu disponible le mardi 28 novembre, soit de 11 h à 12 h ou 3 h 15 à 4 h 15 notre heure? Si tu penses que Louis ou Diane devraient aussi participer, laisse-le moi savoir.

Entre-temps, pourriez-vous nous fournir des éléments de réponse pour répondre à la lettre que Greg Selinger a envoyé à la Ministre le 3 novembre dernier, accompagnée du plan d'action de la DSFM?

Merci

ACTIVITÉS ET ÉVÉNEMENTS RECOMMANDÉS

RECOMMENDED ACTIVITIES AND EVENTS


PRIORITÉ / PRIORITY:

- (1): **Ministre** (les événements de 1er priorité seront ajoutés systématiquement au calendrier des événements)
/ **Minister** (Priority one events will be systematically added to the Minister's Calendar of Events)
- (F1) **Secrétaire d'État Multiculturalisme (Situation de la femme) / Secretary of State
Multiculturalism (Status of Women)**
- (M1) **Secrétaire d'État - Parcs / Secretary of State - Parks**
- (2): **Représentant (Député ou autre ministre) / Replacement (MP or other Minister)**
- (3): **Présence du DexR ou d'un représentant du ministère / REXD or Departmental
Representative**
- (4): **Aucune représentation officielle / No Official Representation**


RECOMMENDATION FICHE / FICHE DE

17 novembre 2000

NAME OF THE EVENT / NOM DE L'ÉVÉNEMENT : La Division scolaire franco-manitobaine No 49 (DSFM) demande une rencontre pour discuter de tout le dossier de la gestion scolaire et du renouvellement de l'entente spéciale Canada-Manitoba relative au développement de l'éducation de la minorité francophone.					
DATE OF THE EVENT / DATE DE L'ÉVÉNEMENT	TIME (start-finish) HEURE (début-fin)	LOCATION / LIEU (city/ville, province, country/pays)	DEPARTMENTAL CONTACT / PERSONNE RESSOURCE	PRIORITY / PRIORITÉ	INVITATION NO. / NO. D'INVITATION
À déterminer	À déterminer	Hull (Québec)	Micheline Guilbeault (994-4060)	4	IN2000-02986
DESCRIPTION OF THE ORGANIZATION / DESCRIPTION DE L'ORGANISME La DSFM vise à assurer une formation de qualité à la population estudiantine francophone du Manitoba en promouvant le développement de personnes autonomes, épanouies, compétentes, sûres de leur identité, fières de leur langue et de leur culture. La DSFM gère les écoles francophones de la maternelle à la 12e année sur tout le territoire de la province.					
EVENT FORMAT AND DESCRIPTION / GENRE D'ÉVÉNEMENT ET DESCRIPTION (Dinner/Dîner, Conference/Conférence, Ceremony/Cérémonie, Meeting/Rencontre) Rencontre pour discuter des dossiers d'éducation française au Manitoba.					
JUSTIFICATION FOR ATTENDING / JUSTIFICATION DE LA PARTICIPATION La DSFM a présenté son plan d'action 2000-2004 au fédéral et à la province. Cette demande se doit d'être entérinée par la province et présentée au fédéral par la province. Nous attendons les réactions de la province sur ce document. Sur demande de la DSFM, la Direction générale des programmes d'appui aux langues officielles pourrait rencontrer les dirigeants tout en s'assurant de la présence d'un représentant du gouvernement provincial.					
ROLE / RÔLE s/o					
KEY MESSAGES / MESSAGES CLÉS s/o					
OTHER SPEAKERS / CONFÉRENCIERS Aucun			KEY PARTICIPANTS / PARTICIPANTS CLÉS		
AUDIENCE / AUDITOIRE s/o			LENGTH OF SPEECH / LONGUEUR DU DISCOURS _____ minutes _____ %english/anglais _____ %french/français		
CONTRIBUTIONS (ministerial or other / ministérielles ou autres)					

 Lise Toupin
11/21/2000 09:26 AM


Pour : Yvan Déry/HullOttawa/PCH/CA@PCH
cc : Micheline Guilbeault

Objet : Réf. : Réf. : rencontre Ministre-DSFM 


D'accord aussi. Est-ce que la fiche va dans ce sens-là? Sinon, nous la remettre.

Je tenterai de parler à Diane Leclercq d'ici la fin de la semaine (elle puisqu'elle m'indiquait avoir déjà discuté avec la province quant au plan de la DSFM. Je devrais insister je crois pour faire maintenant partie des discussions bien que déjà un peu tard pour «redresser» la situation si cela s'avérait nécessaire pour la bonne continuité du dossier.

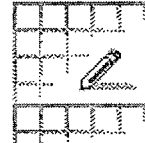
MERCI.
Yvan Déry

 Yvan Déry
11-20-2000 08:33 PM

Pour : Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH
cc :

Objet : Réf. : Réf. : rencontre Ministre-DSFM 

On devrait recommander que la ministre ne rencontre pas la DSFM. des fonctionnaires pourront les rencontrer si nécessaire. Hilaire est d'accord. Qu'en penses-tu?

Lise Toupin
 Lise Toupin
20/11/2000 11:31

Pour : Yvan Déry/HullOttawa/PCH/CA@PCH
cc :

Objet : Réf. : rencontre Ministre-DSFM 

Les montants sont déjà déterminés (lettre de la ministre signée). Il s'agissait de voir si la DSFM présenterait un plan en fonction des montants négociés entre les deux paliers de gouvernement. C'est fait bien qu'elle remette toujours en question les montants que la province compte investir en immobilisation dans le cadre de cette entente.

Il faut aussi se rappeler que dans le cadre des négo avec la province (à laquelle je n'ai pas participé), on n'a pas invité la province à commencer à puiser dans ses fonds réguliers pour commencer à assurer un certain financement pour ces initiatives spéciales après l'entente spéciale. La marche est haute!!!

Si tu veux, je suis disponible pour ta discussion avec Hilaire.

Je serai au bureau vers 13h30 cet après-midi. Bye!

Yvan Déry

Yvan Déry

20/11/2000 09:11

Pour : Lise TOUPIN
cc :

Objet : rencontre Ministre-DSFM

Je ne crois pas que la Ministre devrait rencontrer la DSFM tant que nous n'avons pas un plan d'action qui corresponde aux montants qu'on est prêt à y mettre... Qu'en penses-tu? J'aimerais savoir ce que tu en penses avant d'en parler à Hilaire plus tard aujourd'hui.

BEST AVAILABLE COPY

Canadian Heritage

Canadian Heritage/Patrimoine canadien
MCS

2000/11/17 - 12:47

Docket No.: CH2000-26843
Previous/Précédent :

Document date: 2000/10/31
Date received: 2000/11/17

BF date:
Due date:
Campaign code:
Priority/Priorité: #

Lead/Responsable: CIOLDG

Author/Auteur: Dupuis, Yolande

Title/Organization: Présidente
Division Scolaire Franco-

Subject: Fait parvenir copie de lettre à Drew Caldwell, Ministre de
l'Éducation au Manitoba concernant le Plan d'action
2000-2004 de la Division scolaire franco-manitobaine

Action: Information

c.c.: RPR
c.c.:
c.c.:

Charged To: L.O. directeur général/O.L. Director Gen
Information

Comments:

Approved by:

DG (or designate)

(Date)

ADM/CEO/RExD (or designate)

(Date)

Signature []
required

DM

(Date)

COPY

CH2000-26843 M11



DIVISION SCOLAIRE FRANCO-MANITOBAINE N° 49

Case postale 204 485 chemin Dawson
Lorette MB R0A 0Y0
Tél. : (204) 878-9399 Téléc. : (204) 878-9407

Présidente : Yolande Dupuis

Vice-président : Adrien Caillier

Le 31 octobre 2000

L'honorable Drew Caldwell
Ministre de l'Éducation et de la Formation professionnelle
Palais législatif, pièce 168
Winnipeg MB R3C 0V8

Cher Monsieur le Ministre,

Veillez trouver sous pli le Plan d'action 2000-2004 de la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM). Ce plan d'action, inspiré du plan d'affaires soumis aux deux niveaux de gouvernement (fédéral et provincial) en novembre 1998 identifie les composantes essentielles au plein développement de notre division scolaire et de nos communautés francophones pour les quatre prochaines années. Le Plan d'action 2000-2004 n'est donc qu'une étape dans le processus qui vise la pleine réalisation et mise en œuvre de notre plan d'action intitulé « L'éducation française au Manitoba » qui fut le résultat d'une consultation intensive auprès de chacune de nos écoles, de chacune de nos régions ainsi que du bureau divisionnaire et qui vous a été soumis de nouveau le 7 juillet dernier.

Depuis l'adoption de la Charte canadienne des droits et libertés en 1982, les Franco-Manitobains ont le droit de gérer leurs écoles dans lesquelles on retrouve des services et des programmes équivalents à ceux de la majorité. L'article 23 de la Charte a une dimension réparatrice en ce sens qu'il cherche à réparer les injustices du passé ainsi que les torts causés par l'assimilation. Ces droits ont été confirmés et maintenus dans de nombreux jugements rendus par la Cour suprême du Canada à partir du plus récent de ces jugements soit l'Arrêté Arsenault-Cameron, en passant par la décision sur le Renvoi manitobain jusqu'à la décision Mahé. La Cour suprême du Canada a toujours maintenu les droits qu'ont les minorités linguistiques de gérer leur propre système scolaire à même les fonds publics. Le modèle de gestion réalisable dans le contexte manitobain sera efficace dans la mesure où les gouvernements provincial et fédéral lui en donnent les moyens financiers.

En 1994, la Commission scolaire ^{oriental} franco-manitobaine (CSFM) s'est vue accorder le mandat de gérer un système scolaire qui viendrait répondre aux exigences de l'article 23 de la Charte des droits et libertés. La CSFM est donc devenue, à ce moment-là, partenaire avec les gouvernements fédéral et provincial dans l'éducation des francophones du Manitoba. Après six ans d'existence, la CSFM ne sent pas qu'elle est partenaire avec les gouvernements dans ce beau projet de gestion scolaire par et pour les Franco-Manitobains.

.../2

L'honorable Drew Caldwell

Le 31 octobre 2000

Page 2

Vous n'êtes sans doute pas sans savoir que la CSFM a hésité avant d'accepter de passer à l'étape de la soumission d'un plan d'action tel que requis et défini par votre ministère et par Patrimoine Canada. L'hésitation connue par la CSFM était surtout reliée au sentiment que même après six ans d'existence nous ne sommes toujours pas de réels partenaires, égaux aux gouvernements provincial et fédéral dans certaines discussions et décisions prises qui impactent directement sur le droit qu'ont acquis les parents francophones à la gestion scolaire. Par contre, à titre de représentant.e.s élu.e.s de ces parents, la CSFM doit accepter la pleine responsabilité de la mise en œuvre et de la gérance quotidienne de cette gestion scolaire. Il semble y avoir là une contradiction qui mérite d'être corrigée.

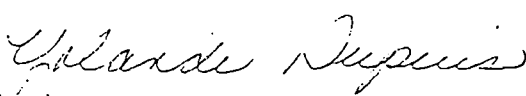
C'est suite à de nombreuses analyses et de nombreuses discussions que la CSFM accepte de soumettre, tel que requis, un plan d'action pour les années 2000-2004. Tout en soumettant son plan d'action, la CSFM souhaite vivement que les argents provinciaux réservés à l'immobilisation (6 millions de dollars), ne soient utilisés que pour des projets spécifiques à la DSFM et qui ne se mériteraient pas ordinairement un financement provenant de la Commission des finances des écoles publiques. La CSFM souhaiterait qu'elle soit elle-même responsable d'identifier et d'établir les priorités pour ces projets d'immobilisation. De plus, ce plan d'action identifie les domaines d'interventions priorisés par la CSFM pour les quatre prochaines années. Sans dépasser le total des argents consentis, la CSFM aimerait pouvoir jouir d'une certaine flexibilité dans les dépenses occasionnées entre les catégories, c'est-à-dire, avoir une certaine flexibilité de dépenser plus ou moins dans différentes catégories d'après les priorités établies par la CSFM.

Finalement, la CSFM souhaite ardemment travailler conjointement avec ses partenaires provinciaux et fédéraux afin de réaliser pleinement les garantis et les droits accordés à la communauté francophone du Manitoba. Nous voulons travailler de façon collaborative avec tous les intervenants non seulement pour identifier les lacunes qui existent mais aussi, et surtout, pour arriver à combler ces lacunes à long terme. Il faut, ensemble trouver une façon d'assurer que la survie financière de la DSFM ne sera pas remise en question à chaque cinq ans. Notre souhait le plus fervent serait qu'ensemble le gouvernement provincial, le gouvernement fédéral et la Commission scolaire franco-manitobaine puissent arriver à une entente à long terme qui garantirait non seulement la survie financière de la DSFM mais surtout la pleine reconnaissance, dans les faits, des droits constitutionnels en matière d'éducation accordés aux parents francophones minoritaires.

Nous espérons pouvoir vous rencontrer afin de discuter de tout le dossier de la gestion scolaire ainsi que du renouvellement de l'entente spéciale.

Je vous prie d'agréer, cher Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

La présidente de la Commission scolaire franco-manitobaine,


Yolande Dupuis

YD/LR/nf

pièce jointe

cc Madame Sheila Copps, Patrimoine canadien

11

*For
Faire possible
d'inscrire
une telle
cause
dans
l'entente?*

2000 NOV - 6 A 9:52



DIVISION SCOLAIRE FRANCO-MANITOBAINE N° 49

Case postale 204 485 chemin Dawson

Lorette MB R0A 0Y0

Tél. : (204) 878-9399 Téléc. : (204) 878-9407

CHM-2765 72

Présidente : Yolande Dupuis

Vice-président : Adrien Caillier

Le 31 octobre 2000

Madame Sheila Copps
Ministère du Patrimoine canadien
Édifice Jules-Léger
15, rue Eddy, 12^e étage
Hull QC K1A 0M5

Chère Madame Copps,

Veuillez trouver sous pli le Plan d'action 2000-2004 de la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM). Ce plan d'action, inspiré du plan d'affaires soumis aux deux niveaux de gouvernement (fédéral et provincial) en novembre 1998 identifie les composantes essentielles au plein développement de notre division scolaire et de nos communautés francophones pour les quatre prochaines années. Le Plan d'action 2000-2004 n'est donc qu'une étape dans le processus qui vise la pleine réalisation et mise en œuvre de notre plan d'action intitulé « L'éducation française au Manitoba » qui fut le résultat d'une consultation intensive auprès de chacune de nos écoles, de chacune de nos régions ainsi que du bureau divisionnaire.

Depuis l'adoption de la Charte canadienne des droits et libertés en 1982, les Franco-Manitobains ont le droit de gérer leurs écoles dans lesquelles on retrouve des services et des programmes équivalents à ceux de la majorité. L'article 23 de la Charte a une dimension réparatrice en ce sens qu'il cherche à réparer les injustices du passé ainsi que les torts causés par l'assimilation. Ces droits ont été confirmés et maintenus dans de nombreux jugements rendus par la Cour suprême du Canada à partir du plus récent de ces jugements soit l'Arrêté Arsenault-Cameron, en passant par la décision sur le Renvoi manitobain jusqu'à la décision Mahé. La Cour suprême du Canada a toujours maintenu les droits qu'ont les minorités linguistiques de gérer leur propre système scolaire à même les fonds publics. Le modèle de gestion réalisable dans le contexte manitobain sera efficace dans la mesure où les gouvernements provincial et fédéral lui en donnent les moyens financiers.

En 1994, la Commission scolaire franco-manitobaine (CSFM) s'est vue accorder le mandat de gérer un système scolaire qui viendrait répondre aux exigences de l'article 23 de la Charte des droits et libertés. La CSFM est donc devenue, à ce moment-là, partenaire avec les gouvernements fédéral et provincial dans l'éducation des francophones du Manitoba. Après six ans d'existence, la CSFM ne sent pas qu'elle est partenaire avec les gouvernements dans ce beau projet de gestion scolaire par et pour les Franco-Manitobains.

.../2

No. Invitation

Resp. / Lead

CC:

CIDDOOL
RPR
Fiche
la lettre originale acheminée
a mes pour
réponse.

Madame Sheila Copps

le 31 octobre 2000

Page 2

Vous n'êtes sans doute pas sans savoir que la CSFM a hésité avant d'accepter de passer à l'étape de la soumission d'un plan d'action tel que requis et défini par le ministère de l'Éducation et par Patrimoine Canada. L'hésitation connue par la CSFM était surtout reliée au sentiment que même après six ans d'existence nous ne sommes toujours pas de réels partenaires, égaux aux gouvernements provincial et fédéral dans certaines discussions et décisions prises qui impactent directement sur le droit qu'ont acquis les parents francophones à la gestion scolaire. Par contre, à titre de représentant.e.s élu.e.s de ces parents, la CSFM doit accepter la pleine responsabilité de la mise en œuvre et de la gérance quotidienne de cette gestion scolaire. Il semble y avoir là une contradiction qui mérite d'être corrigée.

C'est suite à de nombreuses analyses et de nombreuses discussions que la CSFM accepte de soumettre, tel que requis, un plan d'action pour les années 2000-2004. Tout en soumettant son plan d'action, la CSFM souhaite vivement que les argents provinciaux réservés à l'immobilisation (6 millions de dollars), ne soient utilisés que pour des projets spécifiques à la DSFM et qui ne se mériteraient pas ordinairement un financement provenant de la Commission des finances des écoles publiques. La CSFM souhaiterait qu'elle soit elle-même responsable d'identifier et d'établir les priorités pour ces projets d'immobilisation. De plus, ce plan d'action identifie les domaines d'interventions priorisés par la CSFM pour les quatre prochaines années. Sans dépasser le total des argents consentis, la CSFM aimerait pouvoir jouir d'une certaine flexibilité dans les dépenses occasionnées entre les catégories, c'est-à-dire, avoir une certaine flexibilité de dépenser plus ou moins dans différentes catégories d'après les priorités établies par la CSFM.

La CSFM est toujours très préoccupée de sa survie financière lorsque cette nouvelle entente arrivera à échéance. Nous souhaitons vivement que durant les quatre prochaines années nous puissions ensemble, arriver à une solution à long terme qui garantirait la survie de notre division scolaire. Nous ne pouvons plus nous permettre de vivre des « crises financières » à chaque cinq ans. Ce n'est certainement pas juste pour les parents des élèves qui placent leur confiance dans notre division scolaire de s'inquiéter si cette dernière existera pour plus de cinq années à la fois.

Finalement, la CSFM souhaite ardemment travailler conjointement avec ses partenaires provinciaux et fédéraux afin de réaliser pleinement les garantis et les droits accordés à la communauté francophone du Manitoba. Nous voulons travailler de façon collaborative avec tous les intervenants non seulement pour identifier les lacunes qui existent mais aussi, et surtout, pour arriver à combler ces lacunes à long terme. Il faut, ensemble trouver une façon d'assurer que la survie financière de la DSFM ne sera pas remise en question à chaque cinq ans. Notre souhait le plus fervent serait qu'ensemble le gouvernement provincial, le gouvernement fédéral et la Commission scolaire franco-manitobaine puissent arriver à une entente à long terme qui garantirait non seulement la survie financière de la DSFM mais surtout la pleine reconnaissance, dans les faits, des droits constitutionnels en matière d'éducation accordés aux parents francophones minoritaires.

.../3

Madame Sheila Copps

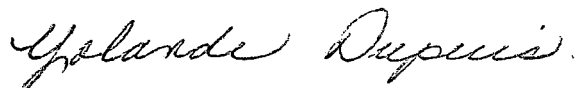
Le 31 octobre 2000

Page 3

Nous espérons pouvoir vous rencontrer afin de discuter de tout le dossier de la gestion scolaire ainsi que du renouvellement de l'entente spéciale.

Je vous prie d'agréer, chère Madame Copps, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

La présidente de la Commission scolaire franco-manitobaine;



Yolande Dupuis

YD/LR/nf

pièce jointe

cc Monsieur Drew Caldwell, ministre de l'Éducation et de la Formation professionnelle



Division scolaire franco-manitobaine n° 49
« Apprendre et grandir ensemble »

PLAN D'ACTION - 2000-2004

SEPTEMBRE 2000



PRÉAMBULE

Le mandat de la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) trouve ses racines dans l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés de 1982. Des jugements de la Cour suprême du Canada, les jugements Mahé, le Renvoi manitobain et l'arrêt Arsenault-Cameron en ont précisé les dimensions et formulé la vision. La responsabilité provinciale s'articule dans l'article 21 de la loi manitobaine de 1993.

En vertu de l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés et de la jurisprudence, les enfants francophones du Canada ont droit à l'égalité des résultats en éducation. Cette égalité exige :

1. de remédier à des injustices passées et d'assurer à la minorité linguistique officielle un accès égal à un enseignement de grande qualité dans sa propre langue, dans des circonstances qui favoriseront le développement de la communauté;
2. des établissements distincts de ceux de la majorité;
3. une programmation scolaire établie par la minorité;
4. le contrôle et la gestion de ses établissements et de la programmation par les parents;
5. la réparation des injustices du passé par des moyens créatifs et appropriés;
6. un financement adéquat assurant le plein exercice de ces droits.

L'école est l'institution la plus importante pour la survie de la minorité linguistique officielle, qui elle-même est un véritable bénéficiaire en vertu de l'article 23.

OBJECTIF

Assurer une formation de qualité à sa population estudiantine francophone du Manitoba en promouvant le développement de personnes autonomes, épanouies, compétentes, sûres de leur identité, fières de leur langue et de leur culture.

REGROUPEMENT D'ACTIVÉS

1. Programmes et services d'appui
2. Communautaire
3. Transport des élèves
4. Établissements scolaires
5. Structure de gestion



DIVISION SCOLAIRE FRANCO-MANITOBAINE N° 49

OBJECTIF

Assurer une formation de qualité à sa population estudiantine francophone du Manitoba en promouvant le développement de personnes autonomes, épanouies, compétentes, sûres de leur identité, fières de leur langue et de leur culture.

1. DÉVELOPPEMENT DE PROGRAMMES ET SERVICES D'APPUI

Actions		Résultats visés	Indicateurs de rendement	Ressources financières 2000-2004	
a) assurer le développement et la mise en œuvre complète d'une programmation qui répond à tous les besoins des élèves dans le domaine culturel, dans le domaine académique, de l'adaptation personnelle et scolaire et des services complémentaires en français afin d'assurer une équivalence au niveau des résultats et du choix de programmes		a) les élèves ont accès à une programmation complète et de qualité	a) taux de réussite élevé chez les élèves	2000-2001	3 633 000 \$
		b) les résultats obtenus par les élèves sont en conformité avec les attentes établies	b) gamme complète de programmes et services offerts en français équivalents à ceux offerts à la majorité anglophone de la province	2000-2002	3 743 000 \$
			c) accroissement et diversification des programmes offerts à tous les élèves	2000-2003	3 855 000 \$
			d) accroissement des inscriptions d'élèves à la DSFM et un taux élevé d'élèves obtenant le diplôme d'études secondaires	2000-2004	3 962 000 \$
			e) les élèves auront accès à une programmation culturelle de qualité		
			f) les élèves ont accès à une phase d'accueil de qualité		
			g) toutes les communautés qui veulent un programme de maternelle à temps plein y ont accès		
			h) les enseignant.e.s ont accès à du matériel pédagogique en français qui répond aux besoins de leurs élèves		

2. COMMUNAUTAIRE

Actions		Résultats visés		Indicateurs de rendement		Ressources financières 2000-2004	
a)	offrir à nos communautés des services, des programmes et des lieux de rassemblement où s'entremêlent l'éducation, la langue, la culture et l'identité de la communauté	a)	l'enfant peut mieux arriver à intégrer l'école avec les bases langagières et cognitives requises pour réussir	a)	il y a un haut taux de participation des parents et des membres de la communauté aux activités préscolaires, scolaires et parascolaires	2000-2001	95 000 \$
		b)	tous les parents sont en mesure d'appuyer le vécu préscolaire et scolaire de leurs enfants			2000-2002	120 000 \$
		c)	la compréhension du français chez les parents est améliorée			2000-2003	145 000 \$
						2000-2004	170 000 \$

3. TRANSPORT DES ÉLÈVES

Actions		Résultats visés	Indicateurs de rendement	Ressources financières 2000-2004	
a)	assurer un système de transport de qualité permettant aux élèves un va et vient d'une durée raisonnable et où ils peuvent communiquer dans leur langue maternelle	a) tous les élèves inscrits ou désirant s'inscrire à la DSFM ont accès au transport par autobus scolaire avec des parcours qui minimisent le montant de temps passé sur les autobus	a) augmentation du nombre d'élèves transportés par autobus scolaire et une diminution du nombre d'élèves transportés par les parents	2000-2001	449 000 \$
				2000-2002	472 000 \$
				2000-2003	495 000 \$
				2000-2004	520 000 \$

4. ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

Actions		Résultats visés	Indicateurs de rendement	Ressources financières 2000-2004	
a)	fournir des installations scolaires requises et assurer l'aménagement des écoles en ce qui a trait à des fonctions et programmes d'une école (gymnase, bibliothèque, laboratoires, etc.)	a) les enseignant.e.s ont accès à des installations leur permettant de livrer les programmes et les écoles ont la liberté d'action et de planification dans la gérance et l'utilisation des espaces	a) tous les élèves ont accès à des gymnases, des bibliothèques, des laboratoires, etc. dans leur communauté	6 000 000 \$	

Note : Ces argents devraient être utilisés pour des projets d'immobilisation qui ne recevraient pas normalement du financement de la CFÉP. Ces projets devraient être identifiés et mis en ordre de priorité par la CSFM.

5. STRUCTURE DE GESTION

Actions		Résultats visés	Indicateurs de rendement	Ressources financières 2000-2004	
a)	assurer une structure de gestion qui permet un fonctionnement structurel politique administratif et financier qui répond à la mission de la DSFM	a) une structure qui permet un projet éducatif communautaire, géré par les parents francophones et qui reflète les intérêts et les valeurs du milieu francophone	a) le plan d'action est mise en vigueur	2000-2001	416 000 \$
				2000-2002	429 000 \$
				2000-2003	441 000 \$
				2000-2004	455 000 \$



Diane Leclercq
10/23/2000 05:47 PM

Envoyé par : Diane Leclercq

Pour : Micheline Guilbeault/HullOttawa/PCH/CA@PCH
cc :

Objet : Entente LOE - DSFM

J'aurais dû t'inclure dans l'envoi. À vous de transmettre ceci à votre représentant des communications.

----- Forwarded by Diane Leclercq/West-Ouest/PCH/CA on 2000-10-23 04:46 PM -----



Diane Leclercq
2000-10-23 04:46 PM

Sent by: Diane Leclercq

To: Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH
cc: Louis Chagnon/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Diane Dorge/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Adrian Wortley/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Marcia Brown/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Nancy Renwick/West-Ouest/PCH/CA@PCH
Subject: Entente LOE - DSFM

Pour donner suite à notre discussion de ce matin... j'ai parlé à Patrick Rey et Annie Cloutier de CKSB. J'ai donné une entrevue à Annie Cloutier. Sa question était concernant la signature de l'entente spéciale pour la gestion scolaire puisqu'elle croyait que l'entente avait déjà été signée. J'ai clarifié qu'en avril dernier, nous avions annoncé une entente en principe mais que la signature d'une entente était conditionnelle à la présentation par la Province du plan d'action révisé de la DSFM en fonction de la somme approuvée (30M\$ fédéral/provincial).

Elle a demandé qu'est-ce qu'on s'attendait dans un plan d'action et je lui ai répondu : des objectifs, des stratégies/mesures précises, des résultats prévus et des indicateurs de rendement.

Elle m'a demandé si toutes les provinces qui avaient signées des ententes devaient présenter des plans d'action détaillés. J'ai répondu que en matière de langues officielles, tant en éducation qu'en promotion des langues officielles, la nouvelle approche était celle de plan d'action.

Elle m'a demandé si une élection venait changée ces conditions. J'ai répondu NON.

Elle m'a ensuite demandé si le gouvernement libéral n'était pas réellu si ça changerait quoi que ce soit. Je lui ai dit que je ne répondrait pas à ce genre de question.

Elle m'a ensuite demandé qu'est-ce que nous proposons faire si nous recevions le plan d'action dans les prochaines semaines... Je lui ai répondu que nous allons le revoir et l'évaluer en vue de conclure une entente dans les plus brefs délais.

Ça s'est terminé là.

lanit

Education and Training



BORDEREAU DE TRANSMISSION PAR TÉLÉCOPIEUR / FACSIMILE TRANSMISSION COVER SHEET

DATE: le 5 sept. 2000cc HINDRE
MEINE

DESTINATAIRE/TO:

Nom/Name:

Louis Chagnon

Bureau/Office:

Patrimoine
canadien

N° de téléphone/Phone N°:

983-0261

N° de télécopieur/Fax N°:

984-5348

EXPÉDITEUR/FROM:

Nom/Name:

Guy Rey

Bureau/Office:

Bureau de l'éducation française
Local 509, 1181 avenue Portage
Winnipeg MB R3G 0T3

N° de téléphone/Phone N°: (204) 945-6928

N° de télécopieur/Fax N°: (204) 948-2994

NOMBRE TOTAL DE PAGES (Y COMPRIS CELLE-CI)/TOTAL NUMBER OF PAGES (INCLUDING THIS ONE)..... 3

L'ORIGINAL À SUIVRE/ORIGINAL TO FOLLOW.....

NON/NO



OUI/YES



COMMENTAIRES/REMARKS:

Tel que demandé.Yvan L...11/09/2000 Micheline
Comme suite à
notre discussion...

La présente communication est destinée à la personne ou au bureau ci-haut mentionné et pourrait contenir des renseignements confidentiels qui font, en vertu de la loi, l'objet d'une dispense en matière de communication. Si vous recevez cette communication par erreur, veuillez téléphoner l'expéditeur ou l'opérateur immédiatement.

This fax transmission is intended for the use of the individual or office noted above, and may contain information that is private, confidential, and exempt from disclosure under law. If you received this transmission in error, please notify the sender or operator immediately by telephone.

09/07/00 THU 03:44 FAX 204 984 5348

C HERITAGE PATRIMOINE C

12049482994 P.02/03

SEP-06-2000 09:15

BUREAU DE L'ED. FRANCAISE

2003

Manitoba

Sous-ministre de l'Éducation
et de la Formation professionnelle

Bureau 182
Palais législatif
Winnipeg (Manitoba) CANADA
R3C 0V8

SEP 01 2000

Madame Yolande Dupuis
Présidente
Division scolaire franco-manitobaine n° 49
Case postale 204
485 chemin Dawson
Lorette MB R0A 0Y0

Madame Dupuis,

Au nom du ministre, j'accuse réception de votre lettre récente accompagnée du document intitulé « La Division scolaire franco-manitobaine et l'éducation française au Manitoba » (novembre 1998) faisant état des consultations tenues dans les diverses communautés scolaires de la Division scolaire franco-manitobaine n° 49 (DSFM). Cette étude fut suivie par la soumission de la DSFM d'une première ébauche de Plan d'action en septembre 1999. En effet, ce premier plan reprenait les conclusions et les montants listés précédemment en novembre 1998. Cependant, tel que discuté à nombre de reprises, ces deux documents ne sont pas conformes au Plan d'action révisé demandé à la DSFM dans le but de finaliser une Entente spéciale Canada-Manitoba sur le développement de la gestion scolaire.

Je vous prie de noter de nouveau que le Canada et le Manitoba ont annoncé le 27 avril 2000, un appui total de l'ordre de 30 millions de dollars, soit 15 millions pour chaque niveau de gouvernement pour les années financières 1999-2000 à 2003-2004.

Pour ce qui est de votre perception que la DSFM a été exclue de toutes discussions entourant une entente renouvelée, je tiens à souligner la participation active de la DSFM tout au cours de ces démarches.

.../2



Our Past. Our Future. Our Celebration.
Notre passé. Notre avenir. Notre Fête.

Mme Yolande Dupuis
page 2

En espérant pouvoir conclure l'Entente proposée dans le but de bien reconnaître les particularités de la DSFM en matière de gestion scolaire, je réitère l'attente que la DSFM devra soumettre un Plan d'action révisé selon les critères et les sommes totales discutées lors de rencontres préalables.

Je vous prie d'agréer, Madame Dupuis, l'expression de mes sentiments
les meilleurs.

Le sous-ministre,

ORIGINAL SIGNED BY

Ben Levin
Éducation et Formation professionnelle

t.c. : Ministre/filière
Sous-ministre/filière
Guy L. Roy/filière

de document : 247788

BEST AVAILABLE COPY**PLAN D'ACTION 2000-2004 DE LA DSFM - version septembre 2000**

Commentaires généraux :

- le plan d'action est un document public donc le vocabulaire choisit doit être clair et concis.
- les résultats exprimés ou les indicateurs de rendement doivent être mesurables et réalistes.
- il va falloir une répartition fédérale et provinciale pour chaque catégorie et un total à la fin du document (basé sur les chiffres déjà fournis par la Province).
- les actions doivent être reliés à des objectifs
- regroupés certains éléments (exemple le communautaire et les services d'appui)
- l'entente spéciale Canada-Manitoba sur les mesures spéciales d'investissement en éducation est pour des mesures spéciales et non du soutien

Préambule

- le préambule doit donner l'état de la situation : nombre d'écoles, les inscriptions, les programmes en place, aperçu des effectifs etc pour qu'on ait une base de comparaison
- dans les 6 points, la DSFM se réfère à "des injustices" ... Recommande que le vocabulaire se réfère plutôt au concept d'égalité - voir le plan précédent (sept. 99) qui n'utilise pas le mot "injustice".

Objectif

- le plan parle de mesures qui ne sont pas en lien direct avec l'unique objectif exprimé... Il faudrait revoir le tout pour qu'il y ait plus d'un objectif - la DSFM proposera probablement trois objectifs.

Développement de programmes et services d'appui

- "mise en oeuvre complète" - le mot "complète" sera éliminé
- "assurer une équivalence" sera modifiée à "une meilleure équivalence"
- des exemples de la programmation proposée seront énumérés sous "actions"
- "une programmation ~~complète~~" - spécifié quelle programmation qui s'applique aux mesures spéciales
- sous indicateurs.. nombre de nouveaux programmes plutôt que "gamme complète"

Communautaire et Structure de gestion (combiné sous le titre communautaire)

- 2e objectif "Établissement d'un projet éducatif communautaire..."
- le communautaire et les services d'appui pour le projet éducatif communautaire (sous structure de gestion) devraient être combinés.
- sous actions (communautaire), ajouter exemples de services et de programmes et activités précises
- sous résultats visés (communautaire) "tous les parents" - enlever le "tous"

- sous indicateurs de rendement (communautaire), ajouter nombre d'événements, taux de services, nombre de services et programmes ... il faut un lien direct avec les actions et les résultats visés.
- sous les actions (structure de gestion), PCH **ne financera pas** sous l'entente spéciale l'action indiquée "assurer une structure de gestion qui permet un fonctionnement structurel politique etc." ceci est une responsabilité provinciale ou LOE.
- sous indicateurs de rendement (structure de gestion), "le plan d'action est mis en vigueur" n'est pas un indicateur

Transport des élèves et établissements scolaires (combiné)

- 3e objectif "Accès"
- sous actions (transport des élèves) ajouter "mesures transitoires" et indiquer les actions tels que "établissement de nouveau parcours" et où
- sous résultats visés (transport des élèves), "tous les élèves" - enlever le "tous"
- sous indicateurs de rendement (transport des élèves), changer "augmentation du nombre d'élèves" à "le nombre d'élèves"
- ajouter d'autres indicateurs tels que "la durée moyenne des trajets"; "le nombre de nouveau trajet créé"
- sous actions (établissements scolaires), donner des exemples d'établissements visés (en 2000-01, la DSFM a déjà entamé certains projets)
- pour les indicateurs (établissements scolaires)... revoir les indicateurs "tous les élèves ont accès...?"
- retirer la note sous établissement scolaires.

Commentaires généraux

Le fédéral attend le plan révisé de la DSFM par l'entremise de la Province

Le plan révisé devra être revu par un Comité national à la DGPAO

BEST AVAILABLE COPY


Hilaire Lemoine
07/28/2000 05:39 PM

Pour : Louis Chagnon/West-Ouest/PCH/CA@PCH
cc : Yvan Déry/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Toupin Lise

Objet : Réf. : Rencontre avec Caldwell le 24 juillet 

Merci pour cette mise à jour.

Hilaire
Louis Chagnon


Louis Chagnon
28/07/2000 15:31

Pour : Diane Leclercq/West-Ouest/PCH/CA@PCH
cc : Hilaire Lemoine/HullOttawa/PCH/CA

Objet : Rencontre avec Caldwell le 24 juillet

Messages à être transmis à la DSFM:

La Province respecte les grandes orientations du Plan d'affaires qui a été soumis mais à titre de document d'orientations stratégiques de la DSFM. Cependant le pPlan n'est pas recevable comme plan d'action pour les activités immédiates. la DSFM devra prioriser. Pour les besoins de l'entente la DSFM devra soumettre un plan d'action qui se chiffre dans les montant disponibles (\$6M).

L'entente spéciale est une entente bi-latérale de financement spécial supplémentaire. La DSFM n'a donc pas droit de regard. **Ceci dit la Province et le Canada ont rencontré la DSFM à maintes reprises pour clarifier le plan d'affaires** (d'orientations stratégiques) et pour garder la DSFM au courant des négociations quant aux montants attendus (calendrier des rencontres et discussions)

L'entente ne peut être signée que lorsque la DSFM aura soumis un plan approprié. Ce plan n'a de liens qu'avec l'entente et ne représente pas tous les besoins de la DSFM.

Au niveau du capital d'immobilisation, la Province ne peut pas aller à l'encontre des décisions la Commission de finances des écoles publiques. L'intention de cette composante au sein de l'entente est de donner un soutien accru pour les immobilisations stratégiques... tels la garderie à l'école Lavallée ou un enrichissement de locaux. Celà dit, de nouveaux projets pourraient être considérés sans pour autant mettre le jugement de la Commission en doute. La composante immobilisation devra refléter la réalité politique et pratique.

Le 750K n'est pas remis en question. C'est de l'argent discrétionnaire.

La formule de financement sera revue prochainement. En attendant un supplément est accordé de façon discrétionnaire.

Le Ministre Caldwell ne rencontrera la DSFM qu'après qu'elle aura soumis un plan d'action qui

identifie les priorités et qui se chiffre dans les \$6M. Il se fera alors un plaisir de discuter des implications du plan soumis.

Prochaines étapes

Guy Roy et Louis Chagnon rencontreront les dirigeants de la DSFM pour refaire le point et retransmettre les messages.

Un calendrier des rencontres à date leur sera soumis.



Louis Chagnon
07/24/2000 11:49 AM

Pour : Hilaire Lemoine/HullOttawa/PCH/CA
cc : Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Micheline Guilbeault/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Bill Balan/West-Ouest/PCH/CA@PCH

Objet : Re: Réf. : Appel de Guy Roy

J'ai rencontré ce matin les Ministres Caldwell et Selinger, leurs assistants, le sous-ministre à l'éducation et Guy Roy au sujet de la DSFM. Nous avons convenu de certains messages qui doivent être réitérés.... rien de bien nouveau.... nous gardons le pas. **Le principal outil qui manque est un plan révisé qui établit les priorités.** La Province veut cependant éviter de jouer trop d'ur et veut éviter une confrontation.

Caldwell ne rencontrera la DSFM qu'après que Guy et moi aurons rencontré la DSFM pour refaire le point sur les attentes découlant de l'entente et que la DSFM aura soumis quelque chose d'acceptable. Cette rencontre aura lieu probablement vers la mi-août sans équipe de travail mais plutôt en tête à tête avec la présidente et Léo Robert.

Hilaire, j'ai eu une discussion seul avec Caldwell et Selinger si tu as le temps de me donner un coup de fil...

Hilaire Lemoine



Hilaire Lemoine
07/21/2000 04:11 PM

To: Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH
cc: Micheline Guilbeault/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Chagnon Louis
Subject: Réf. : Appel de Guy Roy

J'ai parlé à Guy Roy.

Il voulait m'informer de la position de la province par rapport à la demande de la DSFM. D'abord, il trouve l'approche inacceptable et s'apprête à proposer une lettre de son Ministre à la DSFM réitérant l'importance de soumettre un budget à l'intérieur des sommes annoncées publiquement par les 2 gouvernements. Il voulait être assuré que nous partageons cette approche et je lui ai dit que oui: nous n'avons pas d'autres argents à mettre sur la table. Je lui ai aussi dit qu'on avait bien hâte de signer cette entente.

On a parlé aussi du CUSB. Je lui ai dit que nous ne sommes pas intéressés à réouvrir (pour bonifier bien sûr) l'entente spéciale. Il était rassuré car eux n'ont plus ne sont pas intéressés. Toutefois, on a convenu que s'il y avait un projet qui pourrait éventuellement être considéré, ce sera le Centre étudiant. Ils ne sont pas fermés à l'idée mais trouve le projet actuel trop cher. Je lui ai dit que nous avons budgeté environ 1,5M\$ pour ce projet (sans préciser en quelle année!). À la province de nous faire une proposition. Je lui ai faxé la lettre de Gilles Pineau à Paul Ruest du 17 juillet sur la question du Centre étudiant.

Hilaire

Micheline Guilbeault

07-19-2000 11:11 AM

Pour : Louis Chagnon/West-Ouest/PCH/CA, Diane Leclercq/West-Ouest/PCH/CA, Diane
Dorge/West-Ouest/PCH/CA
cc : Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA

Objet : Réf. : Projet (9) - révisé 

Bonjour chers collègues,

Voici mes commentaires quant à l'Entente sur les mesures spéciales.

Peut-être changer le titre pour «Entente spéciale Canada-Manitoba sur les Mesures spéciales d'investissement en éducation» plutôt que «Entente spéciale Canada-Manitoba sur le développement de la gestion scolaire»

À la suite de l'article 3.1, ajouter :

- 3.2 Le Canada et le Manitoba reconnaissent que la contribution du Canada offerte au cours d'un exercice financier donné sera versée à l'appui de mesures qui seront réalisées au cours de l'année scolaire provinciale.
- 3.3 Le Canada et le Manitoba reconnaissent qu'en vertu des mesures provisoires relatives à l'enseignement dans la langue de la minorité et à l'enseignement de la langue seconde pour 1999-2000, une contribution complémentaire fédérale de 3 600 000 \$ a été versée au titre des Mesures spéciales d'investissement en éducation. La présente entente n'entraînera aucune modification rétroactive de cette contribution :

Il faudra évidemment changer la numérotation des articles qui suivent.

Sous article 6 - corriger 5.1 pour 6.1 / même chose sous article 8

Je suis d'accord aussi que l'article 8.2 ne nous concerne pas

ANNEXE 3 - revoir la numérotation sous chacune des rubriques

Pour la clause 4 paiements, j'ai repris ce que nous avons dans l'entente type LOE :

Pour chacun des exercices financiers, les contributions du Canada versées au Manitoba pour la mise en oeuvre du plan d'action de la DSFM prévues à l'article 3.1 de l'Entente spéciale, seront versées de la façon suivante :

- a) un premier paiement représentant environ le quart (25 p. 100) de la contribution du Canada pour le premier exercice sera versé après la signature de la présente entente et l'acceptation par le Canada du plan d'action quinquennal;
- b) pour chaque exercice subséquent, le premier paiement, représentant

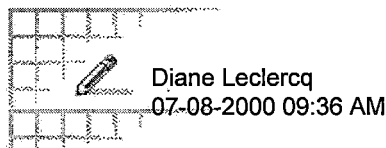
environ le quart (25 p. 100) de la contribution du Canada pour cet exercice, sera versé le ou vers le 30 juin de chaque année à condition que les exigences pour les versements précédents aient été remplies et, au besoin, sous réserve de la réception et de l'acceptation d'un plan d'action mis à jour;

- c) pour chaque exercice de l'entente, le second paiement, représentant environ le quart (25 p. 100) de la contribution du Canada pour cet exercice, sera versé le ou vers le 30 septembre de chaque année;
- d) pour chaque exercice de l'entente, le troisième paiement, représentant environ le quart (25 p. 100) de la contribution du Canada pour cet exercice, sera versé le ou vers le 31 décembre de chaque année sous réserve de la réception et de l'acceptation d'un rapport détaillé des mesures réalisées l'année précédente, sauf la première année de l'entente, et d'un état financier final certifié des dépenses liées à l'exercice précédent, au plus tard le 30 novembre de chaque année;
- e) pour chaque exercice de l'entente, le quatrième et dernier paiement, représentant le solde de la contribution du Canada pour l'exercice, sera versé après la réception et l'acceptation d'un état financier provisoire certifié des dépenses réelles faites au 31 janvier de l'exercice courant et des dépenses prévues jusqu'à la fin de l'année scolaire.

Sous TRANSFERTS - On parle du 1er mars de l'exercice en cours pour faire des transferts de dépenses entre catégories

N'hésitez pas à me téléphoner si vous avez des questions.

Diane Leclercq



Envoyé par : Diane Leclercq

Pour : Micheline Guilbeault/HullOttawa/PCH/CA@PCH
cc : Louis Chagnon/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Diane Dorge/West-Ouest/PCH/CA@PCH

Objet : Projet (9) - révisé

Voici la dernière version de l'entente pour la gestion scolaire (voir plus bas la note de Henri Grimard avec ces annotation - version Microsoft Word). Il faudrait maintenant ajouté une clause qui fait référence à l'année qui est passée (on est dans la deuxième année de l'entente) et Yvan, lors de sa visite au Manitoba, a fait mention qu'il était possible de faire quatre paiements... Est-ce possible de modifier l'annexe3 pour faire 4 paiements? J'aimerais avoir le texte proposé par finance pour cela. Je

recommande que le texte soit revu par les services juridiques et financiers sous peu.

À noter que les objectifs seront en fonction du plan d'action qu'on n'a pas encore reçu et que les fonctionnaires provinciaux n'ont pas encore reçu. La clause 8.2 telle que proposée par la Province n'est plus acceptable à nos yeux vu que ce n'est pas une responsabilité fédérale. Vos commentaires s.v.p.

À noter que tu as fait référence à une version 10 de l'entente. Si tu as une telle copie, s.v.p. la détruire car il y a eu une erreur dans la numérotation des versions à un moment donné. La version ci-bas est la dernière version.

----- Forwarded by Diane Leclercq/West-Ouest/PCH/CA on 07/08/2000 08:28 AM -----



"Grimard, Henri E (EDU)" <HGrimard@edu.gov.mb.ca> on 06/12/2000 10:07:19 AM

To: Diane Leclercq/West-Ouest/PCH/CA@PCH
cc:
Subject: Projet (9) - révisé

Salut!

Ci-joint le projet de texte d'Entente incluant certaines retouches. Bonne lecture!

<<Entente(9).doc>>



- Entente(9).doc

PROJET (9) - révisé le 12 juin 2000

**ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA
SUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA GESTION SCOLAIRE**

*les Mesures spéciales d'investissement
en éducation*

Mai 2000

ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA SUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA GESTION SCOLAIRE

LA PRÉSENTE ENTENTE SPÉCIALE a été conclue en ce (enlever tiret) jour
de 2000.

ENTRE : **LE GOUVERNEMENT DU CANADA**, ci-après appelé le
« Canada », représenté par la ministre du Patrimoine canadien,

ET : **LE GOUVERNEMENT DU MANITOBA**, ci-après appelé le
« Manitoba », représenté par le ministre de l'Éducation et de la
Formation professionnelle du Manitoba,

ATTENDU QUE la Constitution du Canada et plus particulièrement
la Charte canadienne des droits et libertés ainsi que la Loi sur les
langues officielles reconnaissent que le français et l'anglais sont
les langues officielles du Canada et que le Canada reconnaît ses
responsabilités et engagement envers celles-ci;

ATTENDU QUE le Manitoba, étant donné que l'éducation est du
ressort de la province, a le droit de déterminer les objectifs, définir
les contenus et fixer les priorités de ses programmes de français
dans la langue de la minorité et en faire l'évaluation;

ATTENDU QUE l'article 23 de la Charte canadienne des droits et
libertés reconnaît le droit des Canadiens et Canadiennes
appartenant à la minorité de langue française ou de langue
anglaise dans une province de faire instruire leurs enfants dans
leur propre langue là où le nombre le justifie;

ATTENDU QUE la Cour Suprême du Canada a statué que
l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés confère
aux parents appartenant à la minorité linguistique un droit de
gestion et de contrôle à l'égard des établissements d'enseignement
où leurs enfants se font instruire, lorsque le nombre le justifie;

ATTENDU QUE le Manitoba, après une série de consultations
publiques approfondies, a établi une politique globale pour la
gestion des écoles françaises de la province;

ATTENDU QUE l'Assemblée législative du Manitoba a adopté la
Loi modifiant la Loi sur les écoles publiques (Gestion des écoles
françaises) à l'égard de la politique de gestion des écoles
françaises;

ATTENDU QUE la ministre du Patrimoine canadien est chargée, conformément à la Loi sur les langues officielles, d'encourager et d'aider les gouvernements provinciaux et territoriaux à offrir aux membres des communautés minoritaires de langue officielle l'instruction dans leur propre langue;

ATTENDU QUE le Canada et le Manitoba ont antérieurement mis en oeuvre une entente spéciale qui a mené à l'établissement de la gestion scolaire francophone au Manitoba;

ATTENDU QUE le Canada a approuvé une nouvelle série de mesures spéciales destinées à investir davantage dans la qualité des programmes d'enseignement dans la langue de la minorité, à consolider le réseau d'institutions post-secondaires et à promouvoir l'apprentissage de la langue seconde;

ET ATTENDU QUE le Manitoba a approuvé une série de mesures spéciales destinées à améliorer la qualité des programmes d'enseignement dans la langue de la minorité.

EN CONSÉQUENCE, la présente Entente spéciale atteste que les parties aux présentes conviennent de ce qui suit :

1. OBJET DE L'ENTENTE SPÉCIALE

- 1.1 La présente Entente spéciale a pour objet d'établir un cadre de collaboration entre le Canada et le Manitoba en vue d'améliorer la qualité des programmes d'enseignement dans la langue de la minorité, conformément au Plan d'action de la Division scolaire franco-manitobaine n° 49 (DSFM) figurant à l'Annexe 1.

2. OBJET DE LA CONTRIBUTION

- 2.1 Le Manitoba désire obtenir une contribution du Canada pour appuyer les dépenses supplémentaires encourues par la DSFM pour réaliser les objectifs en matière de gestion des écoles françaises décrits dans son Plan d'action, notamment :

[en fonction du Plan d'action – exemples:]

- i) Améliorer les programmes destinés spécifiquement à l'enseignement en français langue première, y compris l'acquisition ou l'élaboration de matériel pédagogique et de référence, ainsi que l'amélioration de programmes et d'activités culturels;
- ii) Mettre en oeuvre le programme d'accueil destiné à améliorer les compétences linguistiques des élèves qui ne satisfont pas aux exigences en matière de langue du programme français;

[en fonction du Plan d'action]

iii)

- 2.2 Le Plan d'action de la DSFM qui figure à l'Annexe 1 comprend une description plus détaillée des activités à entreprendre, des résultats visés et des indicateurs de rendement ainsi qu'une ventilation proposée de la contribution du Canada et de celle du Manitoba.

3. MONTANT MAXIMUM DE LA CONTRIBUTION

- 3.1 Sous réserve de l'affectation des crédits par le Parlement, du maintien des niveaux budgétaires courants et prévus du Programme des langues officielles dans l'enseignement et des modalités et conditions de la présente Entente spéciale, le Canada s'engage à contribuer aux dépenses admissibles faites par le Manitoba à travers la DSFM pour la mise en oeuvre du Plan d'action de la DSFM aux fins décrites à la clause 2, le moindre de 15 millions de dollars (15 000 000 \$) ou 50 p. 100 du total des dépenses admissibles faites par le Manitoba à travers la DSFM, prévu à être réparti comme suit :

Année financière

1999-2000 :	3 600 000 \$
2000-2001 :	3 300 000 \$
2001-2002 :	3 000 000 \$
2002-2003 :	2 700 000 \$
2003-2004 :	2 400 000 \$

- 3.2 Sous réserve de l'affectation des crédits par l'Assemblée législative du Manitoba et du maintien des niveaux budgétaires courants et prévus du ministère de l'Éducation et de la Formation professionnelle, le Manitoba s'engage à contribuer aux dépenses admissibles faites par la DSFM (qui figurent à l'annexe 2) aux fins décrites à la clause 2 et, en vertu du Plan d'action approuvé (décrit à l'annexe 1), selon l'échéancier suivant :

Année financière

1999-2000 :	1 000 000 \$
2000-2001 :	1 900 000 \$
2001-2002 :	3 000 000 \$
2002-2003 :	4 000 000 \$
2003-2004 :	5 100 000 \$

- 3.3 L'aide financière prévue par la province du Manitoba, en vertu de l'article 3.2, est en sus des fonds normalement octroyés dans le cadre du Programme de financement des écoles et en sus des augmentations régulières s'y rattachant.

- 3.4 La contribution prévue doit également être en sus des contributions du Canada et du Manitoba en vertu d'une Entente bilatérale sur les langues officielles dans l'enseignement ou de toute autre entente semblable entre le Canada et le Manitoba au titre de l'enseignement en français.
- 3.5 Les modalités et conditions administratives régissant le paiement de la contribution du Canada sous l'Entente spéciale se trouvent à l'Annexe 3 de la présente Entente spéciale.

4. BUDGET ET ACTIVITÉS APPROUVÉS

- 4.1 Le Manitoba convient que les contributions mentionnées à la clause 3 s'appliquent uniquement aux activités décrites dans le Plan d'action de la DSFM (Annexe 1) selon la ventilation budgétaire fédérale-provinciale (Annexe 2) de la présente Entente spéciale.

5. MENTION DU CONCOURS DE L'ÉTAT

- 5.1 Le Manitoba s'assurera que la contribution du Canada et celle du Manitoba soient clairement identifiées dans les rapports annuels de la DSFM et dans tout programme de promotion ou de publicité que la DSFM pourrait entreprendre concernant les activités financées dans le cadre de la présente Entente spéciale.
- 5.2 Le Manitoba, dans ses activités de promotion ou de publicité relatives à la présente Entente spéciale, doit faire mention de la participation du ministère du Patrimoine canadien d'une manière à refléter la contribution financière du Canada.

6. DURÉE

- 5.1 La présente Entente spéciale lie le Manitoba et le Canada pour la période commençant le 1^{er} avril 1999 et se terminant le 31 mars 2004 (enlever espace), et toutes les contributions devant être versées par le Canada en conformité avec les présentes dispositions ne visent que les activités réalisées et les dépenses faites par (enlever espace) le Manitoba au cours de ladite période en fonction du Plan d'action de la DSFM.

7. MODIFICATION

- 7.1 Les parties peuvent, d'un commun accord écrit, modifier la présente Entente spéciale ou y mettre fin pendant la durée de celle-ci.

8. ÉVALUATION

- 7.1 Chaque année, les parties se rencontreront pour faire le point sur l'Entente spéciale et discuter des résultats des activités menées dans le

cadre de celle-ci. Elles pourront convenir d'inviter les représentants de la DSFM à participer à cette rencontre.

7.2 Les parties conviennent qu'une évaluation formelle de la structure financière de la DSFM sera conduite au court de la présente Entente spéciale. (afin de revoir le financement à long terme de la DSFM.)

8.3 Le Manitoba convient de fournir au Canada un rapport sur l'évaluation des activités réalisées avec l'appui financier du Canada, dans les six mois suivant l'expiration de la présente Entente spéciale.

9. CONSULTATIONS

9.1 Le Manitoba se propose de consulter en particulier la commission scolaire francophone, dont les membres sont élus, et les groupes et associations intéressés relativement aux programmes éducatifs prévus par la présente entente spéciale. Le Canada, dans son champ de compétence, se propose de consulter les associations et les groupes intéressés quant aux programmes mis en place en vertu de la présente Entente spéciale.

10. PARTENARIAT

10.1 Les parties reconnaissent que la présente Entente spéciale ne constitue pas une association en vue de former une société ou une co-entreprise, ni ne crée de relation de mandataires entre le Canada et le Manitoba.

11. ANNEXES

11.1 Les annexes ci-jointes font partie intégrante de la présente Entente spéciale :

Annexe 1 - Plan d'action de la DSFM;

Annexe 2 - Ventilation budgétaire fédérale-provinciale;

Annexe 3 - Modalités administratives.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé la présente Entente spéciale à la date inscrite à la première page.

GOUVERNEMENT DU CANADA

GOUVERNEMENT DU MANITOBA

Ministre du Patrimoine canadien

Ministre de l'Éducation et de la
Formation professionnelle

EN PRÉSENCE DE :

EN PRÉSENCE DE :

Témoin

Témoin

ANNEXE 1

PLAN D'ACTION DE LA DSFM

ANNEXE 2

VENTILATION BUDGÉTAIRE FÉDÉRALE-PROVINCIALE

ANNEXE 3

ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA SUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA GESTION SCOLAIRE

MODALITÉS ET CONDITIONS ADMINISTRATIVES

1. PAIEMENT

- 1.1 Pour chacun des exercices financiers, le Canada s'engage à verser au Manitoba la contribution mentionnée à la clause 3 de la présente Entente spéciale de la façon suivante :
- a) pour le premier exercice financier, un premier paiement représentant environ la moitié (50 p. 100) de la contribution du Canada, après signature de la présente Entente spéciale;
 - b) pour chaque exercice subséquent, le premier versement représentant environ la moitié (50 p. 100) de la contribution du Canada pour cet exercice sera fait sous réserve de l'acceptation d'un rapport d'activités détaillé au sujet des progrès accomplis en vue de la réalisation des objectifs du Plan d'action pour l'exercice précédent et au besoin, d'un Plan d'action mis à jour, à condition que les versements précédents aient été remplis;
 - c) pour chaque exercice de l'Entente, le second paiement n'excédant pas le solde de la contribution du Canada pour cet exercice financier, sera versé après la réception et l'acceptation :
 - (i) d'un état financier final certifié relatif à la contribution du Canada au Manitoba pour l'exercice précédent, s'il y a lieu;
 - (ii) d'un état financier provisoire certifié démontrant les dépenses réelles faites par le Manitoba durant la période se terminant le 31 janvier de l'exercice courant et les dépenses prévues au 31 mars de ce même exercice.
- 2.1 En plus des rapports annuels mentionnés à la clause 1.1 de la présente Annexe, le Manitoba devra soumettre au Canada, d'ici le 31 décembre 2004, un rapport final détaillant l'état des réalisations du Plan d'action de la DSFM.
- 2.2 En plus des états financiers mentionnés à la clause 1.1 de la présente Annexe, un état financier final certifié, démontrant les dépenses réelles faites par le Manitoba durant l'exercice financier se terminant le 31 mars

2004 devra être présenté au Canada au plus tard neuf mois après la fin de cet exercice financier, soit le 31 décembre 2004.

- 2.3 Les montants à payer par le Canada au Manitoba conformément à la présente Entente spéciale seront effectués dans un délai approximatif de trente (30) jours ouvrables suivant la réception des documents mentionnés à la clause 1.1 de la présente Annexe, à la condition que les renseignements présentés dans lesdits documents soient conformes aux modalités de la présente Entente spéciale et que le Manitoba ait donné suite aux questions soulevées par le Canada, le cas échéant.

2. TRANSFERTS

- 2.1 Le Manitoba pourra transférer des fonds entre les objectifs du Plan d'action avec l'autorisation écrite du Canada. Le Manitoba devra présenter une demande en ce sens avant le 1^{er} mars de l'exercice financier visé. (en cours ou suivant? Quel est le sens de cette clause?)

3. ÉTATS FINANCIERS CERTIFIÉS

- 3.1 Aux fins de la présente Entente spéciale, (enlever espace) le Manitoba (enlever espace) présentera des états financiers au Canada une fois que ceux-ci auront été certifiés par un agent principal de programme et par un agent principal des finances, lesquels auront été dûment autorisés par le Manitoba et agréés par le Canada.
- 3.2 Aux fins de la présente Entente spéciale, les états financiers mentionnés à la clause 1 de la présente Annexe, sont des états détaillés de toutes les dépenses faites par le Manitoba à l'égard des activités financées dans le cadre de la présente Entente spéciale. Ces états financiers seront présentés de façon conforme au budget du Plan d'action approuvé.
- 3.3 Les rapports d'activités mentionnés à la clause 1 de la présente Annexe doivent contenir une description détaillée des activités mentionnées dans le Plan d'action approuvé de la DSFM (Annexe 1).

4. PAIEMENT EXCÉDENTAIRE

- 3.1 Si les paiements versés au Manitoba, conformément à la présente Entente spéciale, dépassent les montants auxquels le Manitoba a droit, la somme excédentaire devra être remise au Canada. Si la somme excédentaire n'a pas été remise, le Canada pourra déduire un montant équivalent à ses contributions ultérieures au Manitoba.

5. VÉRIFICATION FINANCIÈRE

- 5.1 Le Canada se réserve le droit de vérifier ou de faire vérifier les comptes et registres du Manitoba relatifs aux dispositions de la présente Entente spéciale afin de s'assurer du respect de ces dispositions, et le Manitoba accepte de mettre à la disposition des vérificateurs tout registre, document ou renseignement dont ceux-ci pourraient avoir besoin. La portée et l'étendue des vérifications financières, et le moment choisi pour les entreprendre, seront fixés par le Canada et, le cas échéant, ces vérifications pourront être menées par des fonctionnaires du ministère du Patrimoine canadien ou par leurs agents.
- 5.2 Le Canada accepte d'informer le Manitoba des résultats de toute vérification financière et de verser à la Province, le plus tôt possible après la vérification, toute somme d'argent qu'il pourrait lui devoir. Le Manitoba accepte de verser au Canada, sur la foi des résultats de la vérification financière, toute somme d'argent qu'il pourrait lui devoir.

Lise Toupin

07-13-2000 01:34 PM

Pour : Louis Chagnon/West-Ouest/PCH/CA@PCH
cc : Hilaire Lemoine/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Micheline Guilbeault/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Yvan Déry/HullOttawa/PCH/CA@PCH

Objet : Réf. : DSFM 

Quelle histoire!!!! À suivre bien sûr!

Merci pour cette info et à bientôt!
Louis Chagnon

Louis Chagnon

07-13-2000 10:17 AM

Pour : Hilaire Lemoine/HullOttawa/PCH/CA
cc : Toupin

Objet : DSFM

Hilaire,

Guy Roy m'a avisé ce matin que la DSFM a resoumis le plan d'affaire de \$130M qu'ils avaient soumis auparavant. La lettre couverture demande une rencontre avec le Ministre Caldwell qui se dit déçu de leur approche. La DSFM veut négocier la composante immobilisation. Guy m'a indiqué que le sous-ministre est très offusqué. Guy n'a aucune idée de l'approche politique que la province voudra suivre à ce stage-ci. Je n'ai pu rejoindre M. Sellinger ce matin.

Je vous garde au courant des démarches que la province entend suivre aussitôt que celle-ci se prononcera.

attends toujours
P.A - 15 m²



Division scolaire franco-manitobaine n° 49
« Apprendre et grandir ensemble »

PLAN D'AFFAIRES - 1999-2004

SEPTEMBRE 1999

PRÉAMBULE

Le mandat de la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) trouve ses racines dans l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés de 1982. Des jugements de la Cour suprême du Canada, les jugements Mahé et le Renvoi manitobain, en ont précisé les dimensions et formulé la vision. La responsabilité provinciale s'articule dans l'article 21 de la loi manitobaine de 1993.

En vertu de l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés et de la jurisprudence, les enfants francophones du Canada ont droit à l'égalité des résultats en éducation. Cette égalité exige :

1. l'accès à l'enseignement dans sa langue officielle;
2. des établissements distincts de ceux de la majorité;
3. une programmation scolaire établie par la minorité;
4. le contrôle et la gestion de ses établissements et de la programmation par les parents;
5. la réparation des torts du passé par des moyens créatifs et appropriés;
6. un financement adéquat assurant le plein exercice de ces droits.

L'école française est donc appelée à jouer un rôle qui dépasse largement ce qu'il est généralement convenu d'un système scolaire.

OBJECTIFS

- Assurer une formation de qualité à sa population estudiantine francophone du Manitoba en promouvant le développement de personnes autonomes, épanouies, compétentes, sûres de leur identité, fières de leur langue et de leur culture.
- Établir un projet éducatif communautaire, géré par les parents francophones du Manitoba, et qui reflète les intérêts et les valeurs du milieu franco-manitobain.
- Établir un programme français dans toutes les communautés qui rencontrent les critères de la Charte canadienne des droits et libertés.

REGROUPEMENT D'ACTIVITÉS

1. Programmes et services
2. Communautaire
3. Transport des élèves
4. Établissements scolaires
5. Structure de gestion



DIVISION SCOLAIRE FRANCO-MANITOBAINE N° 49

OBJECTIFS

- Assurer une formation de qualité à sa population estudiantine francophone du Manitoba en promouvant le développement de personnes autonomes, épanouies, compétentes, sûres de leur identité, fières de leur langue et de leur culture.
- Établir un projet éducatif communautaire, géré par les parents francophones du Manitoba, et qui reflète les intérêts et les valeurs du milieu franco-manitobain.
- Établir des programmes français dans toutes les communautés qui rencontrent les critères de la Charte canadienne des droits et libertés.

1. PROGRAMMES ET SERVICES

1.1 MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES D'ÉTUDES

Stratégies		Résultats attendus	Indices de réussites	Ressources financières nécessaires
a)	assurer le développement et la mise en œuvre complète d'une programmation qui répond à tous les besoins des élèves et qui assure une équivalence au niveau des résultats et du choix de programmes	a) les élèves ont accès à une programmation complète et de qualité b) les résultats obtenus par les élèves sont en conformité avec les attentes provinciales c) les inscriptions scolaires à la DSFM augmentent	a) obtention de meilleurs résultats dans les épreuves provinciales, nationales et internationales b) accroissement et diversification des programmes offerts à tous les niveaux c) satisfaction accrue des parents et des élèves en ce qui concerne les ressources et les services éducationnels d) accroissement des inscriptions d'élèves à la DSFM et un taux plus élevé d'élèves obtenant le diplôme d'études secondaires e) transition avec succès des élèves à l'éducation post-secondaire ou au marché du travail	ACTUELLES 18 336 001 \$ ADDITIONNELLES initiales – 40 000 \$ annuelles – 3 944 250 \$

1.2 SERVICES AUX ÉLÈVES

Stratégies	Résultats attendus	Indices de réussites	Ressources financières nécessaires
<p>a) assurer le développement, la mise en œuvre et la coordination d'une gamme complète de programmes et services dans le domaine de l'adaptation personnelle et scolaire et des services complémentaires en français, pour tous les élèves de la DSFM</p> <p>b) assurer le dépistage et l'intervention éducative modifiée ou adaptée auprès des élèves à risque ou ayant des besoins spéciaux</p> <p>c) assurer une allocation accrue de personnel spécialisé pour répondre en français aux besoins des élèves et des écoles</p> <p>d) assurer pour chacune des écoles une programmation en jeune enfance qui met l'accent sur le développement langagier et la littéracie</p> <p>e) assurer l'allocation nécessaire de cliniciens pour répondre aux besoins éducatifs, psychosociaux et langagiers des élèves</p>	<p>a) la disponibilité de programmes et services éducatifs spécialisés qui conviennent aux élèves de langue française</p> <p>b) la prestation efficace de services et programmes, en français, en conformité avec les attentes provinciales et celles des parents</p> <p>c) la réussite scolaire et personnelle maximale pour tous les élèves à risque et en besoin</p> <p>d) un développement langagier et de la littéracie qui préparent mieux les élèves au succès scolaire</p>	<p>a) gamme complète de programmes et services offerts en français équitables « relativement » à ceux offerts à la majorité anglophone de la province</p> <p>b) taux de réussite plus élevé chez les élèves à risque et en besoin</p> <p>c) rendement scolaire accru chez les élèves à risque de faillite en lecture et écriture</p> <p>d) satisfaction accrue des parents d'enfants en besoin</p>	<p>ACTUELLES 3 904 433 \$</p> <p>ADDITIONNELLES initiales – 500 000 \$ annuelles – 3 538 800 \$</p>

1.3 PROGRAMMATION CULTURELLE

Stratégies	Résultats attendus	Indices de réussites	Ressources financières nécessaires
<p>a) développer et mettre en œuvre une programmation culturelle visant l'éveil, l'identification et l'engagement des élèves envers la francophonie manitobaine</p> <p>b) assurer une allocation accrue de personnel nécessaire pour répondre aux besoins</p> <p>c) assurer la disponibilité des matériaux requis</p>	<p>a) les élèves ont accès à une programmation culturelle de qualité</p> <p>b) les élèves acquièrent des connaissances sur la communauté franco-manitobaine; ils développent un sens d'appartenance à celle-ci; ils investissent dans leur milieu en faisant bénéficier leurs communautés de leurs habiletés et de leurs compétences</p>	<p>a) démonstration chez les élèves d'un sens d'appartenance et d'un engagement envers la communauté franco-manitobaine</p> <p>b) accroissement et diversification des activités culturelles dans les écoles</p> <p>c) satisfaction accrue des parents et des élèves en ce qui concerne la programmation culturelle</p>	<p>ACTUELLES 91 960 \$</p> <p>ADDITIONNELLES initiales – 350 000 \$ annuelles – 693 500 \$</p>

1.4 PHASE D'ACCUEIL

Stratégies	Résultats attendus	Indices de réussites	Ressources financières nécessaires
<p>a) assurer le développement et la mise en œuvre complète d'un programme d'accueil qui facilitera l'intégration en salle de classe régulière de l'élève qui ne rencontre pas les exigences linguistiques du programme français</p> <p>b) mettre sur pied un programme d'information et de sensibilisation à l'intention des parents d'enfants en Phase d'accueil</p> <p>c) assurer l'allocation suffisante de personnel pour mettre en œuvre toutes les dimensions de la Phase d'accueil</p> <p>d) assurer la formation et le perfectionnement de tout le personnel affecté à la Phase d'accueil et développer les matériaux pertinents requis pour assurer le succès du programme</p> <p>e) assurer la construction et/ou la disponibilité des locaux requis et leur aménagement</p>	<p>a) l'intégration en salle de classe réussie pour l'élève qui ne rencontre pas les exigences linguistiques du programme français</p> <p>b) la sensibilisation des parents à l'éducation française et leur rôle vis-à-vis l'éducation de leur enfant</p> <p>c) un plus grand nombre de parents ayant droit vont inscrire leurs enfants aux écoles de la DSFM</p> <p>d) un engagement accru des parents vis-à-vis la mission linguistique de la DSFM</p> <p>e) les installations et les matériaux requis sont en place</p>	<p>a) l'intégration en salle de classe plus assurée et mieux réussie pour l'élève inscrit en Phase d'accueil</p> <p>b) un partenariat accru avec les parents ayants droit de la communauté</p> <p>c) une hausse dans les inscriptions d'élèves ayants droit</p> <p>d) une utilisation accrue du français au foyer</p>	<p>ACTUELLES 842 990 \$</p> <p>ADDITIONNELLES initiales – 77 000 \$ annuelles – 882 000 \$</p>

1.5 ÉTUDES PROFESSIONNELLES ET TECHNOLOGIQUES

Stratégies	Résultats attendus	Indices de réussites	Ressources financières nécessaires
<p>a) assurer le développement et la mise en œuvre des cours et programmes dans le domaine des études professionnelles et technologiques</p> <p>b) assurer l'allocation du personnel nécessaire pour répondre aux besoins</p> <p>c) assurer la disponibilité des installations, des équipements et des matériaux requis</p>	<p>a) les élèves ont accès à des cours et des programmes dans le domaine des études professionnelles et technologiques qui répondent à leurs besoins, équivalents à ceux offerts à la majorité anglophones de la province et qui permet les résultats équivalents à ceux obtenus par la majorité anglophone</p> <p>b) les installations, les équipements et les matériaux requis sont en place</p>	<p>a) accroissement et diversification des cours et des programmes offerts</p> <p>b) satisfaction accrue des parents et des élèves en ce qui concerne les études professionnelles et technologiques</p> <p>c) diminution du nombre d'élèves qui quittent la DSFM pour suivre ailleurs des cours dans ce domaine</p> <p>d) transition avec succès des élèves à l'éducation post-secondaire ou au marché du travail</p>	<p>ACTUELLES 414 465 \$</p> <p>ADDITIONNELLES initiales – 2 100 000 \$ annuelles – 782 000 \$</p>

1.6 MATERNELLE TEMPS PLEIN

Stratégies	Résultats attendus	Indices de réussites	Ressources financières nécessaires
a) établir le programme de maternelle temps plein dans chacune des écoles de la DSFM b) assurer les allocations de personnel requis pour la réalisation du programme c) assurer la construction et/ou la disponibilité des locaux requis et leur aménagement d) assurer la formation et le perfectionnement professionnel du personnel ainsi que la disponibilité de matériel pédagogique de qualité	a) le développement langagier et de la littéracie de nos élèves en jeune enfance est accru leur permettant d'intégrer pleinement le système scolaire dès la 1 ^{re} année b) le développement de moyens privilégiés pour contrer les effets de l'assimilation et pour offrir à tous les ayants droit l'espoir d'intégrer avec succès leurs enfants à l'école française	a) meilleur rendement aux niveaux langagiers et de la littéracie b) plus grande autonomie chez l'élève et plus de confiance comme apprenant c) intégration mieux réussie de l'élève en première année d) satisfaction plus grande des parents vis-à-vis les progrès de leurs enfants	ACTUELLES 206 826 \$ ADDITIONNELLES initiales – 192 000 \$ annuelles – 643 000 \$

1.7 TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Stratégies	Résultats attendus	Indices de réussites	Ressources financières nécessaires
a) assurer l'intégration des technologies de l'information dans l'enseignement et l'apprentissage ainsi que dans la gestion de la division scolaire et des écoles b) assurer l'allocation du personnel nécessaire pour répondre aux besoins c) assurer la disponibilité des équipements et du matériel pédagogique requis pour répondre aux besoins de tous les élèves y compris ceux des élèves talentueux en technologie	a) les élèves, les membres du personnel et les élu.e.s ont un accès aux technologies de l'information qui répondent à leurs besoins	a) atteinte des rapports ordinateurs-élèves et ordinateurs-enseignants tels que définis par le <i>Council on Learning Technologies</i> du Manitoba b) accroissement des connaissances et des habiletés en informatique chez les élèves et chez les membres du personnel c) satisfaction accrue des parents, des élèves et des enseignant.e.s en ce qui concerne la disponibilité des équipements et du matériel pédagogique en informatique d) accroissement de l'utilisation des technologies de l'information par tous les intervenant.e.s	ACTUELLES 587 912 \$ ADDITIONNELLES initiales – 1 430 000 \$ annuelles – 888 000 \$

1.8 ENSEIGNEMENT À DISTANCE

Stratégies	Résultats attendus	Indices de réussites	Ressources financières nécessaires
a) développer et mettre en œuvre un éventail de cours à distance pour offrir un plus grand choix aux élèves des écoles secondaires	a) les élèves des écoles secondaires ont accès à des cours à distance qui répondent à leurs besoins	a) accroissement et diversification des cours disponibles aux élèves du secondaire	ACTUELLES 67 000 \$
b) assurer l'allocation du personnel nécessaire pour répondre aux besoins	b) un plus grand nombre d'élèves du secondaire s'inscrivent à la DSFM	b) satisfaction accrue des parents et des élèves en ce qui concerne le choix de cours au secondaire	ADDITIONNELLES initiales – 2 023 000 \$
c) assurer la disponibilité des équipements et du matériel pédagogique requis		c) accroissement des inscriptions d'élèves du secondaire à la DSFM	annuelles – 591 400 \$

1.9 CENTRE DE RESSOURCES

Stratégies	Résultats attendus	Indices de réussites	Ressources financières nécessaires
a) établir un centre de ressources divisionnaire afin de répondre aux besoins de la division dans les domaines du matériel pédagogique et du perfectionnement professionnel	a) la mise sur pied d'un centre de ressources divisionnaire	a) accroissement et diversification du matériel pédagogique disponible pour l'enseignement et pour l'apprentissage	ACTUELLES 0 \$
b) produire du matériel pédagogique en français	b) les enseignants ont accès à du matériel pédagogique qui répond aux besoins de leurs élèves	b) circulation améliorée du matériel pédagogique entre les écoles de la DSFM	ADDITIONNELLES initiales – 805 000 \$
	c) les membres du personnel ont accès à des activités de perfectionnement professionnel qui répondent à leurs besoins	c) production accrue de matériel pédagogique par le personnel de la DSFM	annuelles – 675 000 \$
		d) accès amélioré aux activités de perfectionnement professionnel pour les membres du personnel	

2. COMMUNAUTAIRE

2.1 PRÉSCOLAIRE

Stratégies	Résultats attendus	Indices de réussites	Ressources financières nécessaires
a) établir des services de garderie et de prématernelle pour chaque école de la DSFM	a) l'enfant peut mieux arriver à intégrer l'école en possession avec les bases langagières et cognitives requises pour réussir	a) les résultats obtenus par les élèves sont en conformité avec les attentes provinciales	ACTUELLES 20 000 \$
b) assurer la construction et/ou la disponibilité des locaux requis et leur aménagement	b) taux de réussite élevé durant les années du primaire	b) obtention de meilleurs résultats dans les épreuves provinciales et nationales	ADDITIONNELLES initiales – 1 050 000 \$
	c) des locaux disponibles dans chacune des écoles	c) amélioration progressive sur une période de cinq ans	annuelles – 45 000 \$
		d) augmentation des inscriptions à la DSFM	

2.2 ÉCOLE COMMUNAUTAIRE

Stratégies	Résultats attendus	Indices de réussites	Ressources financières nécessaires
a) offrir à nos communautés des lieux de rassemblement où s'entremêlent l'éducation, la langue, la culture et l'identité de la communauté b) assurer la construction et/ou la disponibilité des locaux requis et leur aménagement	a) partage maximal et harmonieux des équipements sportifs, technologiques et autres entre l'école et la communauté b) l'offre de l'éducation permanente à nos communautés, sur place ou par enseignement à distance c) les installations, les équipements et les matériaux requis sont en place	a) accroissement et diversification des programmes d'éducation permanente et communautaire b) partage équitable des ressources et des coûts de prestation des services éducationnels	ACTUELLES 0 \$ ADDITIONNELLES initiales – 6 005 000 \$ annuelles – 774 000 \$

2.3 REFRANCISATION DES PARENTS

Stratégies	Résultats attendus	Indices de réussites	Ressources financières nécessaires
a) offrir des cours de français aux parents b) développer une trousse de moyens pratiques d'apprentissage du français à l'endroit des parents c) mettre sur pied une banque de vidéos, livres, magazines, etc.... français appropriés et disponibles pour les parents	a) les cours de français sont disponibles à tous les résidents «ayants droit» du Manitoba b) tous les parents sont en mesure d'appuyer le vécu scolaire de leurs enfants c) la compréhension du français chez les parents est améliorée	a) les parents manifestent un intérêt aux activités scolaires et parascolaires de leurs enfants b) les communications entre l'école et les parents se font uniquement en français	ACTUELLES 0 \$ ADDITIONNELLES initiales – 2 000 \$ annuelles 146 000 \$

2.4 PROMOTION ET RECRUTEMENT

Stratégies	Résultats attendus	Indices de réussites	Ressources financières nécessaires
a) offrir une programmation compétitive et de qualité équivalente, comparable aux programmes d'anglais et d'immersion b) élaborer et mettre en œuvre un plan de promotion c) établir et mettre en œuvre un plan de recrutement d) identifier tous les ayants droit ainsi que leur lieu de résidence	a) la DSFM est mieux connue de tous les résidents manitobains b) les distinctions entre l'école française et l'école d'immersion sont mieux connues c) le mandat, les services et les programmes de la DSFM sont mieux reconnus d) augmentation des effectifs ayants droit inscrits dans nos écoles	a) augmentation des inscriptions d'élèves de la DSFM b) satisfaction accrue des parents en ce qui concerne les ressources et les services éducationnels fournis aux élèves de langue française	ACTUELLES 97 500 \$ ADDITIONNELLES initiales – 474 000 \$ annuelles – 317 000 \$

3. TRANSPORT DES ÉLÈVES

Stratégies	Résultats attendus	Indices de réussites	Ressources financières nécessaires
<p>a) assurer un système de transport de qualité supérieure et informatisé permettant aux élèves un va et vient d'une durée raisonnable et où ils peuvent communiquer dans leur langue maternelle</p> <p>b) Accorder aux écoles les allocations nécessaires pour assurer un nombre équitable de sorties académiques, culturelles et sportives</p> <p>c) assurer la traduction et la production de matériel d'information et de formation en français relatif au transport scolaire</p>	<p>a) tous les élèves inscrits ou désirant s'inscrire à la DSFM ont accès au transport par autobus scolaire avec des parcours qui minimisent le montant de temps passé sur les autobus</p> <p>b) la Division scolaire participe activement à l'établissement des critères d'embauche du personnel</p> <p>c) tous les élèves des écoles françaises, peu importe leur location géographique, ont accès à des sorties académiques, culturelles et sportives</p> <p>d) les élèves et le personnel ont accès à du matériel d'information et de formation en français</p>	<p>a) nombre accru d'ayants droit sont inscrits à l'école française au lieu de l'école d'immersion du village ou du quartier</p> <p>b) niveau accru de satisfaction des parents</p> <p>c) tous les conducteurs d'autobus peuvent communiquer en français avec les élèves</p> <p>d) le nombre de sorties académiques, culturelles et sportives n'est pas limité pour les écoles par des contraintes financières</p> <p>e) des trousseaux en français pour les enseignant.e.s et les élèves sont utilisés en classe.</p>	<p>ACTUELLES 2 206 555 \$</p> <p>ADDITIONNELLES initiales - 130 000 \$ annuelles - 1 537 000 \$</p>

4. ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

Stratégies	Résultats attendus	Indices de réussites	Ressources financières nécessaires
<p>a) fournir des installations scolaires adéquates et en assurer l'entretien</p> <p>b) améliorer les installations scolaires pour assurer une égalité dans l'aménagement des écoles en ce qui a trait à des fonctions et programmes d'une école (gymnase, bibliothèque, laboratoires, etc.)</p> <p>c) réaménager les édifices partagés pour permettre le fonctionnement autonome de l'école française</p> <p>d) effectuer les rénovations majeures requises pour rencontrer les normes provinciales et la programmation spécifique à la DSFM</p>	<p>a) les élèves inscrits et/ou désireux de s'inscrire à l'école française ont un plus grand accès à l'éducation en langue française aux niveaux élémentaire et secondaire dans leur communauté</p> <p>b) les enseignant.e.s ont accès à des installations leur permettant de livrer les programmes</p> <p>c) les écoles ont la liberté d'action et de planification dans la gérance et l'utilisation des espaces</p> <p>d) les édifices sont compatibles avec les activités normales d'un établissement scolaire (hygiène, sécurité, accessibilité pour tous)</p>	<p>a) accroissement des inscriptions d'élèves dans la Division scolaire franco-manitobaine</p> <p>b) tous les élèves peuvent utiliser des gymnases, des bibliothèques, des laboratoires, etc.</p> <p>c) l'autonomie de l'administration et de la vie scolaire de l'école française n'est plus limitée</p> <p>d) utilisation accrue des écoles par les communautés</p> <p>e) tous les établissements scolaires sont accessibles aux personnes ayant un handicap</p> <p>f) les normes reliées à l'hygiène et la sécurité sont rencontrées</p>	<p>ACTUELLES 3 242 585 \$</p> <p>ADDITIONNELLES initiales - 27 315 000 \$ annuelles - 345 000 \$</p>

BEST AVAILABLE COPY

5. STRUCTURE DE GESTION

Stratégies	Résultats attendus	Indices de réussites	Ressources financières nécessaires
a) analyser et réviser le fonctionnement structurel, politique, administratif et financier	a) la DSFM administre de façon plus efficace ses établissements et programmes sur son vaste territoire géographique	a) satisfaction accrue des élu.e.s et des parents	ACTUELLES 1 866 791 \$
b) développer des outils pour assurer une formation continue pour les élu.e.s et offrir cette formation aux élu.e.s	b) les rôles de tout.e.s les intervenant.e.s sont clarifiés et harmonisés	b) participation accrue des élu.e.s aux sessions de formation	ADDITIONNELLES initiales – 131 800 \$ annuelles – 128 500 \$
c) assurer un système efficace de communications internes et externes	c) les élu.e.s ont accès à une formation qui répond aux besoins de la commission scolaire	c) l'échange efficace de l'information et l'utilisation accrue des technologies de communication pour les rencontres	
d) assurer le fonctionnement administratif de la division	d) un système de communication qui facilite l'échange d'information et les rencontres de comités, d'administrateur.trice.s, d'enseignant.e.s, d'élèves et de parents		

Total

Annuelles 15,9 30,450 #

 Roseline Roy
06/05/2000 10:54 AM

Pour : Micheline Guilbeault/HullOttawa/PCH/CA@PCH
cc :

Objet : Entente DSFM - Version 9

info

----- Envoyée par Roseline Roy/HullOttawa/PCH/CA le 06-05-2000 10:56 -----

 Diane Leclercq
05-12-2000 12:15

Envoyé par : Diane Leclercq

Pour : "Grimard, Henri E (EDU)" <HGrimard@edu.gov.mb.ca>
cc : Louis Chagnon/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Roseline Roy/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Lise
Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH

Objet : Entente DSFM - Version 9

Vous trouverez ci-joint la version 9 (à noter que nous n'avons vu que les versions de juin 1999 et janvier 2000) que j'ai préparé de l'entente spéciale qui est maintenant intitulé "Entente spéciale Canada-Manitoba sur le développement de la gestion scolaire" en fonction de nos discussions récentes.

Il reste à nos services juridiques et financiers à revoir ce texte pour leurs commentaires par contre nous entendrons d'avoir le plan d'affaires/d'action avant d'aller plus loin avec le texte. Nous allons aussi ajouter une clause, dépendant quand nous signerons l'entente, à l'effet que la première année est passée et que les conditions de paiement s'appliquent maintenant de 2000-2001. Nous ajouterons cette clause en temps et lieu.

Vous remarquerez que j'ai laissé la Clause 8.2 mais avec le changement que ce sont "les parties conviennent..." Cette clause sera peut-être modifiée à nouveau dépendant des commentaires de nos services financiers.



ENTENTE-DSFM-FR-version9MAI

C'est à suivre.

PROJET (9) - révisé le 12 juin 2000

**ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA
SUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA GESTION SCOLAIRE**

Mai 2000

ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA SUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA GESTION SCOLAIRE

LA PRÉSENTE ENTENTE SPÉCIALE a été conclue en ce 1 (enlever tiret) jour
de 2000.

ENTRE : **LE GOUVERNEMENT DU CANADA**, ci-après appelé le
 « Canada », représenté par la ministre du Patrimoine canadien,

ET : **LE GOUVERNEMENT DU MANITOBA**, ci-après appelé le
 « Manitoba », représenté par le ministre de l'Éducation et de la
 Formation professionnelle du Manitoba,

ATTENDU QUE la Constitution du Canada et plus particulièrement
la Charte canadienne des droits et libertés ainsi que la Loi sur les
langues officielles reconnaissent que le français et l'anglais sont
les langues officielles du Canada et que le Canada reconnaît ses
responsabilités et engagement envers celles-ci;

ATTENDU QUE le Manitoba, étant donné que l'éducation est du
ressort de la province, a le droit de déterminer les objectifs, définir
les contenus et fixer les priorités de ses programmes de français
dans la langue de la minorité et en faire l'évaluation;

ATTENDU QUE l'article 23 de la Charte canadienne des droits et
libertés reconnaît le droit des Canadiens et Canadiennes
appartenant à la minorité de langue française ou de langue
anglaise dans une province de faire instruire leurs enfants dans
leur propre langue là où le nombre le justifie;

✓ **ATTENDU QUE** la Cour Suprême du Canada a statué que
l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés confère
aux parents appartenant à la minorité linguistique un droit de
gestion et de contrôle à l'égard des établissements d'enseignement
où leurs enfants se font instruire, lorsque le nombre le justifie;

✓ **ATTENDU QUE** le Manitoba, après une série de consultations
publiques approfondies, a établi une politique globale pour la
gestion des écoles françaises de la province;

✓ **ATTENDU QUE** l'Assemblée législative du Manitoba a adopté la
Loi modifiant la Loi sur les écoles publiques (Gestion des écoles
françaises) à l'égard de la politique de gestion des écoles
françaises;

ATTENDU QUE le ministre du Patrimoine canadien est chargée, conformément à la Loi sur les langues officielles, d'encourager et d'aider les gouvernements provinciaux et territoriaux à offrir aux membres des communautés minoritaires de langue officielle l'instruction dans leur propre langue;

ATTENDU QUE le Canada et le Manitoba ont antérieurement mis en oeuvre une entente spéciale qui a mené à l'établissement de la gestion scolaire francophone au Manitoba;

ATTENDU QUE le Canada a approuvé une nouvelle série de mesures spéciales destinées à investir davantage dans la qualité des programmes d'enseignement dans la langue de la minorité, à consolider le réseau d'institutions post-secondaires et à promouvoir l'apprentissage de la langue seconde;

ET ATTENDU QUE le Manitoba a approuvé une série de mesures spéciales destinées à améliorer la qualité des programmes d'enseignement dans la langue de la minorité.

EN CONSÉQUENCE, la présente Entente spéciale atteste que les parties aux présentes conviennent de ce qui suit :

1. OBJET DE L'ENTENTE SPÉCIALE

- 1.1 La présente Entente spéciale a pour objet d'établir un cadre de collaboration entre le Canada et le Manitoba en vue d'améliorer la qualité des programmes d'enseignement dans la langue de la minorité, conformément au Plan d'action de la Division scolaire franco-manitobaine n° 49 (DSFM) figurant à l'Annexe 1.

2. OBJET DE LA CONTRIBUTION

- 2.1 Le Manitoba désire obtenir une contribution du Canada pour appuyer les dépenses supplémentaires encourues par la DSFM pour réaliser les objectifs en matière de gestion des écoles françaises décrits dans son Plan d'action, notamment :

[en fonction du Plan d'action – exemples:]

- i) Améliorer les programmes destinés spécifiquement à l'enseignement en français langue première, y compris l'acquisition ou l'élaboration de matériel pédagogique et de référence, ainsi que l'amélioration de programmes et d'activités culturels;
- ii) Mettre en oeuvre le programme d'accueil destiné à améliorer les compétences linguistiques des élèves qui ne satisfont pas aux exigences en matière de langue du programme français;

[en fonction du Plan d'action]

iii)

- 2.2 Le Plan d'action de la DSFM qui figure à l'Annexe 1 comprend une description plus détaillée des activités à entreprendre, des résultats visés et des indicateurs de rendement ainsi qu'une ventilation proposée de la contribution du Canada et de celle du Manitoba.

3. MONTANT MAXIMUM DE LA CONTRIBUTION

- 3.1 Sous réserve de l'affectation des crédits par le Parlement, du maintien des niveaux budgétaires courants et prévus du Programme des langues officielles dans l'enseignement et des modalités et conditions de la présente Entente spéciale, le Canada s'engage à contribuer aux dépenses admissibles faites par le Manitoba à travers la DSFM pour la mise en oeuvre du Plan d'action de la DSFM aux fins décrites à la clause 2, le moindre de 15 millions de dollars (15 000 000 \$) ou 50 p. 100 du total des dépenses admissibles faites par le Manitoba à travers la DSFM, prévu à être réparti comme suit :

Année financière

1999-2000 :	3 600 000 \$
2000-2001 :	3 300 000 \$
2001-2002 :	3 000 000 \$
2002-2003 :	2 700 000 \$
2003-2004 :	2 400 000 \$

- 3.2 Sous réserve de l'affectation des crédits par l'Assemblée législative du Manitoba et du maintien des niveaux budgétaires courants et prévus du ministère de l'Éducation et de la Formation professionnelle, le Manitoba s'engage à contribuer aux dépenses admissibles faites par la DSFM (qui figurent à l'annexe 2) aux fins décrites à la clause 2 et, en vertu du Plan d'action approuvé (décrit à l'annexe 1), selon l'échéancier suivant :

Année financière

1999-2000 :	1 000 000 \$
2000-2001 :	1 900 000 \$
2001-2002 :	3 000 000 \$
2002-2003 :	4 000 000 \$
2003-2004 :	5 100 000 \$

- 3.3 L'aide financière prévue par la province du Manitoba, en vertu de l'article 3.2, est en sus des fonds normalement octroyés dans le cadre du Programme de financement des écoles et en sus des augmentations régulières s'y rattachant.

- 3.4 La contribution prévue doit également être en sus des contributions du Canada et du Manitoba en vertu d'une Entente bilatérale sur les langues officielles dans l'enseignement ou de toute autre entente semblable entre le Canada et le Manitoba au titre de l'enseignement en français.
- 3.5 Les modalités et conditions administratives régissant le paiement de la contribution du Canada sous l'Entente spéciale se trouvent à l'Annexe 3 de la présente Entente spéciale.

4. BUDGET ET ACTIVITÉS APPROUVÉS

- 4.1 Le Manitoba convient que les contributions mentionnées à la clause 3 s'appliquent uniquement aux activités décrites dans le Plan d'action de la DSFM (Annexe 1) selon la ventilation budgétaire fédérale-provinciale (Annexe 2) de la présente Entente spéciale.

5. MENTION DU CONCOURS DE L'ÉTAT

- 5.1 Le Manitoba s'assurera que la contribution du Canada et celle du Manitoba soient clairement identifiées dans les rapports annuels de la DSFM et dans tout programme de promotion ou de publicité que la DSFM pourrait entreprendre concernant les activités financées dans le cadre de la présente Entente spéciale.
- 5.2 Le Manitoba, dans ses activités de promotion ou de publicité relatives à la présente Entente spéciale, doit faire mention de la participation du ministère du Patrimoine canadien d'une manière à refléter la contribution financière du Canada.

6. DURÉE

- 5.1 La présente Entente spéciale lie le Manitoba et le Canada pour la période commençant le 1^{er} avril 1999 et se terminant le 31 mars 2004 (enlever espace), et toutes les contributions devant être versées par le Canada en conformité avec les présentes dispositions ne visent que les activités réalisées et les dépenses faites par (enlever espace) le Manitoba au cours de ladite période en fonction du Plan d'action de la DSFM.

7. MODIFICATION

- 7.1 Les parties peuvent, d'un commun accord écrit, modifier la présente Entente spéciale ou y mettre fin pendant la durée de celle-ci.

8. ÉVALUATION

- 7.1 Chaque année, les parties se rencontreront pour faire le point sur l'Entente spéciale et discuter des résultats des activités menées dans le

cadre de celle-ci. Elles pourront convenir d'inviter les représentants de la DSFM à participer à cette rencontre.

7.2 Les parties conviennent qu'une évaluation formelle de la structure financière de la DSFM sera conduite au court de la présente Entente spéciale. (~~afin de revoir le financement à long terme de la DSFM.~~)

8.3 Le Manitoba convient de fournir au Canada un rapport sur l'évaluation des activités réalisées avec l'appui financier du Canada, dans les six mois suivant l'expiration de la présente Entente spéciale.

9. CONSULTATIONS

9.1 Le Manitoba se propose de consulter en particulier la commission scolaire francophone, dont les membres sont élus, et les groupes et associations intéressés relativement aux programmes éducatifs prévus par la présente entente spéciale. Le Canada, dans son champ de compétence, se propose de consulter les associations et les groupes intéressés quant aux programmes mis en place en vertu de la présente Entente spéciale.

10. PARTENARIAT

10.1 Les parties reconnaissent que la présente Entente spéciale ne constitue pas une association en vue de former une société ou une co-entreprise, ni ne crée de relation de mandataires entre le Canada et le Manitoba.

11. ANNEXES

11.1 Les annexes ci-jointes font partie intégrante de la présente Entente spéciale :

Annexe 1 - Plan d'action de la DSFM;
Annexe 2 - Ventilation budgétaire fédérale-provinciale;
Annexe 3 - Modalités administratives.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé la présente Entente spéciale à la date inscrite à la première page.

GOUVERNEMENT DU CANADA

GOUVERNEMENT DU MANITOBA

Ministre du Patrimoine canadien

Ministre de l'Éducation et de la
Formation professionnelle

EN PRÉSENCE DE :

EN PRÉSENCE DE :

Témoin

Témoin

ANNEXE 1

PLAN D'ACTION DE LA DSFM

ANNEXE 2

VENTILATION BUDGÉTAIRE FÉDÉRALE-PROVINCIALE

ANNEXE 3

ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA SUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA GESTION SCOLAIRE

MODALITÉS ET CONDITIONS ADMINISTRATIVES

1. PAIEMENT

1.1 Pour chacun des exercices financiers, le Canada s'engage à verser au Manitoba la contribution mentionnée à la clause 3 de la présente Entente spéciale de la façon suivante :

- a) pour le premier exercice financier, un premier paiement représentant environ la moitié (50 p. 100) de la contribution du Canada, après signature de la présente Entente spéciale;
- b) pour chaque exercice subséquent, le premier versement représentant environ la moitié (50 p. 100) de la contribution du Canada pour cet exercice sera fait sous réserve de l'acceptation d'un rapport d'activités détaillé au sujet des progrès accomplis en vue de la réalisation des objectifs du Plan d'action pour l'exercice précédent et au besoin, d'un Plan d'action mis à jour, à condition que les versements précédents aient été remplis;
- c) pour chaque exercice de l'Entente, le second paiement n'excédant pas le solde de la contribution du Canada pour cet exercice financier, sera versé après la réception et l'acceptation :
 - (i) d'un état financier final certifié relatif à la contribution du Canada au Manitoba pour l'exercice précédent, s'il y a lieu;
 - (ii) d'un état financier provisoire certifié démontrant les dépenses réelles faites par le Manitoba durant la période se terminant le 31 janvier de l'exercice courant et les dépenses prévues au 31 mars de ce même exercice.

2.1 En plus des rapports annuels mentionnés à la clause 1.1 de la présente Annexe, le Manitoba devra soumettre au Canada, d'ici le 31 décembre 2004, un rapport final détaillant l'état des réalisations du Plan d'action de la DSFM.

2.2 En plus des états financiers mentionnés à la clause 1.1 de la présente Annexe, un état financier final certifié, démontrant les dépenses réelles faites par le Manitoba durant l'exercice financier se terminant le 31 mars

2004 devra être présenté au Canada au plus tard neuf mois après la fin de cet exercice financier, soit le 31 décembre 2004.

- 2.3 Les montants à payer par le Canada au Manitoba conformément à la présente Entente spéciale seront effectués dans un délai approximatif de trente (30) jours ouvrables suivant la réception des documents mentionnés à la clause 1.1 de la présente Annexe, à la condition que les renseignements présentés dans lesdits documents soient conformes aux modalités de la présente Entente spéciale et que le Manitoba ait donné suite aux questions soulevées par le Canada, le cas échéant.

2. TRANSFERTS

- 2.1 Le Manitoba pourra transférer des fonds entre les objectifs du Plan d'action avec l'autorisation écrite du Canada. Le Manitoba devra présenter une demande en ce sens avant le 1^{er} mars de l'exercice financier visé. (en cours ou suivant? Quel est le sens de cette clause?)

3. ÉTATS FINANCIERS CERTIFIÉS

- 3.1 Aux fins de la présente Entente spéciale, (enlever espace) le Manitoba (enlever espace) présentera des états financiers au Canada une fois que ceux-ci auront été certifiés par un agent principal de programme et par un agent principal des finances, lesquels auront été dûment autorisés par le Manitoba et agréés par le Canada.
- 3.2 Aux fins de la présente Entente spéciale, les états financiers mentionnés à la clause 1 de la présente Annexe, sont des états détaillés de toutes les dépenses faites par le Manitoba à l'égard des activités financées dans le cadre de la présente Entente spéciale. Ces états financiers seront présentés de façon conforme au budget du Plan d'action approuvé.
- 3.3 Les rapports d'activités mentionnés à la clause 1 de la présente Annexe doivent contenir une description détaillée des activités mentionnées dans le Plan d'action approuvé de la DSFM (Annexe 1).

4. PAIEMENT EXCÉDENTAIRE

- 3.1 Si les paiements versés au Manitoba, conformément à la présente Entente spéciale, dépassent les montants auxquels le Manitoba a droit, la somme excédentaire devra être remise au Canada. Si la somme excédentaire n'a pas été remise, le Canada pourra déduire un montant équivalent à ses contributions ultérieures au Manitoba.

5. VÉRIFICATION FINANCIÈRE

- 5.1 Le Canada se réserve le droit de vérifier ou de faire vérifier les comptes et registres du Manitoba relatifs aux dispositions de la présente Entente spéciale afin de s'assurer du respect de ces dispositions, et le Manitoba accepte de mettre à la disposition des vérificateurs tout registre, document ou renseignement dont ceux-ci pourraient avoir besoin. La portée et l'étendue des vérifications financières, et le moment choisi pour les entreprendre, seront fixés par le Canada et, le cas échéant, ces vérifications pourront être menées par des fonctionnaires du ministère du Patrimoine canadien ou par leurs agents.
- 5.2 Le Canada accepte d'informer le Manitoba des résultats de toute vérification financière et de verser à la Province, le plus tôt possible après la vérification, toute somme d'argent qu'il pourrait lui devoir. Le Manitoba accepte de verser au Canada, sur la foi des résultats de la vérification financière, toute somme d'argent qu'il pourrait lui devoir.

 Lise Toupin
06/01/2000 11:11 AM

Pour : Micheline Guilbeault/HullOttawa/PCH/CA@PCH
cc :

Objet : Procès-verbal - Réunion du 24 mai 2000

Pour info. Dossier à suivre

SVP imprimer une copie du document pour mon retour lundi. MERCI

----- Envoyée par Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA le 01/06/2000 11:11 -----

 Diane Leclercq
31/05/2000 10:30


Envoyé par : Diane Leclercq

Pour : Yvan Déry/HullOttawa/PCH/CA@PCH
cc : Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH

Objet : Procès-verbal - Réunion du 24 mai 2000

Ci-joint le procès verbal de la réunion avec la Division scolaire franco-manitobaine.

----- Forwarded by Diane Leclercq/West-Ouest/PCH/CA on 2000-05-31 09:29 AM -----

 "Trudel, Huguette (EDU)" <HTrudel@edu.gov.mb.ca> on 2000-05-30 02:04:31 PM

To: "lrobert@ariane.dsfr.mb.ca" <lrobert@ariane.dsfr.mb.ca>, Louis Chagnon/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Diane Leclercq/West-Ouest/PCH/CA@PCH, "Genest, Raymond (EDU)" <RGenest@edu.gov.mb.ca>
cc: "Grimard, Henri E (EDU)" <HGrimard@edu.gov.mb.ca>
Subject: Procès-verbal - Réunion du 24 mai 2000

Bonjour,
J'espère que vous vous portez bien. Je vous remets ci-joint le procès-verbal de la réunion du 24 mai dernier.
Monsieur Robert, veuillez s.v.p. transmettre à vos collègues présents à la réunion et de même pour Madame Leclercq pour Monsieur Déry. En vous remerciant à l'avance.
<<pv.24mai.doc>>

 - pv.24mai.doc

**Procès-verbal de la réunion des représentants du Canada, du Manitoba et de la Division scolaire
franco-manitobaine no. 49 tenue le mercredi 24 mai 2000 de 9 h à 11 h
au Bureau divisionnaire de la DSFM à Lorette**

**Présences: Léo Robert, Yolande Dupuis, André Chaput, Adrien Caillier, Yvan Déry, Louis Chagnon, Diane
Leclercq, Henri Grimard, Raymond Genest, Huguette Trudel (secrétaire)**

Item	Discussion	Action
1. Bienvenue et introduction.	Henri Grimard souhaite la bienvenue aux gens. La présentation des personnes s'est faite avant la réunion.	
But de la rencontre	Henri précise que le but premier de la rencontre est de faciliter les suivis pour la DSFM dans sa révision du Plan d'action en vue de faire avancer la signature de l'Entente. De plus, il faudra déterminer davantage à quels projets les contributions du Canada et du Manitoba seront réparties pour les quatre prochaines années.	
Mise en contexte	<p>Henri récapitule quelques faits :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1999-2000 – considérée comme une année exceptionnelle, c'est-à-dire que la DSFM aura reçu 4,6 \$M comme mesures spéciales; il restera donc 25,4 \$M à être répartis sur quatre années, soit 2000-2001 à 2003-2004 • révision du Plan d'action étalé sur ces quatre années • nous devons continuer à conjuguer sur deux années financières; pour la DSFM – du 1^{er} juillet au 30 juin et 	<ul style="list-style-type: none"> • Les parties concernées auront à préparer un horaire cohérent quant

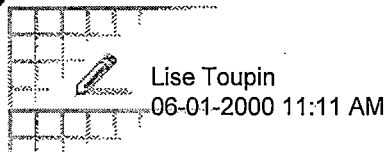
Item	Discussion	Action
Plan d'action	<p>pour le Canada et le Manitoba – du 1^{er} avril au 31 mars – complique la démarche quelque peu</p> <p>La DSFM exprime son souhait, pour les années à venir, d'un déboursement plus rapide, peut-être recevoir les contributions du Canada et du Manitoba sur plus de deux paiements.</p> <p>Henri indique que le Plan d'action doit respecter les catégories de dépenses identifiées dans la contribution totale du Manitoba (15 \$M sur cinq ans). Cette rencontre de mise en commun sur les spécificités du Plan d'action se veut un appui additionnel à la DSFM.</p> <p>Terminologie à déterminer : Plan d'affaires ou Plan d'action</p> <p>Henri distribue deux documents :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ventilation des contributions proposées selon les volets identifiés; • Les catégories et les rubriques retenues comme mesures spéciales en 1999-2000. <p>Discussion générale :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quels projets feront partie du Plan d'action pour 2000-2001 à 2003-2004? • Quelles dépenses seraient attribuables aux décisions et directives ministérielles découlant de Arsenault-Cameron? 	<p>aux paiements.</p> <p>Henri indique qu'il y a possiblement une flexibilité pour le Manitoba; à revoir.</p> <p>Yvan Déry indique que le ministre fédéral souhaite : Plan d'action.</p> <p>La DSFM aura à finaliser sa liste de rubriques et catégories de projets à inclure dans son Plan d'action.</p>

Item	Discussion	Action
	<ul style="list-style-type: none"> • Clarification du volet -- projets d'immobilisation dans l'Entente <ul style="list-style-type: none"> - La DSFM exprime sa préoccupation quant à devoir identifier des projets sous le volet « immobilisation » selon la liste du Manitoba des projets déjà en cours (ex. : la construction d'une école dans le sud de Saint-Vital ayant été approuvée avant l'Entente renouvelée et en raison des inscriptions prévues). - Henri réitère que c'est une décision politique d'inclure un volet de projets d'immobilisation dans l'Entente. - Louis Chagnon mentionne que la prémisse de l'Entente est de donner un appui additionnel pour les coûts supplémentaires de la DSFM; elle permet de bonifier différents projets, par exemple, des ajouts d'espace à un gymnase, bibliothèque, etc.). 	<p>Henri indique que les projets seront précisés en travaillant étroitement (DSFM – Manitoba).</p> <p>La DSFM devra identifier ses projets d'immobilisation sur la période de quatre ans.</p>
2. Le contenu du Plan d'action révisé	La DSFM avait identifié 16 rubriques à l'intérieur du Plan d'action soumis en septembre 1999 dont les six suivantes devront être redéfinies ou regroupées avec des rubriques existantes ou	<p>La DSFM devra reformuler, redéfinir ou retirer ces rubriques sous les cinq catégories de dépenses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - développement de programmes et services

Item	Discussion	Action
<p>Survol du Plan d'action</p>	<p>retirées.</p> <ul style="list-style-type: none"> - préscolaire - école communautaire - francisation des parents - centre de ressources - maternelle à temps plein - établissements scolaires. <p>Yvan prend la parole et donne un survol d'un Plan d'action.</p> <p>Quant au développement d'un Plan d'action, le processus est en évolution. Le Canada adopte une approche plus globale et prospective qui se résume ainsi :</p> <ul style="list-style-type: none"> • gestion par objectifs (consultation avec un gouvernement – collaboration avec partenaires) • mesures précises selon les réalités de chaque province • le Plan peut être modifié quelque peu selon les mises à jour annuelles • plus d'accent sur la qualité d'éducation qu'un exercice comptable : atteinte des résultats; série d'indicateurs de rendement • éloignement de micro-gestion • le Manitoba gère la mise en œuvre du plan • soumission d'un rapport d'activités à chaque année. <p>Yvan précise que nous sommes au début du cycle de consultation avec les provinces (14 gouvernements). Le cadre a été établi; les provinces doivent</p>	<p>d'appui</p> <ul style="list-style-type: none"> - communautaire - transport des élèves - structure de gestion - établissements scolaires. <p>Le Manitoba offre son appui dans cet exercice.</p>

Item	Discussion	Action
Distribution du Plan d'action de la DSFM	<p>maintenant déterminer leurs mesures/projets/contenu basés sur des objectifs mesurables.</p> <p>Une fois l'entente signée, les paiements seront effectués.</p> <p>Henri remercie Yvan de sa présentation.</p> <p>Raymond Genest distribue le Plan d'action de la DSFM.</p> <p>Suggestions de terminologie pour titres.</p> <p>Raymond distribue un tableau qui pourrait être annexé au Plan.</p> <p>Afin d'assurer une cohérence à la révision du Plan d'action, Raymond donne quelques pistes. Il prend comme exemple la rubrique – Phase d'accueil et propose quelques changements.</p>	<p>Il a été décidé de changer les titres suivants :</p> <p>Stratégies à Actions</p> <p>Résultats attendus à Résultats visés</p> <p>Indices de réussite à Indicateurs de rendement.</p> <p>Dans la colonne « Ressources financières nécessaires », il faudra identifier les ressources provenant du Canada distinctement des ressources provenant du Manitoba. De plus, il faudra identifier la répartition des fonds par année.</p> <p>Le Canada et le Manitoba devront se consulter pour déterminer la contribution de chaque partie envers les projets/initiatives prévus.</p>

Item	Discussion	Action
3. Échéance proposée	<p>Autres commentaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les « Résultats visés » doivent pouvoir être « mesurables », même si ce n'est pas toujours évident (évaluation quantitative, qualitative, anecdotale); - les « Indicateurs de rendement » ne doivent pas être nécessairement mesurés chaque année, par exemple, un sondage/groupe témoins peut être effectué à tous les deux ans. <p>Henri indique que la 1^{re} étape est la soumission du Plan d'action révisé par la DSFM.</p> <p>2^e étape – le Canada et le Manitoba devront se concerter à savoir si le Plan est recevable tel que soumis</p>	<p>La DSFM révisera son Plan d'action. Elle indique que ce Plan sera remis au début juillet (il est à noter que si la DSFM décide de soumettre le Plan seulement à la fin août, il y aura évidemment un retard pour finaliser l'Entente.</p>
4. Remerciements	<p>Le Manitoba et le Canada doivent finaliser les textes de l'Entente.</p> <p>La signature d'une Entente renouvelée est une formalité.</p> <p>Henri remercie toutes les personnes de leur présence et leur bonne participation/collaboration.</p>	<p>Le Canada et le Manitoba assurent leur appui à la DSFM quant à la révision du Plan d'action.</p>



Pour : Micheline Guilbeault/HullOttawa/PCH/CA@PCH
cc :

Objet : Procès-verbal - Réunion du 24 mai 2000

Pour info. Dossier à suivre

SVP imprimer une copie du document pour mon retour lundi. MERCI

----- Envoyée par Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA le 01/06/2000 11:11 -----



Envoyé par : Diane Leclercq

Pour : Yvan Déry/HullOttawa/PCH/CA@PCH
cc : Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH

Objet : Procès-verbal - Réunion du 24 mai 2000

Ci-joint le procès verbal de la réunion avec la Division scolaire franco-manitobaine.


----- Forwarded by Diane Leclercq/West-Ouest/PCH/CA on 2000-05-31 09:29 AM -----



"Trudel, Huguette (EDU)" <HTrudel@edu.gov.mb.ca> on 2000-05-30 02:04:31 PM

To: "lrobert@ariane.dsfn.mb.ca" <lrobert@ariane.dsfn.mb.ca>, Louis Chagnon/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Diane Leclercq/West-Ouest/PCH/CA@PCH, "Genest, Raymond (EDU)" <RGenest@edu.gov.mb.ca>
cc: "Grimard, Henri E (EDU)" <HGrimard@edu.gov.mb.ca>
Subject: Procès-verbal - Réunion du 24 mai 2000

Bonjour,
J'espère que vous vous portez bien. Je vous remets ci-joint le procès-verbal de la réunion du 24 mai dernier.
Monsieur Robert, veuillez s.v.p. transmettre à vos collègues présents à la réunion et de même pour Madame Leclercq pour Monsieur Déry. En vous remerciant à l'avance.
<<pv.24mai.doc>>

 - pv.24mai.doc



Hilaire Lemoine
05/11/2000 06:18 PM

Pour : Yvan Déry/HullOttawa/PCH/CA@PCH
cc : Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Louis Chagnon/West-Ouest/PCH/CA@PCH
Objet : DSFM

Yvan, tu devrais partager le plan d'action de l'Ontario pour la gestion scolaire comme un modèle possible. André a sûrement encore en main des versions préliminaires qui sont plus détaillées que la version finale et qui pourraient déjà donner quelques idées à Louis. Aussi, avec ce que tu as déjà vu de ce qui se fait dans d'autres provinces, tu devrais peut-être songer à aller à cette réunion avec Louis. Reviens-moi là-dessus. Merci.

Hilaire

----- Envoyée par Hilaire Lemoine/HullOttawa/PCH/CA le 12/05/2000 18:24 -----



Louis Chagnon
11/05/2000 16:24

Pour : Hilaire Lemoine/HullOttawa/PCH/CA, Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH
cc : Diane Leclercq/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Bill Balan/West-Ouest/PCH/CA@PCH

Objet : DSFM

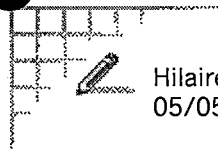
Suite à l'annonce et aux dernières discussions au niveau de la province, une rencontre est prévue avec la DSFM **mercredi, le 24 mai à 9h** au bureau divisionnaire à Lorette, Manitoba. L'ordre du jour consistera de trois points:

- Revue des étapes accomplies et encadrement financier
- Attentes des gouvernements vis à vis le contenu du plan d'affaires
- Prochaines étapes

En ce qui concerne les attentes du fédéral, ce qu'ils vont sans aucun doute nous demander c'est ``qu'est-ce que vous voulez et de quoi ça devrait avoir l'air?``

Avons nous des exemples de plans acceptables ou de lignes directrices auxquelles la DSFM devra se plier? N'ayant pas participé aux rencontres sur le développement de plan d'affaires nous de la région serions en peine de les mettre sur le droit chemin.

Est-ce que vous seriez disponibles pour cette rencontre?




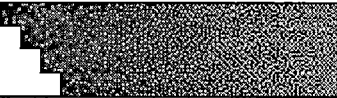
Hilaire Lemoine
05/05/2000 06:12 PM

Pour : Sheila MacDonald/HullOttawa/PCH/CA@PCH
cc : Jan Michaels/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Louise Trahan/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Solange Bourgoïn/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Helene Cormier/HullOttawa/PCH/CA@PCH

Objet : Réf. : "First Works": artistic and cultural activities 

Merci pour ces commentaires.

Hilaire
Sheila MacDonald

 **Sheila MacDonald**
05/05/2000 15:43 

Pour : Jan Michaels/HullOttawa/PCH/CA@PCH
cc : Hilaire Lemoine/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Louise Trahan/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Solange Bourgoïn/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Helene Cormier/HullOttawa/PCH/CA@PCH

Objet : "First Works": artistic and cultural activities

Thank you for the opportunity of commenting on this Aide-mémoire. The comments of the Official Languages Support Programs Branch are as follows:

In general:

The official language minority youth should be specifically targeted in all areas on an equal footing with aboriginal youth, rural youth, youth at risk, etc.

In particular:

ANALYSIS

p.3 para.2, third line from the end, after "into new media" : add *youth of official-language minority communities*

p.5. first para., before "For more statistics" add *It will also be important to include measures that will reach youth in official-language minority communities, who face linguistic isolation as well as possible physical isolation.*

p.7 last para. after "because of cultural background, rural location," add *or isolation due to being of a official-language minority community*

p.7 and elsewhere, Internet should have a capital I.

p.8 The official name is now the Canada Council for the Arts (change throughout)

p.9. para 2, you could also consult the ICOM Committee on Arts and Education

CONSIDERATIONS

p.13 third line from the bottom, after "rural youth" add *and youth from official-language minority communities*

NB Following the recommendations of the Task Force on Government Transformations and Official Languages (Fontaine Report) the Treasury Board Secretariat is developing a policy on compliance with the official language requirements in the development of large-scale initiatives and programs, including alternative delivery of government programs and services to ensure such needs are met.

p.14 first para (of words!) Anglophone minority groups in Quebec must also be considered. The particular dynamic in that province has seen them leaving in droves in the last few years to find work elsewhere. A career in the arts (at least some of them) does not carry the same language requirements as other careers and could help some of them stay in their native province.

I hope these comments will be of use to you. This is a very interesting initiative that could provide excellent opportunities for official-language community associations and youth in all provinces and territories. If you would like to discuss this further, I can be reached at 994-3442.



Hilaire Lemoine
05/03/2000 06:06 PM

Pour : Louis Chagnon/West-Ouest/PCH/CA@PCH
cc : Annie Lambert/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Yvan Déry/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Lise
Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH

Objet : Réf. : Re: Réf. : DSFM

Très bonne idée. Je te mets en ligne à 4h00 notre heure.

Hilaire
Louis Chagnon



Louis Chagnon
03/05/2000 12:46

Pour : Hilaire Lemoine/HullOttawa/PCH/CA
cc :

Objet : Re: Réf. : DSFM

Hilaire, si c'est utile, et afin d'assurer la continuité des messages je pourrais me rendre disponible en ligne...

Hilaire Lemoine



Hilaire Lemoine
05/02/2000 06:37 PM

To: Louis Chagnon/West-Ouest/PCH/CA@PCH
cc: Bill Balan/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Diane Leclercq/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Roseline
Roy/HullOttawa/PCH/CA@PCH
Subject: Réf. : DSFM

Merci Louis pour ces renseignements. Je rencontre Léo et Yolande jeudi après-midi. Ils sont à Ottawa et ont demandé de me rencontrer. Je te ferai part de nos discussions.

Hilaire
Louis Chagnon



Louis Chagnon
02/05/2000 11:47

Pour : Hilaire Lemoine/HullOttawa/PCH/CA
cc : Bill Balan/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Diane Leclercq/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Roseline
Roy/HullOttawa/PCH/CA@PCH

Objet : DSFM

J'ai eu une courte discussion avec Guy Roy hier. Il me rendait compte de sa discussion avec Léo Robert. Ce dernier s'est dit très surpris que la province et le fédéral réagissent de façon négative au communiqué émis par la DSFM et semblait indiquer que c'est plutôt la province qui était en défaut.. Léo a indiqué que la DSFM n'accepte pas que la province inclus de l'immobilisation dans le financement autant stratégique que soit-il. Guy Roy a rétorqué que cela dépendait d'une décision du Cabinet, et que Sellinger et Caldwell n'étaient pas en mesure d'y retourner.

Guy est inquiet qu'on se dirige vers une impasse puisque la DSFM semble indiquer son refus de soumettre un plan d'action basé sur le \$30M.

Étant donné que la signature de l'entente dépend de la soumission d'un plan d'action, nous avons au moins deux choix:

- 1) attendre et espérer que les négociations du contenu du plan d'action continueront de bon train.
- 2) au pire, nous pourrions recevoir un plan d'action de la province (plutôt que de la DSFM) qui prescrirait comment les argents seront versés et utilisés par la DSFM.

Étant donné que les argent de 99-00 sont déjà versés, je ne crois pas qu'on devrait trop pousser mais plutôt donner à la province la chance d'établir sa stratégie.

Hilaire as-tu d'autres suggestions?

J'ai aussi parlé à La Liberté ce matin pour clarifier que l'entente en est une bi-partite et que la DSFM a bel et bien été consultée à plusieurs reprises. J'ai aussi indiqué que la prochaine étape est entre les mains de la DSFM pour proposer un plan d'action.

Louis Chagnon
05-02-2000 11:47

Pour : Hilaire Lemoine/HullOttawa/PCH/CA
cc : Bill Balan/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Diane Leclercq/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Roseline Roy/HullOttawa/PCH/CA@PCH

Objet : **DSFM**

J'ai eu une courte discussion avec Guy Roy hier. Il me rendait compte de sa discussion avec Léo Robert. Ce dernier s'est dit très surpris que la province et le fédéral réagissent de façon négative au communiqué émis par la DSFM et semblait indiquer que c'est plutôt la province qui était en défaut.. Léo a indiqué que la DSFM n'accepte pas que la province inclus de l'immobilisation dans le financement autant stratégique que soit-il. Guy Roy a rétorqué que cela dépendait d'une décision du Cabinet, et que Sellinger et Caldwell n'étaient pas en mesure d'y retourner.

Guy est inquiet qu'on se dirige vers une impasse puisque la DSFM semble indiquer son refus de soumettre un plan d'action basé sur le \$30M.

Étant donné que la signature de l'entente dépend de la soumission d'un plan d'action, nous avons au moins deux choix:


- 1) attendre et espérer que les négociations du contenu du plan d'action continueront de bon train.
- 2) au pire, nous pourrions recevoir un plan d'action de la province (plutôt que de la DSFM) qui prescrirait comment les argents seront versés et utilisés par la DSFM.

Étant donné que les argent de 99-00 sont déjà versés, je ne crois pas qu'on devrait trop pousser mais plutôt donner à la province la chance d'établir sa stratégie.

Hilaire as-tu d'autres suggestions?

J'ai aussi parlé à La Liberté ce matin pour clarifier que l'entente en est une bi-partite et que **la DSFM a bel et bien été consultée à plusieurs reprises**. J'ai aussi indiqué que la prochaine étape est entre les mains de la DSFM pour proposer un plan d'action.


Hilaire Lemoine
05/01/2000 06:19 PM

Pour : Louis Chagnon/West-Ouest/PCH/CA@PCH
cc : Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Yvan Déry/HullOttawa/PCH/CA@PCH
Objet : Réf. : Suivi DSFM 

Merci Louis. Tiens-nous informé de tout nouveau développement.

Hilaire
Louis Chagnon


Louis Chagnon
28/04/2000 12:15

Pour : Gilles Pineau/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Hilaire Lemoine/HullOttawa/PCH/CA
cc : Bill Balan/West-Ouest/PCH/CA@PCH

Objet : Suivi DSFM

J'ai rencontré Guy Roy, Sous-ministre à l'éducation p.i., pour discuter des prochaines étapes avec la DSFM. **Suite au communiqué de presse très négatif de la DSFM hier, la province est très mécontente de leur réaction à l'annonce de l'entente.** La réaction de M. Sellinger est cependant plus modérée que celle de M. Caldwell.

Nous avons convenu des étapes suivantes:

Lettre de M. Caldwell à la DSFM réitérant le processus à date, les consultations qui ont eu lieu, les prochaines étapes de la mise en place de l'entente et les attentes de la province (plan d'action etc.)

Contact avec La Liberté pour s'assurer qu'ils ont les bonnes informations pour l'éditorial prévu pour la semaine prochaine.

Offre de rencontre avec les représentants de la DSFM lorsqu'ils seront prêts à discuter de leur plan d'action.

Gilles, M. Caldwell se propose de contacter la Ministre aujourd'hui. Je ne crois pas que ce soit nécessaire qu'ils se parlent. Je crois qu'on devrait plutôt rassurer M. Caldwell que le fédéral appuie leurs démarches avec la DSFM. C'est le message que j'ai passé à Guy Roy ce matin. Ça va?

BEST AVAILABLE COPY

Communiqué News Release

Les gouvernements du Canada et du Manitoba annoncent un appui financier pour des mesures spéciales reliées à la qualité de l'enseignement du français au Manitoba

ST-BONIFACE, le 27 avril 2000 -- La ministre du Patrimoine canadien, Sheila Copps, et le ministre de l'Éducation et de la formation professionnelle du Manitoba, Drew Caldwell, ont **annoncé aujourd'hui une entente de principe** entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Manitoba relative à des mesures spéciales d'investissement dans le secteur de l'éducation du Manitoba.

Les deux paliers de gouvernement verseront chacun la moitié de la contribution pour un total de 30 millions de dollars. L'entente sera signée lorsque la Division scolaire franco-manitobaine No. 49 aura soumis un plan d'affaires révisé.

« Cette contribution témoigne de l'engagement du gouvernement du Canada à appuyer l'essor des communautés francophones en situation minoritaire, a déclaré la ministre Copps. Grâce à cette nouvelle entente intergouvernementale, nous pouvons donner à nos jeunes francophones la chance de se tailler une place à leur mesure dans le monde de demain et de faire rayonner la langue et la culture françaises au Manitoba et aux quatre coins du pays. »

« Cette aide financière démontre bien l'engagement du gouvernement du Manitoba qui veut aider les francophones à relever les défis que présentera l'éducation au cours des prochaines années, a ajouté M. Caldwell. L'annonce faite aujourd'hui montre la certitude qu'ont les gouvernements du Canada et du Manitoba qu'il est essentiel d'accorder une aide financière spéciale aux écoles françaises du Manitoba. »

Ces nouvelles mesures permettront de consolider le travail entrepris depuis la mise en oeuvre de la gestion scolaire dans la province. Elles permettront d'améliorer la qualité des programmes et services en français aux niveaux primaire et secondaire. Les fonds accordés seront répartis sur cinq ans, soit de 1999-2000 à 2003-2004.

La contribution financière du gouvernement du Canada à cette entente s'ajoute aux contributions annuelles de plus de 6 millions de dollars versées à la province dans le cadre du Programme des langues officielles dans l'enseignement. Le financement de ce projet était prévu dans le budget déposé en 1999 et s'inscrit dans le cadre financier déjà en place.

Renseignements :

Catherine Gagnaire
Adjointe aux communications
Cabinet de la ministre du Patrimoine canadien
(819) 997-7788



DIVISION SCOLAIRE FRANCO-MANITOBAINE N° 49

Case postale 204 485 chemin Dawson

BEST AVAILABLE COPY

Lorette MB R0A 0Y0

Tél. : (204) 878-9399 Téléc. : (204) 878-9407

Présidente : Yolande Dupuis

Vice-président : Adrien Caillier

LWS

Pour publication immédiate

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La Commission scolaire franco-manitobaine (CSFM) a pris connaissance ce matin des grandes lignes d'une entente spéciale Canada-Manitoba pour la gestion scolaire. La CSFM doit maintenant étudier et analyser les informations reçues ce matin ainsi que les détails de l'entente proposée. Nous croyons qu'à première vue, le gouvernement provincial a fait un pas dans la bonne direction mais nous croyons de plus que les sommes identifiées ne seront pas suffisantes.

Puisque nous n'avons pas été impliqués dans les négociations au sujet du contenu de cette entente tel qu'on nous l'avait promis et puisque ce qui est annoncé ce matin n'est qu'un calendrier de contribution proposée, nous avons hâte que les négociations débutent et qu'on puisse y participer.

La CSFM attend donc d'être invitée à la table de négociations afin de faire avancer le dossier de renouvellement de l'entente spéciale fédérale-provinciale pour la gestion scolaire garantie dans la Charte des droits et libertés et dans la loi scolaire provinciale.

- 30 -

Le 27 avril 2000

Source : Mme Yolande Dupuis
Présidente
Commission scolaire franco-manitobaine

BEST AVAILABLE COPY

Gay Ray
948-2994
=

Acadia Junior High
175 Kalamazoo
=

8122-3-1-00

IN2000-01197
Chrono C10LOP

04/00



Canadian
Heritage

Patrimoine
canadien

File # : IN2000-01197
No de fichier:

To: Ministerial Events
Pour: Ministerial Events

Date 19 avril 2000

Subject / Objet

Annonce conjointe sur les mesures spéciales d'investissement en éducation au Manitoba

From: Norman Moyer
De:

Approved by: Hilaire Lemoine
Approuvé par:

Yvan Dery

Lise Toupin

Your signature
Votre signature

☐ Information

☐ For Comments
Observations

Remarks / Remarques

Prepared by: Roseline Roy, Programmes d'appui aux langues officielles, 997-7589
Préparé par:

7540-CH-502-0871

**ANNONCE CONJOINTE (FÉDÉRALE / PROVINCIALE)
MESURES SPÉCIALES D'INVESTISSEMENT EN ÉDUCATION
AU MANITOBA**

LE JEUDI 27 AVRIL 2000

Contexte

- ° La Province du Manitoba vous a fait une demande de Contribution *complémentaire* dans le cadre du programme spécial de cinq ans intitulé *Mesures spéciales d'investissement en éducation* à l'appui de mesures en matière de gestion scolaire francophone visant à améliorer la qualité des programmes et en matière d'enseignement postsecondaire dans la langue de la minorité. La Province demandait un appui supplémentaire pour la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) afin d'assurer la qualité des programmes.
- ° Vous avez approuvé le **31 mars 2000** une contribution maximale de **15 000 000 \$**, étalée sur cinq ans, pour la réalisation d'initiatives en matière de qualité de l'éducation dans le cadre des *Mesures spéciales d'investissement en éducation* pour la gestion scolaire. Cette contribution serait équivalente à la contribution de la Province du Manitoba, telle que confirmée par le Ministre Caldwell dans sa lettre du 21 mars 2000 (copie ci-jointe) et viendrait appuyer le développement de la DSFM.
- ° Cette contribution est aussi sujette à la signature d'une entente spéciale basée sur un plan d'action que devra nous fournir la Province identifiant une série de mesures spéciales destinées à investir davantage dans la qualité des programmes d'enseignement dans la langue de la minorité.
- ° Du 15 M \$, vous avez aussi confirmé à la Province une contribution fédérale initiale de **3,6 M \$** pour l'année 1999-2000 (voir tableau annexé à la lettre d'approbation ci-jointe) comme mesures transitoires d'ici la signature de l'entente spéciale.
- ° Étant donné que la DSFM avait en 1999 déposé à la Province un plan d'action se chiffrant à plus de 133,6 M \$ et que les deux niveaux de gouvernement se proposent d'investir 30M \$ sur cinq ans, la Division scolaire devra fournir un plan d'action révisé à la Province dans les plus brefs délais pour permettre la conclusion de l'entente.

- 2 -

Considérations

- ° Les parents francophones, avec l'appui de la Fédération des comités de parents, sont présentement en litige contre la Province en matière du financement aux petites écoles et l'inconstitutionnalité de la loi scolaire manitobaine qui englobe le sous-financement de la DSFM. Ceci rend donc les discussions entre la Province et la DSFM un peu tendues. Par contre, une rencontre est prévue entre toutes les parties le 20 avril, incluant les représentants fédéraux, pour confirmer les montants disponibles à la DSFM et discuter des exigences fédérales et provinciales dans le cadre d'un plan d'action avant une annonce formelle le 27 avril.
- ° De plus, la DSFM a déposé à la Province, le 3 avril dernier, un budget déficitaire afin de démontrer son sous-financement, ce qui n'est pas permis par la Province. Les messages lors de la rencontre du 20 avril à la DSFM par la Province seront directs afin d'obtenir un plan d'action de la DSFM qui cadre à l'intérieur des limites budgétaires dans les plus brefs délais.
- ° La DSFM souhaitait une augmentation de plus de 30 % de la contribution fédérale dans le cadre de l'entente spéciale. En 1994, le ministère du Patrimoine canadien avait signé une entente de 5 ans pour la mise en place de la gestion scolaire avec une contribution fédérale de 15M \$.
- ° Dans la négociation de la nouvelle entente, la DSFM espérait une contribution provinciale supérieure, excluant les frais d'immobilisation puisqu'elle souhaitait que les fonds provinciaux proposés servent strictement à la structure de gestion de la DSFM.
- ° Les médias suivent le dossier de semaine en semaine pour savoir quand l'entente spéciale sera signée.

Messages aux médias de la Ministre

- ° Vous confirmez votre contribution de 15M \$, montant équivalent à la Province, donc un engagement de 30M \$ pour des mesures spéciales reliées à la qualité de l'enseignement dans la langue de la minorité.
- ° Cette somme vient s'ajouter au montant de 6,2 M \$ par année que la Province reçoit pour les langues officielles dans l'enseignement. Malgré qu'il n'y avait pas d'entente spéciale en 1999-2000, vous confirmez que vous avez approuvé un montant de 3,6M \$ du 15M \$ comme mesures transitoires pour appuyer des mesures spéciales entreprises par la Division scolaire franco-manitobaine pour améliorer la qualité de ses programmes d'enseignement.

- 3 -

- ° Les sommes pour les années subséquentes seront conditionnelles à la réception et l'acceptation d'un plan d'action de la Province, en consultation avec la Division scolaire qui élabore les mesures spéciales à être entreprises. Les négociations se poursuivent entre les haut-fonctionnaires de mon ministère et la Province du Manitoba pour finaliser le texte de l'entente et obtenir le plan d'action qui mènera à la signature de l'entente spéciale.
- ° Depuis le budget 1999, le Manitoba a bénéficié de sommes importantes en matière de langue officielle dans l'enseignement qui inclut une augmentation de 1M \$ à l'entente bilatérale, une entente spéciale de 6M \$ du gouvernement fédéral sur 5 ans pour le développement du Collège universitaire de Saint-Boniface pour appuyer l'enseignement postsecondaire et maintenant un appui à la gestion scolaire au Manitoba.

pièces jointes

SÉQUENCE D'ÉVÉNEMENTS

ANNONCE CONJOINTE D'UN FINANCEMENT POUR DES MESURES SPÉCIALES EN ÉDUCATION AU MANITOBA

LE JEUDI 27 AVRIL 2000

Il s'agit d'une annonce conjointe avec le Ministre de l'éducation et de la Formation professionnelle pour confirmer un financement fédéral et provincial à la Division scolaire franco-manitobaine au montant de 30 M \$ sur cinq ans, dont 15 M \$ de chaque niveau de gouvernement. Des invitations ont été envoyées à la présidente et direction générale de la Division scolaire franco-manitobaine, aux groupes représentatifs de la communauté franco-manitobaine tels que la Société franco-manitobaine, le Centre culturel franco-manitobain, la Fédération provinciale des comités de parents. Environ 50 personnes sont attendues. Veuillez noter que les médias anglophones et francophones seront aussi invités à la réception.

9 h 30 **ARRIVÉE** de la Ministre au Centre culturel franco-manitobain, entrée principale, en compagnie de M. Bill Balan, directeur exécutif régional de la Région des Prairies et du Nord, Patrimoine canadien.

Endroit : Salle de conférence (2e étage)
Centre culturel franco-manitobain
340, boulevard Provencher
Saint-Boniface
Téléphone: 233-8972

La ministre et M. Balan sont accueillis par M. Louis Chagnon, directeur du Manitoba et du Nord, Patrimoine canadien, qui les dirige vers la salle de conférence du Centre du conférence (2e étage). Le Ministre Caldwell, ministre de l'Éducation et de la Formation professionnelle, accompagné du Ministre Selinger, Ministre des Finances et Ministre responsable des services en français, y seront pour accueillir la Ministre. Le Ministre Duhamel prévoit être présent à cette annonce.

9 h 45 **LA MINISTRE COPPS** et les Ministres Caldwell, Selinger et Duhamel sont invités au Foyer du Centre culturel franco-manitoba (au rez-de-chaussée) et invités à s'asseoir à une table à proximité du podium.

9 h 50 **LE MAÎTRE DE CÉRÉMONIE**, Louis Chagnon, souhaite la bienvenue à tout l'auditoire et présente les invités. Il invite la Ministre Copps à prendre la parole.

9 h 55

ALLOCUTION DE LA MINISTRE COPPS ANNONÇANT la contribution fédérale pour un financement conjoint pour des mesures spéciales en éducation au Manitoba.

10 h 00

LE MAÎTRE DE CÉRÉMONIE remercie la Ministre Copps et invite le Ministre Caldwell à prendre la parole

10 h 05

ALLOCUTION DU MINISTRE PROVINCIAL annonçant la contribution provinciale.

10 h 10

LE MAÎTRE DE CÉRÉMONIE remercie les ministres Copps et Caldwell et invite les participants à demeurer pour rencontrer la Ministre Copps et le Ministre Caldwell. Des rafraîchissements seront servis..

Le Maître de cérémonie indique aussi aux membres des médias que les Ministres seront à leur disposition pour un rapide point de presse (à confirmer).

10 h 20

LA MINISTRE COPPS RENCONTRE BRIÈVEMENT LES MÉDIAS.

10 h 30

LA MINISTRE COPPS quitte le Centre en compagnie de M. Bill Balan.

Minister
of Canadian Heritage



Ministre
du Patrimoine canadien

Ottawa, Canada K1A 0M5

MAR 31 2000

The Honourable Drew Caldwell, M.L.A.
Minister of Education and Training
Government of Manitoba
Legislative Building, Room 168
Winnipeg, Manitoba
R3C 0V8

Dear Mr. Caldwell:

I am writing to you concerning your Government's proposal under the Official Languages in Education Program for 1999-2000 further to the ratification on August 16, 1999, of the *Canada - Manitoba Provisional Arrangements for Minority-Language Education and Second-Language Instruction for 1999-2000*.

As you know, I have approved the use of the minimum guaranteed contribution to Alberta for this year for an amount of \$2,723,365. As per your request, I have authorized a transfer of \$575,956 from the minimum guaranteed contribution to the Infrastructure Support Category.

Moreover, further to your letter of March 21, 2000, I am pleased to confirm Canada's contribution of \$15 million over five years in support of the cost of a number of initiatives related to francophone schools governance, subject to a matching contribution from Manitoba. As an interim measure for the fiscal year 1999-2000, I have approved a contribution of \$3,600,000 under the Special Investment Measures in Education.

As of next fiscal year, I look forward to signing a Special Agreement based on a multi-year action plan to 2004. The multi-year action plan will highlight development projects whose objectives are to improve the quality of programs offered in the context of Francophone School Governance and is currently being discussed by our respective officials.

.../2

Canada

000888

Canada's total contribution to Manitoba for this year's development measures under the OLE Program (\$2,147,409) and the Special Investment Measures (\$3,600,000) amounts to \$5,747,409. The approved measures are listed in the appendix to this letter. As agreed between our officials, the first payment of the approved contribution, in the amount of \$2,873,704.50, will be forwarded to the Department of Education.

In closing, I would like to confirm that, now that the new Protocol has been signed, we will begin working with provinces and territories to conclude new bilateral agreements based on an action plan covering the last three years of the Protocol to 2003. This approach is intended to simplify our administrative mechanisms and facilitate discussions with interests groups and minority-language communities. Our respective officials will continue discussions on the OLE draft action plan submitted by your Department.

I would like to thank you for your close co-operation in these matters. I look forward to your continued support in the official languages in education.

Yours sincerely,



Sheila Copps

Attachment

**CANADA - MANITOBA PROVISIONAL ARRANGEMENTS FOR MINORITY-LANGUAGE EDUCATION
AND SECOND LANGUAGE INSTRUCTION
1999-2000 ANNUAL APPENDIX**

PROJECTS AND ACTIVITIES	DISTRIBUTION OF FEDERAL CONTRIBUTION					
	TOTAL COST \$	TOTAL FEDERAL CONTRIBUTION \$	MINIMUM GUARANTEED CONTRIBUTION \$	SUPPLEMENTARY FUNDS \$	FRENCH MINORITY LANGUAGE \$	FRENCH SECOND LANGUAGE \$
II PROGRAM DEVELOPMENT						
A Ensure vitality and excellence of teaching programs through development, renewal and implementation of curricula						
2.A.1 Development of curricula	1 990 896	292 510	292 510		146 255	146 255
2.A.2 Development of support documents and educational resources	132 726	19 500	19 500		9 750	9 750
2.A.3 Integration of new information technologies	265 452	39 000	39 000		19 500	19 500
2.A.4 Development of communication tools	132 726	19 500	19 500		9 750	9 750
2.A.5 Develop. of support documents related to distance education	132 726	19 500	19 500		9 750	9 750
2.A.6 Translation of learning policy documents and others	597 230	175 557	175 557		106 592	68 965
Subtotal Objective A	3 251 756	565 567	565 567	0	301 597	263 970
B Promote the learning of FFL and FSL and support curricula						
2.B.1 French-language enhancement (parents and presc. children)	347 940	115 675	115 675		115 675	
2.B.2 Support for organizations that produce support materials	1 117 034	111 670	111 670		43 600	68 070
2.B.3 Support for the promotion of teaching FFL and FSL	86 022	66 045	66 045		55 725	10 320
2.B.4 Support for distance education programs	114 500	29 160	29 160		29 160	
2.B.5 Support for organizations that offer French-language programs	996 171	260 877	260 877		113 863	147 014
2.B.6 Support for French-language courses for adults	1 151 680	258 476	258 476		196 000	62 476
2.B.7 Support for organizations that offer cultural programs	481 696	158 961	158 961		139 058	19 903
Subtotal Objective B	4 295 043	1 000 864	1 000 864	0	693 081	307 783
TOTAL - PROGRAM DEVELOPMENT	7 546 799	1 566 431	1 566 431	0	994 678	571 753

**CANADA - MANITOBA PROVISIONAL ARRANGEMENTS FOR MINORITY-LANGUAGE EDUCATION
AND SECOND LANGUAGE INSTRUCTION
1999-2000 ANNUAL APPENDIX**

PROJECTS AND ACTIVITIES			DISTRIBUTION OF FEDERAL CONTRIBUTION			
	TOTAL COST \$	TOTAL FEDERAL CONTRIBUTION \$	MINIMUM GUARANTEED CONTRIBUTION \$	SUPPLEMENTARY FUNDS \$	FRENCH MINORITY LANGUAGE \$	FRENCH SECOND LANGUAGE \$
III TEACHER TRAINING AND DEVELOPMENT						
3.1 Administration of bursary program for teachers	176 261	98 372	98 372		19 674	78 698
3.2 Support for organizations that provide training to teachers	134 000	61 380	61 380			61 380
3.3 Administration of Manitoba/France exchange program	9 987	1 823	1 823		401	1 422
3.4 Facilitation of professional development activities	663 632	97 503	97 503		24 376	73 127
TOTAL: TEACHER TRAINING AND DEVELOPMENT	983 880	259 078	259 078	0	44 451	214 627
IV STUDENT SUPPORT						
4.1 Bursaries - FFL	256 100	215 077	215 077		215 077	
4.2 Bursaries - FSL	120 950	105 000	105 000			105 000
4.3 Administration of the Manitoba/Quebec exchange program	11 476	1 823	1 823		1 215	608
TOTAL: STUDENT SUPPORT	388 526	321 900	321 900	0	216 292	105 608
GRAND TOTAL	8 919 205	2 147 409	2 147 409	0	1 255 421	891 988

**CANADA - MANITOBA PROVISIONAL ARRANGEMENTS FOR MINORITY-LANGUAGE EDUCATION
AND SECOND LANGUAGE INSTRUCTION
1999-2000 ANNUAL APPENDIX**

PROJECTS AND ACTIVITIES				DISTRIBUTION OF FEDERAL CONTRIBUTION			
		TOTAL COST \$	TOTAL FEDERAL CONTRIBUTION \$	MINIMUM GUARANTEED CONTRIBUTION \$	SUPPLEMENTARY FUNDS \$	FRENCH MINORITY LANGUAGE \$	FRENCH SECOND LANGUAGE \$
	SPECIAL INVESTMENT MEASURES IN EDUCATION						
A.	Establishment of curricula	1 000 000	1 000 000			1 000 000	
B.	Student Assistance	500 000	500 000			500 000	
C.	Cultural Programs	350 000	350 000			350 000	
D.	Integration Phase	600 000	0			0	
E.	Development of New Programs	500 000	500 000			500 000	
F.	Information Technologies	750 000	750 000			750 000	
G.	Distance Education	350 000	350 000			350 000	
H.	Promotion and Recruitment	150 000	150 000			130 000	
I.	Transportation	80 000	0			20 000	
J.	Special Support for Small Schools Structures and Programs	320 000	0			0	
	SPECIAL INVESTMENT MEASURES IN EDUCATION	4 600 000	3 600 000			3 600 000	

* An amount of \$60,000 was approved on February 28, 2000, under the Supplementary Funds for the project entitled Formation en soins de santé.

** An amount of \$321,000 was approved on September 30, 1999, under the Special Investment Measures in education funds for the project entitled Paul et Suzanne

WORK PLAN - TRIP TO EDMONTON AND WINNIPEG - APRIL 25, 26, 27

To do/à faire	Responsibility/lead responsable	B/F date Date d'échéance	Comments Commentaires
<ul style="list-style-type: none"> ° coordinate and produce the briefing books ° Table of contents 	BME - Hélène Lacroix 997-3548	Apr 19 (noon)	
Tuesday, April 25, 2000			
<ul style="list-style-type: none"> ° Announcement and Reception - Edmonton 2001 World Athletics Championship 	Doramy Ehling - 956-8045 Bill Heikkila - 956-8055 Contact - Min McLellan's office (John Brennan - 780-495-5000) IN2000-00605	Apr 18 3:00 p.m.	<ul style="list-style-type: none"> ° Briefing Note (Doramy) ° Sequence of events with contacts list (Doramy) in consultation with Orest Kruhlak and Nai Nguyen ° List of Board of Directors with 4-5 lines of biographical notes on each ° List of participants (Doramy) ° Speech (Alain-Bernard) ° Press Release (Marian) ° Master of Ceremonies (Orest K. to pursue)
<ul style="list-style-type: none"> ° Ceremony and reception - Huculak Chair of Ukrainian Culture and Ethnography 	Orest Kruhlak (604) 666-2060 Nai Nguyen (780) 495-3351 Contact from the org: Theresa Walencya 780-492-6906 IN2000-01197	Apr 17	<ul style="list-style-type: none"> ° Discuss venue/possible event (Orest)
<ul style="list-style-type: none"> ° Meeting with Hon. Stan Woloshyn, Community Development, Prov of Alberta 	Orest Kruhlak (604) 666-2060 Nai Nguyen (780) 495-3351	Apr 17	<ul style="list-style-type: none"> ° Discuss possible meeting (Orest)

Updated: April 13, 16:00

000893

Wednesday, April 26, 2000

Announcement - projet "Réseau d'incubation et de mentorat" dans le cadre de l'Assemblée annuelle de l'Association des municipalités bilingues du Manitoba	Marcia Brown (RPR) (204) 984-3558 Diane Leclerc (RPR) (204) 983-7908 IN2000-01149	Apr 18 3:00 p.m.	<ul style="list-style-type: none"> ° Briefing Note (Diane) ° Sequence of events with contacts list (Diane) ° List of participants (Diane) ° Speech (Alain-Bernard)
Launch of the IMAX "Legends of the Paddle Project"	Marcia Brown (RPR) (204) 984-3558 Adrian Wortley (RPR) (204) 983-7875		If time permits - to be revisited

Thursday, April 27, 2000

Announcement and signing ceremony - "Division Scolaire Francophone du Manitoba (DSFM)"	Lise Toupin (Langues officielles) 994-507	Apr 18 3:00 p.m.	<ul style="list-style-type: none"> ° séance de signature avec le ministre Caldwell ou Salinger ° Note de breffage ° Séquence d'événements ° Discours ° Communiqué
Announcement - Exchanges Canada	Alain Garceau 994-0210	Apr 18 3:00 p.m.	<ul style="list-style-type: none"> ° Briefing Note (Alain) ° Sequence of events (Alain in consultation with the region) ° List of participants (Alain) ° Press Release (Alain) ° Speech (Alain-Bernard)

Round table with Aboriginal community	Adrian Wortley (RPR) - 204-983-7875 Debra Young (CP) Diane Gagnon (CP) Nicole Racette (Parks Canada) Nathalie Boileau (PC) 994-2595	Apr 18 3:00 p.m.	<ul style="list-style-type: none"> ° Adrian to suggest participants to MO(Ron Hallman)cc: Hélène Lacroix and Debra Young ° Briefing Note ° Sequence of events with contacts list ° Fact sheet on Aboriginal Parks issues (Nicole Racette) ° Handout at roundtable (to discuss further)
Business roundtable - Manitoba Business Council			MO (Ron) to let us know
General Information Parks Canada	Nicole Racette Nathalie Boileau	Apr 18 3:00 p.m.	<ul style="list-style-type: none"> ° General briefing note on Parks issues ° Briefing note on Parks issues - Alberta and Manitoba ° Expenditures Parks - Alberta and Manitoba
Federal-Provincial information	Bob Valcov - 997-2732	Apr 18 3:00 p.m.	<ul style="list-style-type: none"> ° Provincial Profile - Alberta and Manitoba ° Hot Issues - Department ° Hot Issues - Province

cc: Kimberly Hogan (CIADM)
Anne Lafontaine-Cyr (CIADM)
Len Westerberg (DG COMM)
Alain-Bernard Marchand (DG COMM)
Marian Hubley (DG COMM)
Joan MacPhail (RWEST) (604) 666-7621
Adrien Bussière (RWEST) (780) 495-3351
Paula Doyon (DG COMM)
Bill Balan
Louis Deschênes (Sports Canada) 956-8082
Annie Lambert (Langues officielles) 994-0276

Updated: April 13, 16:00

000895

Julie Desroche (SMADM) 997-2710
Dennys Gélinas (DGII)

General notes:

1. It recommended that one media advisory per province detailing all the events be done.
2. Joan MacPhail to give suggestions of Hotel in Edmonton.
3. To keep in mind any possible event at Canada Place in Winnipeg.
4. Hélène to pursue PCH Expenditures issues with Carmen d'Aoust

BEST AVAILABLE COPY

Hilaire Lemoine

04/19/2000 08:29 AM

Pour : Roseline Roy/HullOttawa/PCH/CA@PCH
cc : Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH

Objet : DSFM

Bonjour Roseline,

Suite à notre conversation d'hier : recommandation que la DSFM ne soit plus au programme de la ministre pour son voyage dans l'Ouest et la note ci-dessous de Louis qui semble recommander d'aller de l'avant?

Peux-tu m'éclairer?

Merci,

Annie

----- Envoyée par Hilaire Lemoine/HullOttawa/PCH/CA le 04/19/2000 08:27 AM -----



Louis Chagnon
04/18/2000 06:09 PM

Pour : Ron Hallman/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Gilles Pineau/HullOttawa/PCH/CA@PCH
cc : Bill Balan/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Hilaire Lemoine/HullOttawa/PCH/CA, Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Diane Leclercq/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Marcia Brown/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Adrian Wortley/West-Ouest/PCH/CA@PCH

Objet : DSFM

I just came back from a meeting with Education Minister Drew Caldwell and Finance Minister Greg Selinger.

The province is very interested in having a joint announcement on this agreement (subject to the reaction of the DSFM at a briefing scheduled for Thursday). As this is considered to be a very good news, I would recommend that it be seriously considered, again subject to the results of Thursday's meeting with the DSFM.

The announcement would be preceded by a 15-20min tete à tete between Mme Copps and Mr. Caldwell. It is also likely that the Minister of Finance, Greg Selinger would attend the announcement event. The Province would announce the specifics of their contribution as could Minister Copps. Signing of the actual agreement is contingent on the DSFM providing a revised business plan tied to the \$30M. It is expected that the formal agreement could be signed in May.

At this stage we cannot see that the DSFM would receive this \$30M agreement negatively.

Questions:

1) Would you want to consider this as a possible event.? (We will need to confirm with the province on Thursday after the meeting with DSFM given Easter weekend.) We have already confirmed that

Minister Caldwell would be available in the latter part of the morning.

2) Our view is that this announcement would supercede the proposed Imax announcement. However, would you want to do both? Note that the Imax announcement would likely be with the provincial Minister of Culture. We have confirmed that the province is interested in a joint announcement (this is a joint contribution.. \$700K - 700K). It would appear at this stage that there is enough flexibility in the agenda

3) Would we want the Ministers to sign an MOU leading up to the Canada-Manitoba Special Agreement or is a press conference and release on an upcoming agreement in principle sufficient?

Ron I will try to reach you tomorrow morning or you can reach me on my cell 204 955-2071.
Thanks..



Lise Toupin
04-13-2000 11:08

To: Isabelle Joyce/HullOttawa/PCH/CA@PCH
cc: Yvan Déry/HullOttawa/PCH/CA@PCH
Subject: Texte - Mesures spéciales

Pourrais-tu m'imprimer ce texte pour 13h15 cet après-midi et en remettre une copie à Yvan.

PS Yvan tu es le bienvenue à cette discussion à 13h30.

----- Envoyée par Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA le 04-13-2000 11:07 AM -----



Diane Leclercq
04-13-2000 11:01 AM

Envoyé par : Diane Leclercq

Pour : Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH
cc : Roseline Roy/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Diane Dorge/West-Ouest/PCH/CA@PCH

Objet : Texte - Mesures spéciales

Voici le texte que j'aimerais discuter avec la Province la semaine prochaine. Pour fins de discussions à la conférence téléphonique. Tu voudras l'imprimer de Microsoft Word avec les changements en subrillance (ou en couleur).



ENTENTE-DSFM-FR-version

Si tu veux que je t'envoie une copie par télécopieur, s.v.p. aviser.

PROJET (10)

**ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA
POUR LE DÉVELOPPEMENT DE
LA DIVISION SCOLAIRE FRANCO-MANITOBAINE N° 49**

Avril 2000

↖

?

**Entente SPÉCIALE Canada-Manitoba
pour LE DÉVELOPPEMENT DE
la Division scolaire franco-manitobaine n° 49**

LA PRÉSENTE ENTENTE SPÉCIALE a été conclue en ce _____ jour de _____ 2000.

ENTRE : **LE GOUVERNEMENT DU CANADA**, ci-après appelé le
« Canada », représenté par la ministre du Patrimoine canadien,

ET : **LE GOUVERNEMENT DU MANITOBA**, ci-après appelé le
« Manitoba », représenté par ^{la} le ministre de l'Éducation et de la
Formation professionnelle du Manitoba,

ATTENDU QUE la Constitution du Canada et plus particulièrement la Charte canadienne des droits et libertés ainsi que la Loi sur les langues officielles reconnaissent que le français et l'anglais sont les langues officielles du Canada, et que le Canada reconnaît ses responsabilités et engagement envers celles-ci;

ATTENDU QUE le Manitoba, étant donné que l'éducation est du ressort de la province, a le droit de déterminer les objectifs, définir les contenus et fixer les priorités de ses programmes de français dans la langue de la minorité et en faire l'évaluation;

ATTENDU QUE l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés reconnaît le droit des Canadiens et Canadiennes appartenant à la minorité de langue française ou de langue anglaise dans une province de faire instruire leurs enfants dans leur propre langue là où le nombre le justifie;

ATTENDU QUE la Cour Suprême du Canada a statué que l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés confère aux parents appartenant à la minorité linguistique un droit de gestion et de contrôle à l'égard des établissements d'enseignement où leurs enfants se font instruire, lorsque le nombre le justifie;

ATTENDU QUE le Manitoba, après une série de consultations publiques approfondies, a établi une politique globale pour la gestion des écoles françaises de la province;

ATTENDU QUE l'Assemblée législative du Manitoba a adopté la Loi modifiant la Loi sur les écoles publiques (Gestion des écoles

(208)
983-7908
984-1507

françaises) à l'égard de la politique de gestion des écoles françaises;

ATTENDU QUE la Ministre du Patrimoine canadien est chargée, conformément à la Loi sur les langues officielles, d'encourager et d'aider les gouvernements provinciaux et territoriaux à offrir aux membres des communautés minoritaires de langue officielle l'instruction dans leur propre langue;

ATTENDU QUE le Canada et le Manitoba ont antérieurement mis en oeuvre une entente spéciale qui a mené à l'établissement de la gestion scolaire francophone au Manitoba;

ATTENDU QUE le Canada a approuvé une nouvelle série de mesures spéciales destinées à investir davantage dans la qualité des programmes d'enseignement dans la langue de la minorité, à consolider le réseau d'institutions post-secondaires et à promouvoir l'apprentissage de la langue seconde;

ET ATTENDU QUE le Manitoba a approuvé une série de mesures spéciales destinées à améliorer la qualité des programmes d'enseignement dans la langue de la minorité.

EN CONSÉQUENCE, la présente Entente spéciale atteste que les parties aux présentes conviennent de ce qui suit :

1. OBJET DE L'ENTENTE SPÉCIALE

- 1.1 La présente Entente spéciale a pour objet d'établir un cadre de collaboration entre le Canada et le Manitoba en vue d'améliorer la qualité des programmes d'enseignement dans la langue de la minorité, conformément au plan d'affaires de la Division scolaire franco-manitobaine n° 49 (DSFM) figurant à l'Annexe 1.

2. OBJET DE LA CONTRIBUTION

- 2.1 Le Manitoba désire obtenir une contribution du Canada pour contribuer aux dépenses supplémentaires encourues par la DSFM pour réaliser les objectifs en matière de gestion des écoles françaises décrits dans son plan d'affaires, notamment :
- i) Améliorer les programmes destinés spécifiquement à l'enseignement en français langue première, y compris l'acquisition ou l'élaboration

de matériel pédagogique et de référence, ainsi que l'amélioration de programmes et d'activités culturelles;

ii) Mettre en oeuvre le programme d'accueil destiné à améliorer les compétences linguistiques des élèves qui ne satisfont pas aux exigences en matière de langue du programme français.

iii) Etc...

iv) Etc...

2.2 Le plan d'affaires de la DSFM qui figure à l'Annexe 1 comprend une description plus détaillée des activités à entreprendre, des résultats visés et des indicateurs de rendement ainsi qu'une ventilation proposée de la contribution du Canada et de celle du Manitoba.

3. MONTANT MAXIMUM DE LA CONTRIBUTION

3.1 Sous réserve de l'affectation des crédits par le Parlement, du maintien des niveaux budgétaires courants et prévus du Programme des langues officielles dans l'enseignement et des modalités et conditions de la présente Entente spéciale, le Canada s'engage à contribuer aux dépenses admissibles faites par le Manitoba pour la mise en oeuvre du plan d'affaires de la DSFM aux fins décrites à la clause 2, le moindre de 15 millions de dollars (15 000 000 \$) et 50 p. 100 du total des dépenses admissibles faites par le Manitoba, prévu à être réparti comme suit :

Année financière

1999-2000 :	3 600 000 \$
2000-2001 :	3 300 000 \$
2001-2002 :	3 000 000 \$
2002-2003 :	2 700 000 \$
2003-2004 :	2 400 000 \$

3.2 Sous réserve de l'affectation des crédits par l'Assemblée législative du Manitoba et du maintien des niveaux budgétaires courants et prévus du ministère de l'Éducation et de la Formation professionnelle, le Manitoba s'engage à contribuer aux dépenses admissibles faites par la DSFM (qui figurent à l'annexe 2) aux fins décrites à la clause 2 et, en vertu du Plan d'affaires approuvé (décrit à l'annexe 1), selon l'échéancier suivant :

Année financière

1999-2000 :	1 000 000 \$
2000-2001 :	1 900 000 \$
2001-2002 :	3 000 000 \$

2002-2003 : 4 000 000 \$
2003-2004 : 5 100 000 \$

- 3.3 L'aide financière prévue par la province du Manitoba, en vertu de l'article 3.2, est en sus des fonds normalement octroyés dans le cadre du Programme de financement des écoles et en sus des augmentations régulières s'y rattachant.
- 3.4 La contribution prévue doit également être en sus des contributions du Canada et du Manitoba en vertu d'une Entente bilatérale sur les langues officielles dans l'enseignement ou de toute autre entente semblable entre le Canada et le Manitoba au titre de l'enseignement en français.
- 3.5 Les modalités et conditions administratives régissant le paiement de la contribution du Canada sous l'Entente spéciale se trouvent à l'Annexe 3 de la présente Entente spéciale.

4. BUDGET ET ACTIVITÉS APPROUVÉS

- 4.1 Le Manitoba convient que les contributions mentionnées à la clause 3 s'appliquent uniquement aux activités décrites dans le Plan d'affaires de la DSFM (Annexe 1) selon la ventilation budgétaire fédérale-provinciale (Annexe 2) de la présente Entente spéciale.

5. MENTION DU CONCOURS DE L'ÉTAT

- 5.1 Le Manitoba s'assurera que la contribution du Canada et celle du Manitoba soient clairement identifiées dans les rapports annuels de la DSFM et dans tout programme de promotion ou de publicité que la DSFM pourrait entreprendre concernant les activités financées dans le cadre de la présente Entente spéciale.
- 5.2 Le Manitoba, dans ses activités de promotion ou de publicité relatives à la présente Entente spéciale, doit faire mention de la participation du ministère du Patrimoine canadien d'une manière à refléter la contribution financière du Canada.

6. DURÉE

- 6.1 La présente Entente spéciale lie le Manitoba et le Canada pour la période commençant le 1er avril 1999 et se terminant le 31 mars 2004, et toutes les contributions devant être versées par le Canada en conformité avec les présentes dispositions ne visent que les activités réalisées et les dépenses faites par le Manitoba au cours de ladite période en fonction du plan d'affaires de la DSFM.

7. MODIFICATION

- 7.1 Les parties peuvent, d'un commun accord écrit, modifier la présente Entente spéciale ou y mettre fin pendant la durée de celle-ci.

8. ÉVALUATION

8.1 1.1

Chaque année, les parties se rencontreront pour faire le point sur l'Entente spéciale et discuter des résultats des activités menées dans le cadre de celle-ci. Elles pourront convenir d'inviter les représentants de la DSFM à participer à cette rencontre.

8.2

1.2

Les parties conviennent qu'une évaluation formelle de la structure financière de la DSFM sera conduite au cours de la présente entente spéciale afin de revoir le financement à long terme de la DSFM.

- 8.3 Le Manitoba convient de fournir au Canada un rapport sur l'évaluation des activités réalisées avec l'appui financier du Canada, dans les six mois suivant l'expiration de la présente Entente spéciale.

9. CONSULTATIONS

- 9.1 Le Manitoba continuera de consulter en particulier la commission scolaire francophone, dont les membres sont élus, et les groupes et associations intéressées relativement aux programmes éducatifs prévus par la présente entente spéciale. Le Canada, dans son champ de compétence, se propose de consulter les associations et les groupes intéressés quant aux programmes mis en place en vertu de la présente entente spéciale.

10. PARTENARIAT

- 10.1 Les parties reconnaissent que la présente Entente spéciale ne constitue pas une association en vue de former une société ou une co-entreprise, ni ne crée de relation de mandataires entre le Canada et le Manitoba.

11. ANNEXES

- 11.1 Les annexes ci-jointes font partie intégrante de la présente Entente spéciale :

action
Annexe 1 - Plan d'affaires de la DSFM;
Annexe 2 - Ventilation budgétaire fédérale-provinciale;
Annexe 3 - Modalités administratives.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé la présente Entente spéciale à la date inscrite à la première page.

GOUVERNEMENT DU CANADA
GOUVE

GOUVERNEMENT DU MANITOBA

Ministre du Patrimoine canadien

EN PRÉSENCE DE :

Témoin

Ministre de l'Éducation et de la
Formation professionnelle

EN PRÉSENCE DE :

Témoin

ANNEXE 1

PLAN D'AFFAIRES DE LA DSFM

annexe 2

VENTILATION BUDGÉTAIRE FÉDÉRALE-PROVINCIALE

ANNEXE 3

Entente spéciale Canada-Manitoba pour le développement de la Division scolaire franco-manitobaine n° 49

MODALITÉS ET CONDITIONS ADMINISTRATIVES

1. PAIEMENT

- 1.1 Pour chacun des exercices financiers, le Canada s'engage à verser au Manitoba la contribution mentionnée à la clause 3 de la présente Entente spéciale de la façon suivante :
- a) pour le premier exercice financier, un premier paiement représentant environ la moitié (50 p. 100) de la contribution du Canada, après signature de la présente Entente spéciale;
 - b) pour chaque exercice subséquent, le premier versement représetant environ la moitié (50 p. 100) de la contribution du Canada pour cet exercice sera fait sous réserve de l'acceptation d'un rapport d'activités détaillé au sujet des progrès accomplis en vue de la réalisation des objectifs du plan d'affaires pour l'exercice précédent et au besoin, d'un plan d'affaires mis à jour, à condition que les versements précédents aient été remplies;
 - c) pour chaque exercice de l'Entente, le second paiement n'excédant pas le solde de la contribution du Canada pour cet exercice financier, sera versé après la réception et l'acceptation :
 - (i) d'un état financier final certifié relatif à la contribution du Canada au Manitoba pour l'exercice précédent, s'il y a lieu;
 - (ii) d'un état financier provisoire certifié démontrant les dépenses réelles faites par le Manitoba durant la période se terminant le 31 janvier de l'exercice courant et les dépenses prévues au 31 mars de ce même exercice.
- 1.2 En plus des rapports annuels mentionnés à la clause 1.1 de la présente Annexe, le Manitoba devra soumettre au Canada, d'ici le 31 décembre 2004, un rapport final détaillant l'état des réalisations du plan d'affaires de la DSFM.

- 1.3 En plus des états financiers mentionnés à la clause 1.1 de la présente Annexe, un état financier final certifié, démontrant les dépenses réelles faites par le Manitoba durant l'exercice financier se terminant le 31 mars 2004 devra être présenté au Canada au plus tard neuf mois après la fin de cet exercice financier, soit le 31 décembre 2004.
- 1.4 Les montants à payer par le Canada au Manitoba conformément à la présente Entente spéciale seront effectués dans un délai approximatif de trente (30) jours ouvrables suivant la réception des documents mentionnés à la clause 1.1 de la présente Annexe, à la condition que les renseignements présentés dans lesdits documents soient conformes aux modalités de la présente Entente spéciale et que le Manitoba ait donné suite aux questions soulevées par le Canada, le cas échéant.

1. 2. TRANSFERTS

- 2.1 Le Manitoba pourra transférer des fonds entre les objectifs du Plan d'affaires avec l'autorisation écrite du Canada. Le Manitoba devra présenter une demande en ce sens avant le 1er mars de l'exercice financier visé.

3. ÉTATS FINANCIERS CERTIFIÉS

- 3.1 Aux fins de la présente Entente spéciale, le Manitoba présentera des états financiers au Canada une fois que ceux-ci auront été certifiés par un agent principal de programme et par un agent principal des finances, lesquels auront été dûment autorisés par le Manitoba et agréés par le Canada.
- 3.2 Aux fins de la présente Entente auxiliaire, les états financiers mentionnés à la clause 1 de la présente Annexe, sont des états détaillés de toutes les dépenses faites par le Manitoba à l'égard des activités financées dans le cadre de la présente Entente spéciale. Ces états financiers seront présentés de façon conforme au budget du Plan d'affaires approuvé.
- 3.3 Les rapports d'activités mentionnés à la clause 1 de la présente Annexe doivent contenir une description détaillée des activités mentionnées dans le Plan d'affaires approuvé de la DSFM (Annexe 1).

4. PAIEMENT EXCÉDENTAIRE

- 1.1 Si les paiements versés au Manitoba, conformément à la présente Entente spéciale, dépassent les montants auxquels le Manitoba a droit, la somme

excédentaire devra être remise au Canada. Si la somme excédentaire n'a pas été remise, le Canada pourra déduire un montant équivalent à ses contributions ultérieures au Manitoba.

5. VÉRIFICATION FINANCIÈRE

- 5.1 Le Canada se réserve le droit de vérifier ou de faire vérifier les comptes et registres du Manitoba relatifs aux dispositions de la présente Entente spéciale afin de s'assurer du respect de ces dispositions, et le Manitoba accepte de mettre à la disposition des vérificateurs tout registre, document ou renseignement dont ceux-ci pourraient avoir besoin. La portée et l'étendue des vérifications financières, et le moment choisi pour les entreprendre, seront fixés par le Canada et, le cas échéant, ces vérifications pourront être menées par des fonctionnaires du ministère du Patrimoine canadien ou par leurs agents.
- 5.2 Le Canada accepte d'informer le Manitoba des résultats de toute vérification financière et de verser à la Province, le plus tôt possible après la vérification, toute somme d'argent qu'il pourrait lui devoir. Le Manitoba accepte de verser au Canada, sur la foi des résultats de la vérification financière, toute somme d'argent qu'il pourrait lui devoir.



Canadian Heritage Patrimoine canadien

P.O. Box 2160
2nd floor - 275 Portage Avenue
Winnipeg, Manitoba
R3C 3R5

April 12, 2000

The Honourable Drew Caldwell
Minister of Education and Training
Government of Manitoba
Room 168 - Legislative Building
450 Broadway
Winnipeg, MB
R3C 0V8

Dear Mr. Caldwell:

I am writing to outline the requirements of the Federal Government with respect to the Canada-Manitoba Special Agreement on School Governance in support of the Division scolaire franco-manitobaine (DSFM). As you are aware, Minister Copps approved interim measures to allow for federal disbursements in fiscal year 1999-2000, prior to a formal agreement being reached.

In order to conclude the Agreement, we require that the DSFM review its expenditure forecasts and provide a business plan commensurate with the funding schedule we have agreed to. As you are aware, the Business Plan provided by the DSFM will be annexed to the Agreement, and will be a key reference tool in the management of the agreement. This business plan should therefore detail how the DSFM intends to utilize the funding and should include a detailed description of activities, concrete results and performance indicators.

I look forward to our continued cooperation and trust that we can conclude our agreement in the shortest delays.

Sincerely,

Louis Chagnon
Director - MB, NWT & Nunavut

cc. The Honourable Greg Selinger

Canada



275, avenue Portage
2e étage
Winnipeg (Manitoba)
R3B 2B3

Télécopieur (204) 983-5365

275 Portage Avenue
2nd Floor
Winnipeg, Manitoba
R3B 2B3

Fax.: (204) 983-5365

TÉLÉCOPIE / FAX TRANSMISSION

PATRIMOINE CANADIEN / CANADIAN HERITAGE

BUREAU PROVINCIAL DU MANITOBA / MANITOBA PROVINCIAL OFFICE

DATE:

Le 13 avril 2000

À/TO:

Lise Toupin et Roseline Roy
DGPALO

télécopieur : 953-6580

DE/FROM:

Diane Leclercq (204) 983-7908
Gestionnaire des opérations (p.i.) - MB/TNO

PAGES:

1 + 1 pages

OBJET/SUBJECT:

Mesures spéciales - Division scolaire franco-manitobaine

COMMENTAIRES/COMMENTS:

La Province a demandé une lettre de Louis confirmant les exigences fédérales telles que stipulées dans la lettre de la Ministre pour procéder à la signature d'une entente. Voici la lettre que Louis a envoyé à la Province.

 Lise Toupin
04-11-2000 08:36


Pour : Hilaire Lemoine/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Yvan Déry/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Roseline Roy/HullOttawa/PCH/CA@PCH

cc :

Objet : La Liberté - Entente Canada-Manitoba

Pour votre info. On s'en parle au besoin.

----- Envoyée par Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA le 11/04/2000 08:36 -----

 Diane Leclercq
11/04/2000 01:46

Envoyé par : Diane Leclercq

Pour : Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH
cc : Louis Chagnon/West-Ouest/PCH/CA@PCH

Objet : La Liberté - Entente Canada-Manitoba

Voir note de notre agent de communication ci-bas.

On a rencontré la Province hier matin pour discuter des prochaines étapes. La Province n'a pas encore annoncé à la DSFM le montant qui lui sera accordé en 1999-2000 et pour les années subséquentes donc ceci apporte beaucoup d'ambiguïté dans les médias. C'est le Ministre Caldwell, ministre de l'éducation lui-même qui veut annoncer les montants proposés dans le cadre de l'entente à la DSFM en la présence du Ministre des Finances, Greg Selinger, aussi responsable de la francophonie lors d'une rencontre de breffage qui aura lieu d'ici une ou deux semaines. Nous serons invités à la rencontre car le **Ministre Caldwell passera des messages claires sur le maximum des montants, et les rubriques sous lesquelles les montants vont être distribués tout en indiquant que la DSFM doit redresser ses finances pour ne pas avoir de déficit tel que prévu pour 2000-2001.**

Nous savons que les médias seront à la porte comme d'habitude. C'est à suivre.

----- Forwarded by Diane Leclercq/West-Ouest/PCH/CA on 2000-04-10 04:21 PM -----

 Angela Cassie
2000-04-10 03:01 PM

To: CICD PNWT Regional Management Team, Adrian Wortley/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Nancy Renwick/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Diane Leclercq/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Diane Dorge/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Marilynne Delaquis/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Brigitte Gibson/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Maureen Tsai/West-Ouest/PCH/CA@PCH

cc:

Subject: La Liberté - Entente Canada-Manitoba

Dans La Liberté cette semaine...

La Liberté
du 7 au 13 avril 2000
Sandra Poirier
page 3

"Le budget est adopté"

Les commissaires de la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) ont adopté le 3 avril à l'unanimité le budget 2000-2001 comportant un manque à gagner de 4 835 425\$. Si l'entente Canada-Manitoba est signée avant le 15 avril, la DSFM révisera leur chiffres pour présenter à la Province un budget qui tient compte du montant qui sera alloué.

Le fédéral a déjà indiqué qu'il était prêt à accorder 3 millions \$ par année pendant cinq ans si la Province donnait la même somme.

La Liberté
du 7 au 13 avril 2000
Éditorial - Pascal Dubé
page 4

"À quand l'entente"

Pascal Dubé demande, "Pourquoi l'entente spéciale Canada-Manitoba sur la gestion scolaire n'est-elle toujours pas signée?" En janvier 1999, la ministre Copps annonçait à des représentants de la DSFM que les ententes spéciales pour la gestion scolaire allaient, non seulement être renouvelés, mais bonifiées. Les ententes Canada-communautés ont été renouvelées avec une augmentation de 30%, mais toujours rien, au Manitoba du moins, pour la gestion scolaire. Même le député de Saint-Boniface et secrétaire d'État à la francophonie, Ronald Duhamel, n'y peut rien.

Les politiciens doivent maintenant faire preuve de bonne volonté en prenant leurs responsabilités et en respectant leur promesses. Faites de l'entente spéciale Canada-Manitoba sur la gestion scolaire une véritable priorité et répondez aux besoins de la communauté. Ça fait déjà trop longtemps que ça traîne.



Patrimoine canadien Canadian Heritage

Sous-ministre Deputy Minister

Hull (Québec)
K1A 0M5

Hull, Quebec
K1A 0M5

le 21 février 2000

8/22-3-1-00
04/06/00
C10LOP

Note Memo
Négociation

NOTE À L'INTENTION DE L'HONORABLE SHEILA COPPS

**NÉGOCIATION D'UNE ENTENTE SPÉCIALE
RELATIVE À LA GESTION SCOLAIRE AU MANITOBA**

(Pour signature)

RÉSUMÉ

- ° Les ministres Caldwell et Selinger, du Manitoba, vous ont écrit le 26 janvier 2000 pour exprimer leur insatisfaction quant à l'offre fédérale de 10 M\$, sur cinq ans, présentée dans le cadre de la négociation du renouvellement d'une Entente spéciale relative à la gestion scolaire au Manitoba.
- ° Le gouvernement du Manitoba sollicite une contribution fédérale de 3 M\$ par année du gouvernement fédéral et propose une contribution provinciale de 2 M\$ par année.

Contexte

- ° L'Entente spéciale précédente a expiré le 31 mars 1999. En vertu de cette entente, le gouvernement fédéral a versé 15 M\$ sur cinq ans.
- ° Les négociations sont en cours depuis plusieurs mois; la dernière rencontre a eu lieu à la fin novembre 1999 et, depuis ce temps, les discussions se poursuivent. Une rencontre prévue en janvier a été reportée à la demande de la province.
- ° Les ministres Caldwell (Éducation et Formation) et Selinger (Services en français) vous ont écrit le 26 janvier 2000 pour exprimer leur insatisfaction quant à l'offre fédérale de 10 M\$, sur cinq ans, présentée dans le cadre de la négociation du renouvellement de l'Entente spéciale.

.../2

- 2 -

Considérations

- ° L'offre fédérale de 10 M\$ sur cinq ans est substantielle, considérant le fait que le Manitoba reçoit également des montants importants en vertu du financement régulier du Programme des langues officielles dans l'enseignement (24,9 M\$ sur quatre ans) et en vertu d'une entente auxiliaire pour le développement du Collège universitaire de Saint-Boniface (6 M\$ sur 5 ans).
- ° En vertu de la dernière Entente spéciale, le gouvernement fédéral a contribué un montant de 3 M\$ par année alors que le Manitoba ne versait que 750 000 \$ par année, et ce, malgré son engagement de verser une contribution égale à celle du gouvernement fédéral. Nous insistons cette fois-ci non seulement pour que la contribution du Manitoba soit égale à celle du gouvernement fédéral, mais aussi pour qu'elle provienne entièrement de fonds nouveaux.
- ° Il est important de rappeler à la province qu'elle reçoit maintenant 1 M\$ de plus par année en vertu du Minimum garanti, et que ces fonds, destinés à des projets de développement, peuvent être utilisés au besoin pour aider la Division scolaire franco-manitobaine n° 49 (DSFM) à réaliser certains de ses projets de développement.
- ° Nous ne croyons pas qu'il soit opportun pour vous, à ce stade-ci des négociations, de rencontrer les ministres manitobains concernés. Nous croyons plutôt que les discussions devraient se poursuivre entre les fonctionnaires fédéraux et provinciaux, ce qui nous permettrait d'envisager, entre autres, des arrangements administratifs pour répondre à des besoins urgents de la province en permettant par exemple un étalement plus important des fonds fédéraux en début d'entente.

.../3

- 3 -

Recommandation

- ° Nous vous recommandons de signer la lettre ci-jointe aux ministres Caldwell et Selinger réitérant la position du gouvernement fédéral dans ce dossier.



Alex Himerfarb

Pièces jointes

Préparé par:

Michèle Blais-Chauvin, Programmes d'appui aux langues officielles, 994-3802

Norman Moyer, Identité canadienne, 994-2164

Minister
of Canadian Heritage



Ministre
du Patrimoine canadien

Ottawa, Canada K1A 0M5

The Honourable Drew Caldwell, M.L.A.
Minister of Education and Training
The Honourable Greg Selinger, M.L.A.
Minister Responsible for French-Language Services
Government of Manitoba
Legislature Building, Room 168
Winnipeg, Manitoba
R3C 0V8

Dear Messrs. Caldwell and Selinger:

I am writing in response to your letter of January 26, 2000, regarding renewal of the Canada-Manitoba Special Agreement for Francophone Schools Governance. I want to emphasize the value my department and I place on school governance.

It is important to recall that Manitoba will receive \$24.9M in regular funding under the Official Languages in Education Program (OLEP) over four years. Under the Canada-Manitoba Subsidiary Agreement on the development of the *Collège universitaire de Saint-Boniface*, Manitoba will receive an additional \$6M over five years.

Considering the overall federal OLEP funding allocated to Manitoba, I strongly believe that our offer of \$10M over five years is a fair one that could be complemented, if necessary, with regular OLEP funds. For instance, the increase of \$1M per year of Manitoba's regular OLEP funds under the Minimum Guarantee, an increase that is intended for development activities, could be used to support the *Division scolaire franco-manitobaine n° 49 (DSFM)* with specific development initiatives.

.../2

- 2 -

Under the first Canada-Manitoba Special Agreement, both governments were committed to contributing an equal amount for the duration of the Agreement. As mentioned in your letter, federal funding amounted to \$3M per year; however, during the same period, Manitoba's additional funding per year was \$750,000. I would like to reiterate our position that under a renewed Special Agreement, Manitoba's contribution must be clearly identified as new provincial funds and be at least equal to the federal contribution.

At this stage of the negotiations, I suggest that our officials continue their discussions because I am confident that a resolution to our differences can be achieved once all possibilities have been examined. For instance, we are prepared to support Manitoba and the *DSFM* in addressing pressing needs by offering flexibility in the allocation of our \$10M total contribution. To this end, we would be open to discussing with you arrangements whereby a greater portion would be disbursed in the initial years of the Special Agreement.

In conclusion, once we have completed our discussions, I would be pleased to participate with you in the signing ceremony for a new Special Agreement.

Please accept my best wishes.

Yours sincerely,

Sheila Copps

Canadian Heritage

Canadian Heritage/Patrimoine canadien
MCS

2000/01/03 - 12:07

Docket No.: CH2000-02499
Previous/Précédent : IN2000-00258
CH1999-32435

Document date: 2000/01/26
Date received: 2000/02/03

BF date: 2000/02/10
Due date: 2000/02/24
Campaign code:
Priority/Priorité: Green/Ver

Lead/Responsable: CIOLDG

Author/Auteur: Caldwell, Drew

Title/Organization: Minister
Government of Manitoba

Subject: Requests to meet with the Minister to discuss the decrease
of funding to the Canada-Manitoba Special Agreement for the
Implementation of Francophone Schools Governance

Action: Reply/Réponse

c.c.: J. THORNE (MO)
c.c.: RPR / SMDFP
c.c.: SMDBME / DMO

Charged To: Ministerial Corresp. ministérielle
Jill - reply

L. Haley

Comments:

mcallist

- 2000/02/03

Join with CH1999-32435

Approved by:

DG (or designate)

(Date)

ADM/CEO/RExD (or designate)

(Date)

Signature []
required

DM

(Date)



Resp. / Lead _____

CC: _____

MINISTER OF EDUCATION AND TRAINING

Room 168
Legislative Building
Winnipeg, Manitoba, CANADA
R3C 0V8

CH2000-02429
cm

January 26, 2000

PERSONAL AND CONFIDENTIAL

The Honourable Sheila Copps, M.P.
Minister of Canadian Heritage
12th Floor, Jules Léger Block
Hull QC K1A 0M5

Dear Ms. Copps:

This letter is a follow-up to an earlier letter sent by the Minister Responsible for French-Language Services, Greg Selinger, to the Honourable Ron Duhamel on the matter of a renewal of the Canada-Manitoba Special Agreement for Francophone Schools Governance.

The first Canada-Manitoba Special Agreement for the Implementation of Francophone Schools Governance expired on March 31, 1999. Under this agreement, the Government of Canada granted additional funding of approximately three (3) million dollars per year to the *Division scolaire franco-manitobaine n° 49* (DSFM). This funding enabled the DSFM to better meet the additional expenses related to specific initiatives in the area of schools governance such as the implementation and operation of the governance structure, French as a First Language Programs as well as the *Programme d'accueil*. However, a good number of initiatives specific to schools governance, such as the *Programme d'accueil* still require and will continue to require sustained financial support from both levels of government through the years.

.../2



Our Past. Our Future. Our Celebration.
Notre passé. Notre avenir. Notre fête.

The Honourable Sheila Copps, M.P.

Page 2

Officials of the Department of Canadian Heritage, the Manitoba Department of Education and Training, and representatives of the DSFM, have for some time been involved in negotiating a second Canada-Manitoba Agreement for Francophone Schools Governance, which would be in effect from 1999 to 2004. The negotiations are essentially focused on implementing the Business Plan proposed by the DSFM, which lists the areas that have been identified as priorities for the next five years.

During the course of these negotiations, the representatives for Manitoba have indicated that our province is prepared to provide up to two (2) million dollars on average per year for the period in question. This amount represents a major annual increase of \$1.25 million or 166% over the annual additional grant of \$750,000 previously provided by Manitoba for schools governance.

In contrast, however, we have learned that your government's funding for the same agreement would be decreased from three (3) million to two (2) million dollars per year, which would represent a net reduction of one (1) million dollars per year or 33%.

Given the increase in funding from Manitoba and the decrease in funding from the Government of Canada, the DSFM will receive net additional funding of only \$250,000 per year when one compares the average annual funding of three (3) million dollars under the first agreement, with the average annual funding of \$3.25 million (\$1.25 million + \$2 million) under the proposed agreement. As you can see, this net increase is obviously limited and disappointing.

We find it very difficult to understand and accept this situation. We cannot explain why Canada would reduce its funding for an agreement by 33% when the province of Manitoba is increasing its contribution by 166%. We feel that at a minimum, Canada's contribution should be maintained at the level of the first agreement, namely three (3) million dollars per year. The total additional funding granted by the two levels of government would be in the order of five (5) million dollars per year, which would enable the DSFM to better assume its particular responsibilities.

The Government of Canada has been supporting an Official Languages policy across the country for many years now and has also supported political and legal initiatives aimed at implementing Francophone schools governance. The Government of Canada has also been responsible for providing additional funding through measures such as the Official Languages in Education Program, and more recently, special agreements such as the one discussed in this letter.

.../3

The Honourable Sheila Copps, M.P.
Page 3

You will surely understand our surprise and disappointment upon learning that the Government of Canada would be decreasing its funding to the special agreement in such a substantial way.

We are therefore asking you, as Minister of Canadian Heritage, to take the necessary steps within your government to rectify this situation which is unfavourable to the future of minority-language schools governance. Once again, the province of Manitoba hopes that your government will maintain its funding at the level of the first special agreement, namely three (3) million dollars a year.

In view of the recent Supreme Court of Canada ruling in the Arsenault-Cameron matter, we believe there will be significant impacts on all jurisdictions, including Canada and the provinces, regarding policy decisions and related resourcing for minority-language education.

As the current fiscal year will come to an end on March 31, 2000 for both Canada and Manitoba, we believe there is an urgent need to finalize a renewed bilateral agreement as soon as possible in order to ensure that funds flow to the DSFM as of 1999-2000.

We would offer to meet with you in Ottawa at your earliest convenience.

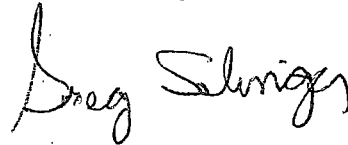
We thank you for your prompt attention to this matter and would appreciate your response by mid-February.

Yours sincerely,



Honourable Drew Caldwell
Minister of Education and Training

Yours sincerely,



Honourable Greg Selinger
Minister Responsible for
French-Language Services



Patrimoine canadien Canadian Heritage

Sous-ministre

Deputy Minister

Hull (Québec)
K1A 0M5

Hull, Québec
K1A 0M5

NOTE À L'INTENTION DE L'HONORABLE SHEILA COPPS

**NÉGOCIATION D'UNE ENTENTE SPÉCIALE
RELATIVE À LA GESTION SCOLAIRE AU MANITOBA**

(Pour signature)

RÉSUMÉ

- ° Les ministres Caldwell et Selinger, du Manitoba, vous ont écrit le 26 janvier 2000 pour exprimer leur insatisfaction quant à l'offre fédérale de 10 M\$ sur cinq ans présentée dans le cadre de la négociation du renouvellement d'une Entente spéciale relative à la gestion scolaire au Manitoba.
- ° Le gouvernement du Manitoba sollicite une contribution fédérale de 3 M\$ par année du gouvernement fédéral et propose une contribution provinciale de 2 M\$ par année.

Contexte

- ° L'Entente spéciale précédente a expiré le 31 mars 1999. Sous cette entente, le gouvernement fédéral a versé 15 M\$ sur cinq ans.
- ° Les négociations sont en cours depuis plusieurs mois; la dernière rencontre a eu lieu à la fin novembre 1999 et depuis ce temps, les discussions se poursuivent. Une rencontre prévue en janvier a été reportée à la demande de la province.
- ° Les ministres Caldwell (Éducation et Formation) et Selinger (Services en français), vous ont écrit le 26 janvier 2000 pour exprimer leur insatisfaction quant à l'offre fédérale de 10 M\$ sur cinq ans présentée dans le cadre de la négociation du renouvellement de l'Entente spéciale.

.../2

- 2 -

Considérations

- ° L'offre fédérale de 10 M\$ sur cinq ans est substantielle, considérant le fait que le Manitoba reçoit également des montants importants sous le financement régulier du Programme des langues officielles dans l'enseignement (24,9 M\$ sur quatre ans) et en vertu d'une entente auxiliaire pour le développement du Collège universitaire de Saint-Boniface (6 M\$ sur 5 ans).
- ° En vertu de la dernière Entente spéciale, le gouvernement fédéral a contribué un montant de 3 M\$ par année alors que le Manitoba ne versait que 750 000 \$ par année, et ce, malgré son engagement de verser une contribution égale à celle du gouvernement fédéral. Nous insistons cette fois-ci non seulement pour que la contribution du Manitoba soit égale à celle du gouvernement fédéral mais aussi pour qu'elle provienne entièrement de fonds nouveaux.
- ° Il est important de rappeler à la province qu'elle reçoit maintenant 1 M\$ de plus par année sous le Minimum garanti, et que ces fonds, destinés à des projets de développement, peuvent être utilisés au besoin pour aider la Division scolaire franco-manitobaine n° 49 (DSFM) à réaliser certains de ses projets de développement.
- ° Nous ne croyons pas qu'il soit opportun pour vous, à ce stade-ci des négociations, de rencontrer les ministres manitobains concernés. Nous croyons plutôt que les discussions devraient se poursuivre entre les fonctionnaires fédéraux et provinciaux, ce qui nous permettrait d'envisager, entre autres, des arrangements administratifs pour répondre à des besoins urgents de la province en permettant par exemple un étalement plus important des fonds fédéraux en début d'entente.

.../3

- 3 -

Recommandation

- ° Nous vous recommandons de signer le projet de lettre ci-joint aux ministres Caldwell et Selinger réitérant la position du gouvernement fédéral dans ce dossier.

Alex Himerlfarb

Pièces jointes

Préparé par:

Michèle Blais-Chauvin, programmes d'appui aux langues officielles, 994-3802

Norman Moyer, Citoyenneté et Identité canadienne, 994-2164

Minister
of Canadian Heritage



Ministre
du Patrimoine canadien

Ottawa, Canada K1A 0M5

The Honourable Drew Caldwell
Minister of Education and Training
The Honourable Greg Selinger
Minister Responsible for French-Language Services
Government of Manitoba
Legislature Building, Room 168
Winnipeg, Manitoba
R3C 0V8

Dear Messrs. Caldwell and Selinger:

I am writing in response to your letter of January 26, 2000 regarding the renewal of the *Canada-Manitoba Special Agreement for Francophone Schools Governance*. I would like to reiterate the importance of school governance both to myself and to my Department.

In the context of our discussions, it is of great importance to recall that Manitoba will be receiving \$24.9M in regular funding under the Official Languages in Education Program (OLEP) over four years. Under the *Canada-Manitoba Subsidiary Agreement on the development of the Collège universitaire de Saint-Boniface*, Manitoba will also receive an additional \$6M over five years.

Considering the overall federal OLEP funding allocated to Manitoba, I strongly believe that our offer of \$10M over five years is a fair offer that could be complemented, if necessary, with regular OLEP funds. For instance, the increase of \$1M per year of Manitoba's regular OLEP funds under the Minimum Guarantee, increase that is intended for development activities, could be used to support the Division scolaire franco-manitobaine n° 49 (DSFM) with specific development initiatives.

Under the first Canada-Manitoba Special Agreement, both governments were committed to contributing an equal amount of funds for the duration of the Agreement. As mentioned in your letter, federal funding amounted to \$3M per year; however, during the same period, Manitoba's additional funding per year was \$750,000. I would like to reiterate our position that under a renewed Special Agreement, Manitoba's contribution must be clearly identified as new provincial funds and be at least equal to the federal contribution.

.../2

- 2 -

At this stage of the negotiations, I would like to suggest that our officials continue their discussions, as I am confident that a resolution to our differences can be achieved once all possibilities have been examined. For instance, we are prepared to support Manitoba and the DSFM in addressing pressing needs by offering flexibility in the allocation of our \$10M total contribution. To this end, we would be open to discussing with you arrangements whereby a greater portion of our total contribution of \$10M would be disbursed in the initial years of the Special Agreement.

In conclusion, once we have completed our discussions, I would be pleased to participate with you in the signing ceremony for a new Special Agreement.

Yours sincerely,

Sheila Copps

Canadian Heritage

Canadian Heritage/Patrimoine canadien

MCS

1999/11/07 - 11:12

Docket No.: CH1999-32435
Previous/Précédent :

Document date: 1999/11/30
Date received: 1999/12/07

BF date: 1999/12/14
Due date: 1999/12/30
Campaign code:
Priority/Priorité: GR(Y-BH)

Lead/Responsable: CIOLDG

Author/Auteur: Caldwell, Drew

Title/Organization: Minister Education and Training
Government of Manitoba

Subject: Informs the Minister re: discussions with the Division
scolaire franco-manitobaine on possible renewal of a
Canada-Manitoba Agreement and additional funding in support
to that particular school authority

Action: Reply/Réponse

c.c.: J.THORNE, DMO
c.c.: RPR, SMDFP
c.c.: L.HALEY, SMDBME

Charged To: Ministerial Corresp. ministérielle
Jill - reply

Comments:

Approved by:

DG (or designate)

(Date)

ADM/CEO/REx D (or designate)

(Date)

Signature []
required

DM

(Date)



MINISTER OF EDUCATION AND TRAINING 1999 DEC -6 P.3:11

Room 168
Legislative Building
Winnipeg, Manitoba, CANADA
R3C 0V8

November 30, 1999

The Honourable Sheila Copps, M.P.
Minister of Canadian Heritage
12th Floor, Jules Leger Block
Hull QC K1A 0M5

Dear Ms. Copps:

As the new Minister of Education and Training, I wish to take this opportunity to thank you for your ministry's recent announcements regarding the positive changes brought to the Official Languages in Education program. We are very pleased to note that your government has reaffirmed its commitment to minority and second language education in Canada by increasing funding attributed to the above-mentioned program. This enhancement to funding will enable Manitoba to facilitate the development of many worthwhile projects and to support the implementation of new initiatives in the area of French-language education.

We look forward to the imminent signing of a new Protocol for Agreements for Minority-Language Education and Second-Language Instruction. Manitoba fully endorses the Action Plan approach which serves as the administrative foundation of the proposed protocol. We believe that the new approach will significantly enhance program accountability while simplifying the administrative processes currently in effect.

I would also take this opportunity to note the quality of on-going discussions between Canadian Heritage and Manitoba Education and Training. I believe that the dedication and professionalism of our respective officials go a long way to maintain a high level of dialogue between our two jurisdictions in matters of shared interest in education. As a case in point, the current discussions involving representatives of both our departments and of the Division scolaire franco-manitobaine No.49 (DSFM) regarding the possible renewal of a Canada-Manitoba Agreement in support of that particular school authority, are progressing in a positive and productive fashion.

.../2



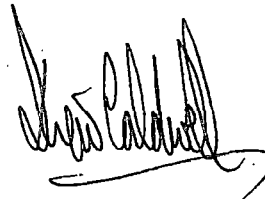
*Our Past. Our Future. Our Celebration.
Notre passé. Notre avenir. Notre fête.*

● e Honourable Sheila Copps
Page 2

Regarding these discussions leading to the timely renewal of a bilateral agreement, I wish to reaffirm Manitoba's commitment to Francophone schools governance and to indicate our willingness to enter into a multi-year agreement with Canadian Heritage on the basis of equivalent contributions made by both levels of government for the five-year duration of these proposed special measures. In order for this positive initiative to go forward as expeditiously as possible, Manitoba wishes to indicate that it intends to approve a contribution of 2 million dollars per year, on average, for the period 1999-2000 to 2003-2004, as per confirmation of this level of support on an annual basis by the provincial government. It is our expectation that additional and unique financial support directed to the DSFM (approximately \$750,000 in 1999-2000) in recognition of that school jurisdiction's mandate and particularities will be included as part of Manitoba's total contribution of 2 million dollars per year. Further, it should be noted that the above-mentioned grants are over and above Manitoba's Schools' Finance Program for the regular funding of our province's school divisions and therefore are to be considered as supplementary measures applicable exclusively to the DSFM:

I remain confident of the timely conclusion of the proposed agreement between our two levels of government. I do look forward to our continued collaboration in the future and to the opportunity of meeting you in person on matters related to education.

Yours sincerely,



Honourable Drew Caldwell

- c. Honourable Ron Duhamel, Secretary of State (Western Economic Diversification)
(Francophonie)
Honourable Greg Selinger, Minister of Finance

Office of the
Minister of Canadian Heritage



Cabinet de la
ministère du Patrimoine canadien

Ottawa, Canada K1A 0M5

Mrs. Annalea Mitchell
Special Assistant to the Minister
of Education and Training
Room 168, Legislative Building
Winnipeg, Manitoba
R3C 0V8

Dear Mrs. Mitchell:

On behalf of the Honourable Sheila Copps, Minister of Canadian Heritage, thank you for the correspondence of November 30, 1999, from the Honourable Drew Caldwell, regarding the new Protocol for Agreements for Minority Language Education and Second-Language Instruction and the renewal of a special agreement on Francophone school governance. Please excuse the delay of my reply.

Ms. Copps is pleased that the Government of Manitoba endorses the new action-plan based approach of the Protocol, which has lead to successful discussions between provincial government officials and those of the Department of Canadian Heritage. I understand that the proposed Protocol, covering the 1998-2003 period, will be signed very shortly.

With respect to the renewal of a special agreement on Francophone school governance, the Minister is delighted that the preliminary discussions have been productive and she appreciates Mr. Caldwell reaffirming Manitoba's intentions and commitments toward the renewal of this agreement. Ms. Copps trusts that further discussions between officials will be constructive and that the federal and provincial governments, as well as the *Division scolaire franco-manitobaine*, will come to a mutual agreement that will satisfy all concerned.

Please accept our best wishes.

Yours sincerely,

Gilles Pineau
Senior Policy Advisor

c.c.: The Honourable Ron J. Duhamel, P.C., M.P.

Canada

Mrs. Annalea Mitchell
Special Assistant to the Minister
of Education and Training
Room 168, Legislative Building
Winnipeg, Manitoba
R3C 0V8

Dear Mrs. Mitchell:

On behalf of the Honourable Sheila Copps, Minister of Canadian Heritage, thank you for the correspondence of November 30, 1999, from the Honourable Drew Caldwell, regarding the new Protocol for Agreements for Minority-Language Education and Second-Language Instruction and the renewal of a special agreement on Francophone school governance. Please excuse the delay of my reply.

Ms. Copps is pleased that the Government of Manitoba endorses the new action-plan based approach of the Protocol, which has lead to successful discussions between provincial government officials and those of the Department of Canadian Heritage. I understand that the proposed Protocol, covering the 1998-2003 period, will be signed very shortly.

With respect to the renewal of a special agreement on Francophone school governance, the Minister is delighted that the preliminary discussions have been productive and she appreciates Mr. Caldwell reaffirming Manitoba's intentions and commitments toward the renewal of this agreement. Ms. Copps trusts that further discussions between officials will be constructive and that the federal and provincial governments, as well as the *Division scolaire franco-manitobaine*, will come to a mutual agreement that will satisfy all concerned.

Please accept our best wishes.

Yours sincerely,

Gilles Pineau
Senior Policy Advisor

c.c.: The Honourable Ron J. Duhamel, P.C., M.P.

(204)
945 3720

The Honourable Drew Caldwell, M.L.A.
Minister of Education and Training
Province of Manitoba
Room 168, Legislative Building
Winnipeg, Manitoba
R3C 0V8

address
to EA

from the Honourable
Drew Caldwell,

Dear Mr. Caldwell:

On behalf of the Honourable Sheila Copps, Minister of Canadian Heritage, thank you for your correspondence of November 30, 1999, regarding the new Protocol for Agreements for Minority-Language Education and Second-Language Instruction and the renewal of a special agreement on Francophone school governance. Please excuse the delay of my reply.

provincial government

Ms. Copps is pleased that the Government of Manitoba endorses the new action-plan based approach of the Protocol, which has lead to successful discussions that have been taking place between your officials and those of the Department of Canadian Heritage. I understand that the proposed Protocol, covering the 1998-2003 period, will be signed very shortly.

With respect to the renewal of a special agreement on Francophone school governance, the Minister is delighted that the preliminary discussions have been productive and she appreciates your reaffirming Manitoba's intentions and commitments toward the renewal of this agreement. Ms. Copps trusts that further discussions between officials will be constructive and that the federal and provincial governments, as well as the *Division scolaire franco-manitobaine*, will come to a mutual agreement that will satisfy all concerned.

Please accept our best wishes.

Yours sincerely,

MFS.
EX. ASST
Ms Annalea Mitchell
Special Asst
168 des

Gilles Pineau
Senior Policy Advisor

c.c.: The Honourable Ron J. Duhamel, P.C., M.P.

Dossier: CH99-32435

De: Suzanne A. Samson
DGPALO
997-7589

Date: 24 janvier 2000

Objet: Lettre de Drew Caldwell, en date du 30 novembre 1999

-
- Remercier l'Honorable Drew Caldwell pour sa lettre du 30 novembre dernier.
 - Lui mentionner que la ~~Ministre~~ ^{indique} espère que le nouveau Protocole d'entente relatif aux langues officielles dans l'enseignement, qui couvrira la période de 1998-2003, sera signé très bientôt. *incessamment.*
 - À cet effet, lui indiquer que la Ministre est heureuse que la Province cautionne l'approche Plan d'action et pour laquelle nos représentants respectifs poursuivent des discussions qui s'annoncent fructueuses.
 - Quant au renouvellement de l'Entente spéciale relative à la gestion scolaire, la Ministre constate avec plaisir que les premières discussions ont été positives.
 - Bien que celles-ci se poursuivent, la Ministre a pris bonne note de vos intentions quant aux paramètres du renouvellement de cette entente, à savoir que vous la souhaiteriez pluriannuelle et qu'elle enterme un appariement des contributions.
~~Multi-year ratify a matching of the contributions.~~ ?
 - Noter que la Ministre est confiante que les prochaines étapes de discussions entre fonctionnaires s'effectueront dans un climat ouvert et productif, tout en espérant que nos gouvernements respectifs, de même que la DSFM arrivent à une entente satisfaisante et garante de nos intérêts réciproques.

16/12/99

Lise Toupin
99-12-15 08:09

*je croyais que ma note
était claire ; il faut reporter
ce dossier à la mi-janvier.*

Merci

Guy

Pour : Louis Chagnon/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Diane Leclercq/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Diane
Dorge/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Hilaire Lemoine/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Pierre
Gaudet/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Suzanne Samson/HullOttawa/PCH/CA@PCH
cc :
Objet : Manitoba/gestion

Points saillants de ma discussion d'hier avec Henri Grimard :

1. La lettre du ministre de l'Éducation envoyée à Mme Copps en date du 30 novembre dernier reflète bien l'état des discussions et de l'harmonie qui régnaient suite aux rencontres des 4 et 5 novembre mais ne tient pas compte de la dernière rencontre qui a eu lieu entre la DSFM et le gouvernement manitobain du 30 novembre. Henri a qualifié l'incident «une erreur du système manitobain». **Henri souhaite que le ministère reporte la date de BF en janvier pour une réponse de notre ministre. Il nous avisera quant à une autre lettre possible de la province.**

2. Guy Roy aurait reparlé à Léo Robert après la rencontre du 30 novembre et selon Guy, c'est à la DSFM d'établir une stratégie de sensibilisation auprès des politiciens en vue de les amener à une rencontre éventuelle en janvier. Je me suis permise d'indiquer à Henri la difficulté qu'aura la ministre en janvier de participer à une telle rencontre. Il y aura sûrement délégation du dossier au SMA mais plus probable au niveau du DG de la DGPALO. C'est pourquoi, suite à une discussion à l'interne nous aimerions poursuivre les discussions avec la province. Henri m'a indiqué que la **province souhaite attendre que la DSFM entame son démarchage politique avant de poursuivre toute autre discussion.**

3. Quant à l'offre du PCH d'échanger sur l'ébauche de plan d'action élaboré par la province, **Guy Roy souhaite discuter d'abord de cette ébauche avec le sous-ministre avant toute autre action.**

Alors, la conférence téléphonique prévue avant Noël est donc reportée en janvier ou même après la rencontre éventuelle des politiciens. Je reparlerai à Henri la semaine du 4 janvier.

À suivre.

Bev,

Please join with CH1999-32435 and offer Minister's regrets for the meeting. Departmental officials are presently in discussions with them -- program can confirm this.

Thanks

hélène l.

Due Date / Du le

INVITATION

Minister of Education + Training

7080

[illegible]

BEST AVAILABLE COPY



MINISTER OF EDUCATION AND TRAINING 999 DEC -6 P 3: 11

Room 168
Legislative Building
Winnipeg, Manitoba, CANADA
R3C 0V8

No. Invitation IN 999-01579
Resp. / Lead CIDGOL
CC: RPR

November 30, 1999

*file
original treated
in correspondence*

The Honourable Sheila Copps, M.P.
Minister of Canadian Heritage
12th Floor, Jules Leger Block
Hull QC K1A 0M5

Dear Ms. Copps:

As the new Minister of Education and Training, I wish to take this opportunity to thank you for your ministry's recent announcements regarding the positive changes brought to the Official Languages in Education program. We are very pleased to note that your government has reaffirmed its commitment to minority and second language education in Canada by increasing funding attributed to the above-mentioned program. This enhancement to funding will enable Manitoba to facilitate the development of many worthwhile projects and to support the implementation of new initiatives in the area of French-language education.

We look forward to the imminent signing of a new Protocol for Agreements for Minority-Language Education and Second-Language Instruction. Manitoba fully endorses the Action Plan approach which serves as the administrative foundation of the proposed protocol. We believe that the new approach will significantly enhance program accountability while simplifying the administrative processes currently in effect.

I would also take this opportunity to note the quality of on-going discussions between Canadian Heritage and Manitoba Education and Training. I believe that the dedication and professionalism of our respective officials go a long way to maintain a high level of dialogue between our two jurisdictions in matters of shared interest in education. As a case in point, the current discussions involving representatives of both our departments and of the Division scolaire franco-manitobaine No.49 (DSFM) regarding the possible renewal of a Canada-Manitoba Agreement in support of that particular school authority, are progressing in a positive and productive fashion.

.../2



Our Past. Our Future. Our Celebration.
Notre passé. Notre avenir. Notre fête.

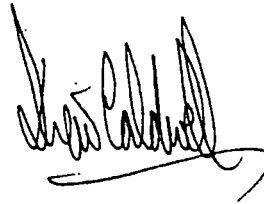
000940

The Honourable Sheila Copps
Page 2

Regarding these discussions leading to the timely renewal of a bilateral agreement, I wish to reaffirm Manitoba's commitment to Francophone schools governance and to indicate our willingness to enter into a multi-year agreement with Canadian Heritage on the basis of equivalent contributions made by both levels of government for the five-year duration of these proposed special measures. In order for this positive initiative to go forward as expeditiously as possible, Manitoba wishes to indicate that it intends to approve a contribution of 2 million dollars per year, on average, for the period 1999-2000 to 2003-2004, as per confirmation of this level of support on an annual basis by the provincial government. It is our expectation that additional and unique financial support directed to the DSFM (approximately \$750,000 in 1999-2000) in recognition of that school jurisdiction's mandate and particularities will be included as part of Manitoba's total contribution of 2 million dollars per year. Further, it should be noted that the above-mentioned grants are over and above Manitoba's Schools' Finance Program for the regular funding of our province's school divisions and therefore are to be considered as supplementary measures applicable exclusively to the DSFM.

I remain confident of the timely conclusion of the proposed agreement between our two levels of government. I do look forward to our continued collaboration in the future and to the opportunity of meeting you in person on matters related to education.

Yours sincerely,



Honourable Drew Caldwell

- c. Honourable Ron Duhamel, Secretary of State (Western Economic Diversification)
(Francophonie)
Honourable Greg Selinger, Minister of Finance

Canadian Heritage

Canadian Heritage/Patrimoine canadien
MCS

1999/1007 - 11:12

Docket No.: CH1999-32435
Previous/Précédent :

Document date: 1999/11/30
Date received: 1999/12/07

BF date: 1999/12/14
Due date: 1999/12/30
Campaign code:
Priority/Priorité: GR(Y-BH)

Lead/Responsable: CIOLDG

Author/Auteur: Caldwell, Drew

COPY

Title/Organization: Minister Education and Training
Government of Manitoba

Subject: Informs the Minister re: discussions with the Division
scolaire franco-manitobaine on possible renewal of a
Canada-Manitoba Agreement and additional funding in support
to that particular school authority

Action: Reply/Réponse

c.c.: J. THORNE, DMO
c.c.: RPR, SMDFP
c.c.: L. HALEY, SMDBME

Charged To: Ministerial Corresp. ministérielle
Jill - reply

Comments:

Approved by:

DG (or designate)

(Date)

ADM/CEO/RExD (or designate)

(Date)

Signature []
required

DM

(Date)

8122-3-1-00

PROGRAMMES D'APPUI AUX LANGUES OFFICIELLES OFFICIAL LANGUAGES SUPPORT BRANCH

NOM/NAME

FRANÇAIS/FRENCH	8122-3-1-00 : ENTENTE SPÉCIALE - GESTION DES ÉCOLES FRANÇAISES
ANGLAIS/ENGLISH	

MODIFICATIONS

<input checked="" type="checkbox"/>	NOUVEAU DOSSIER / NEW FILE
<input type="checkbox"/>	NOUVEAU VOLUME / NEW VOLUME #
<input type="checkbox"/>	ANNULER NOUVEAU DOSSIER / CANCEL REQUEST
<input type="checkbox"/>	CHANGEMENT DU NOM FRANÇAIS
<input type="checkbox"/>	CHANGE IN THE ENGLISH NAME

COMMENTAIRES/COMMENTS

PROGRAMME D'APPUI AUX LANGUES OFFICIELLES S.V.P. ME RETOURNER LE DOSSIER. MERCI CYNTIA PLOUFFE- 953-5125 MERCI! / THANK YOU!

DEMANDÉ PAR / REQUESTED BY:

Cynthia Plouffe
SIGNATURE

13 MARS 2001

DATE